

Concertation nationale

Groupe de travail n°3

« Adaptation et transition face au changement climatique »

Annexes

Annexe 1 : Liste des participants aux réunions du groupe de travail

Parlementaires participants ou représentés

BABAULT Anne-Laure - Député
BENOIT Thierry - Député
BOULOUX Chantal - Députée
BROSSE Anthony - Député
CORMIER-BOULIGEON François - Député
ESQUENENT-GOXES Laurent - Député
FAIT Philippe - Député
FUGIT Jean-Luc - Député
GIRAUD Joël - Député
HAURY Yannick - Député
HEYDEL-GRILLÈRE Laurence - Députée
JACQUIER-LAFORGE Elodie - Députée
LAVERGNE Pascal - Député
LABBE Joël - Sénateur
LE FEUR Sandrine - Députée
OTT Hubert - Député
PRUD'HOMME Loïc - Député
SOREZ Philippe - Député
THIEBAUT Vincent - Député
TROUVÉ Aurélie - Députée
VUIBERT Lionel - Député

Structures participantes

AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
AGRICULTURE STRATÉGIES
ASSIETTES VÉGÉTALES
ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE
ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE
ASSOCIATION GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE BLÉ ET AUTRES CÉRÉALES
ASSOCIATION GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE MAÏS
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS DE LA MONTAGNE
ASSOCIATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE LÉGUMES DE CONSERVES
ASSOCIATION NATIONALE POMMES POIRES
AXEMA
BANQUE DES TERRITOIRES
CAISSE CENTRALE DE LA MSA

CENTRE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE
CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE
COLLECTIF NOURRIR
COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE
COMPASSION IN WORLD FARMING FRANCE
CONFEDERATION DES PME
CONFÉDÉRATION NATIONALE DE L'ELEVAGE
CONFÉDÉRATION PAYSANNE
CONFÉDÉRATION SYNDICALE AGRICOLE DES EXPLOITANTS FAMILIAUX
CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ
CONSEIL NATIONAL DE L'EXPERTISE FONCIÈRE AGRICOLE ET FORESTIÈRE
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES VÉTÉRINAIRES
CONSEIL NATIONAL DU RÉSEAU CERFRANCE
CONVERGENCE ANIMAUX POLITIQUE
COORDINATION RURALE UNION NATIONALE
COORDINATEUR NATIONAL INTERMINISTÉRIEL DU PLAN DE PRÉVENTION DU MAL-ÊTRE EN AGRICULTURE
DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES
DLCES-DÉPARTEMENT DE LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE
ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE, ALIMENTAIRE ET AGROALIMENTAIRE DE NANTES ATLANTIQUE
FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE
FÉDÉRATION DES SYNDICATS VÉTÉRINAIRES DE FRANCE
FÉDÉRATION DU COMMERCE COOPÉRATIF ET ASSOCIÉ
FEDERATION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PRODUCTEURS AGRIVOLTAÏQUES
FÉDÉRATION GÉNÉRALE AGROALIMENTAIRE CFDT
FÉDÉRATION NATIONALE AFAC AGROFORESTERIE
FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE
FÉDÉRATION NATIONALE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE
FÉDÉRATION NATIONALE DES CUMA
FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉLEVEURS DE CHÈVRES
FÉDÉRATION NATIONALE DES ENTREPRISES DE REPRODUCTION ANIMALE ET DE CONSEIL EN ÉLEVAGE
FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE L'HORTICULTURE ET DES PÉPINIÈRES
FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE PLANTS DE POMME DE TERRE
FÉDÉRATION NATIONALE ENTREPRENEURS DES TERRITOIRES
FÉDÉRATION NATIONALE OVINE
FEDERATION NATIONALE PORCINE
FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE LAIT
FÉDÉRATION NATIONALE TERRE DE LIENS
FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES

FO ENSEIGNEMENT AGRICOLE
FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME
FRANCE AGRITECH
FRANCE AGRIVOLTAÏSME
FRANCE GAZ RENOUVELABLES
FRANCE GÉNÉTIQUE ELEVAGE
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
FRANCE URBAINE
FEDERATIONS REGIONALES DE DEFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES
FRANCE
GROUPEMENTS DE DEFENSE SANITAIRE FRANCE
GÉNÉRATIONS FUTURES
GREENPEACE FRANCE
GROUPEMENT D'INTÉRÊT ECONOMIQUE CULTURE RAISONNÉE ET CONTRÔLÉE
GROUPEMENT HIPPIQUE NATIONAL
GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL POUR LA VALORISATION DE LA POMME DE
TERRE
GROUPEMENT NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES SEMENCES ET PLANTS
GRT GAZ
INSTITUT DE L'ÉLEVAGE
INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET
L'ENVIRONNEMENT
INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS
ASSOCIATION NATIONALE INTER-PROFESSIONNELLE DU BÉTAIL ET DES VIANDES
INTERCHANVRE
INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE
INTERPROFESSION BÉTAIL & VIANDE
INTERPROFESSION NATIONALE PORCINE
INVIVO GROUP
JEUNES AGRICULTEURS
LA COOPÉRATION AGRICOLE
LA FERME DIGITALE
LES INSTITUTS TECHNIQUES AGRO-ALIMENTAIRES
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES/
COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU DÉVELOPPEMENT DURABLE
OBSERVATOIRE NATIONAL SUR LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ
PHYTEIS
RÉGIONS DE FRANCE
RÉSEAU ACTION CLIMAT
RÉSEAU DES CENTRES D'INITIATIVES POUR VALORISER L'AGRICULTURE ET LE MILIEU
RURAL
SAFER PACA
SOCIÉTÉ DE DIFFUSION INTERNATIONALE AGRO-ALIMENTAIRE
SOCIÉTÉ DE VITICULTURE DU JURA / CNAOC
SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE UNSA
SYNDICAT DE L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT ET DIAGNOSTIC VÉTÉRINAIRES
SYNDICAT DES PROFESSIONNELS DU RECYCLAGE PAR VALORISATION
AGRONOMIQUE
SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE PUBLIC
SYNDICAT NATIONAL DES ENTREPRISES DE SERVICE ET DISTRIBUTION DU
MACHINISME AGRICOLE, D'ESPACES VERTS, ET DES MÉTIERS SPÉCIALISÉS
SYNDICAT NATIONAL DES VÉTÉRINAIRES D'EXERCICE LIBÉRAL
TERRES EN VILLES
UNION DE L'INDUSTRIE DE LA NUTRITION DES PLANTES
UNION FRANCAISE DES SEMENCIERS

Annexe 2 : Présentations liées aux réunions



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : groupe de travail n°3 – Supports des réunions



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : groupe de travail n°3 – Vendredi 20 janvier 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

Modalités retenues pour cette 1^{ère} réunion



Distanciel

Commentaires et questions au fil de l'eau *via* le chat

Contributions écrites suite à la réunion

Ordre du jour de la réunion



Présentation des enjeux et attendus de la concertation

Benoît BONAIME – MASA DGER



Périmètre, fonctionnement et attendus du GT n°3

Anne-Claire VIAL – ACTA

Philippe MAUGUIN – INRAE

Luc SERVANT – Chambres d'agriculture France

- PAUSE -



Paroles d'experts

Tendances et défis du changement climatique pour l'agriculture

Thierry CAQUET – INRAE

Transition(s): de quoi parle-t-on?

Sébastien TREYER - IDDRI

Ordre du jour de la réunion



Présentation des enjeux et attendus de la concertation

Benoît BONAIMÉ – MASA DGER



Périmètre, fonctionnement et attendus du GT n°3

Anne-Claire VIAL – ACTA

Philippe MAUGUIN – INRAE

Luc SERVANT – Chambres d'agriculture France

- PAUSE -



Paroles d'experts

Tendances et défis du changement climatique pour l'agriculture

Thierry CAQUET – INRAE

Transition(s): de quoi parle-t-on?

Sébastien TREYER - IDDRI

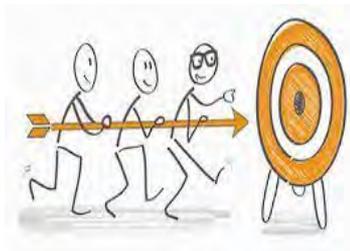
Rappel des objectifs

Partager une vision commune sur les tendances d'ici 2040 :

- la démographie, les compétences, l'organisation des exploitations et les évolutions sociales en agriculture ;
- le changement climatique et les facteurs environnementaux ;
- la disponibilité des facteurs physiques de production ;
- les évolutions de la demande alimentaire.

Identifier les leviers de politiques publiques, les outils, les engagements des partenaires privés et associatifs en matière :

- d'orientation et de formation ;
- d'installation
- de transmission ;
- d'adaptation et de transition face au changement climatique.



Préciser les modalités de mise en œuvre de ces leviers et outils.

Identifier les acteurs et les conditions concrètes pour que ces dispositions puissent s'inscrire dans les réalités des territoires.

Définir le niveau de réglementation nécessaire pour chaque outil et les conditions de leur mise en œuvre dans les territoires.

Les composantes de la concertation

La conduite de **120 entretiens bilatéraux** qui se poursuivent

Une **concertation nationale** :

- 1 liste ouverte d'acteurs
- 3 groupes de travail nationaux
- 1 kit de concertation (23 fiches repères accompagnées d'une bibliographie, 1 note de problématique, 1 trame de questionnement, 1 fiche « principes et méthode », 1 liste des structures associées)

Une **concertation régionale en hexagone** (guide de la concertation régionale en hexagone)

Une **concertation locale en outre-mer** (guide de la concertation locale en outre-mer)

Dans chaque région, au sein d'un établissement d'enseignement agricole, seront organisés des **débats associant les jeunes et les acteurs du territoire**

Une **enquête nationale des jeunes** des établissements d'enseignement agricole

Une **consultation sur Internet** ouverte à tous

Les échéances de la concertation

Entretiens bilatéraux

Concertation nationale

Concertations régionales en hexagone

Concertations locales en outre-mer

Échanges avec les jeunes des établissements d'enseignement

Consultation du public

Rappel des principes pour une concertation réussie

- **Reconnaître la diversité** : 450 inscriptions (limite à 1 personne par structure ou collectif, invitation à rejoindre le niveau régional).
- **Porter, échanger et écouter** les diverses propositions
- Être **factuel**
- **Assumer les ambitions** européennes et françaises
- Accepter qu'**un modèle unique** et uniforme n'existe pas

Des propositions pour faciliter la concertation :

- **Participation à toutes les réunions du GT**
- Proposition d'un groupe de suivi pour les **parlementaires**
- Poursuite des **entretiens bilatéraux** pour approfondir les thématiques spécifiques
- Exercice unique : envoyez vos propositions d'**amélioration** => ploa@agriculture.gouv.fr

Les groupes de travail nationaux

GT n°1 « Orientation et formation » dont l'objectif est de formuler des propositions afin de favoriser la connaissance et l'attractivité des métiers et des formations pour l'agriculture et l'alimentation et d'adapter le contenu et l'organisation de ces formations aux nouvelles exigences sociales, environnementales et économiques.

GT n°2 « Installation et transmission » dont l'objectif est de formuler des propositions qui permettent de faire face au défi du renouvellement de génération d'actifs agricoles à l'horizon des deux prochaines décennies, dans les trois dimensions que sont l'installation, la transmission et l'investissement.

GT n°3 « Adaptation et transition face au changement climatique » dont l'objectif est de formuler des propositions afin d'assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire.

Des temps d'échanges réguliers entre le ministre, les co-présidents et Régions de France seront organisés afin d'assurer la cohérence d'ensemble.

Ordre du jour de la réunion



Présentation des enjeux et attendus de la concertation

Benoît BONAIME – MASA DGER



Périmètre, fonctionnement et attendus du GT n°3

Anne-Claire VIAL – ACTA

Philippe MAUGUIN – INRAE

Luc SERVANT – Chambres d'agriculture France

- PAUSE -



Paroles d'experts

Tendances et défis du changement climatique pour l'agriculture

Thierry CAQUET – INRAE

Transition(s): de quoi parle-t-on?

Sébastien TREYER - IDDRI

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

*Transition
Accompagnement*

*Horizon
commun
2040*

Changement climatique

Démographie

Contexte économique

Attentes sociétales

...



Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

*Transition
Accompagnement*



*Horizon
commun
2040*

Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires



Verrous

Leviers

Éléments de rupture

GT n°3: le périmètre



Éléments de départ

- Fiches repère PLOAA
- Résultats du Varenne agricole de l'eau et du changement climatique
- Résultats de l'atelier 14 des États généraux de l'alimentation
- Plans d'action et dispositifs spécifiques aux différents aspects de la transition agro-écologique ou climatique, etc.



Ciblage des travaux

- Système de production et de diffusion de connaissances et de solution
 - Perception des besoins
 - Fourniture des éléments nécessaires pour l'adaptation et la pérennité des systèmes de production

Transition
Accompagnement

Horizon
commun
2040

GT n°3: les questionnements



Verrous et facteurs bloquants prioritaires ?

- Pour l'engagement dans les transitions
- Dans les exploitations



Rôle des filières et des territoires ?

- Acteurs
- Priorités d'investissement



*Quelles avancées?
Quelles évolutions
proposer?*



Outils pour éclairer les transitions ?

- Projet d'installation / de transition
- Accompagnement



Modalités d'organisation du continuum formation – recherche – innovation – développement agricole ?

- Pilotage et priorisation

GT n°3: articulation avec la concertation régionale



Un kit de concertation régionale à disposition :

- Note de problématique nationale
- 23 fiches repères nationales
- Guide de la concertation régionale en métropole
- Documents de référence pour aller plus loin
- Diagnostic régional réalisé dans le cadre du Varenne de l'eau et du changement climatique, ainsi que les diagnostics de chacune des filières concernées.
- Cadre harmonisé pour la synthèse des contributions régionales

A produire en région: document de synthèse de la situation de l'agriculture régionale pour adapter les enjeux et les propositions

GT n°3: articulation avec la concertation régionale



La conduite de la concertation régionale :

Proposition d'organiser a minima :

- **Une plénière de lancement** —> partager les enjeux de l'agriculture régionale à l'horizon 2040
- **Des groupes de travail thématiques** —> identifier les objectifs stratégiques à retenir et les leviers à mobiliser
- **Une plénière de clôture** —> présenter les éléments de synthèse de chacun des groupes et les propositions à adresser au niveau national

GT n°3: articulation avec la concertation régionale

Un cadre harmonisé pour la synthèse des contributions en régions :



Remontée centralisée et
sous format unique des
propositions des groupes
de travail : 1 fiche par
proposition



- Décrivez votre proposition et les leviers d'action en 15 lignes maximum
- Dans quelle thématique s'inscrit la proposition ?
 - Orientation et formation
 - Installation et transmission
 - Adaptation et transition face au changement climatique
- Quel est le contexte régional lié à cette proposition ?
- À quel enjeu stratégique régional vise à répondre cette proposition ? Quel objectif cherche-t-on à atteindre ? A quelle échéance ?
- Concernant la proposition : à quels leviers d'action parmi ceux cités ci-dessous se réfère-t-elle ?
 - mesure législative / réglementaire à créer
 - mesure nationale existante à amplifier ou adapter
 - mesure nationale à créer
 - mesure régionale existante à amplifier ou adapter
 - mesure régionale à créer
 - mesure organisationnelle ou de gouvernance
 - autre type d'action
- Quels sont les acteurs qui devraient être engagés ?
- Pour cette proposition, y a-t-il eu un consensus des acteurs ? Ou un dissensus ?
- Avez-vous des commentaires ?

GT n°3: articulation avec la concertation régionale



Calendrier prévisionnel :

Janvier : premières réunions des groupes nationaux (20, 25 et 26 janvier)

Début février : début des travaux régionaux

Février-avril : 2^{ème} - 3^{ème} (- 4^{ème}) réunions des GT nationaux

Fin avril : fin des travaux en région et transmission des synthèses régionales

Mai : réunions de clôture des GT nationaux

Le calendrier prévisionnel du GT n°3



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



Contribution écrite



Contribution écrite



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

PAUSE

Ordre du jour de la réunion



Présentation des enjeux et attendus de la concertation

Benoît BONAIME – MASA DGER



Périmètre, fonctionnement et attendus du GT n°3

Anne-Claire VIAL – ACTA

Philippe MAUGUIN – INRAE

Luc SERVANT – Chambres d'agriculture France

- PAUSE -



Paroles d'experts

Tendances et défis du changement climatique pour l'agriculture

Thierry CAQUET – INRAE

Transition(s): de quoi parle-t-on?

Sébastien TREYER - IDDRI



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Changement climatique et agriculture : tendances et défis

Thierry CAQUET

INRAE, Directeur Scientifique Environnement

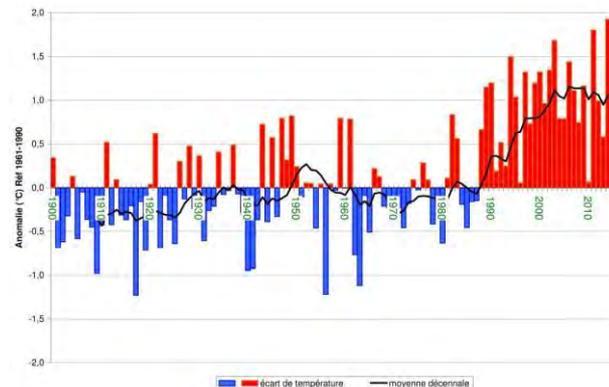
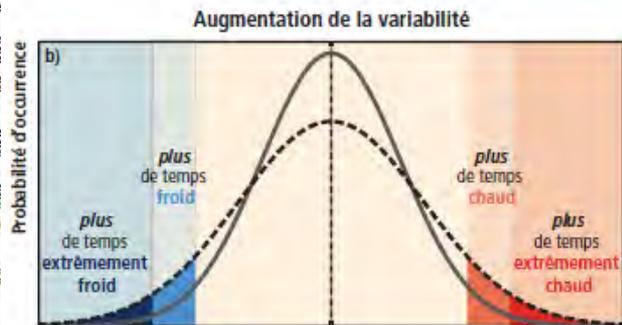
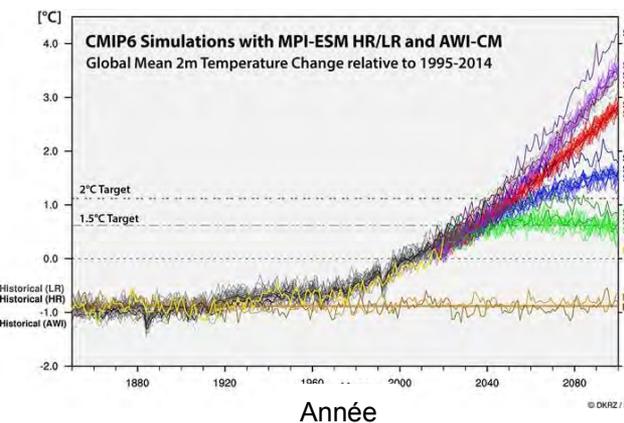


Changement climatique : les données du problème

1 Changements tendanciels

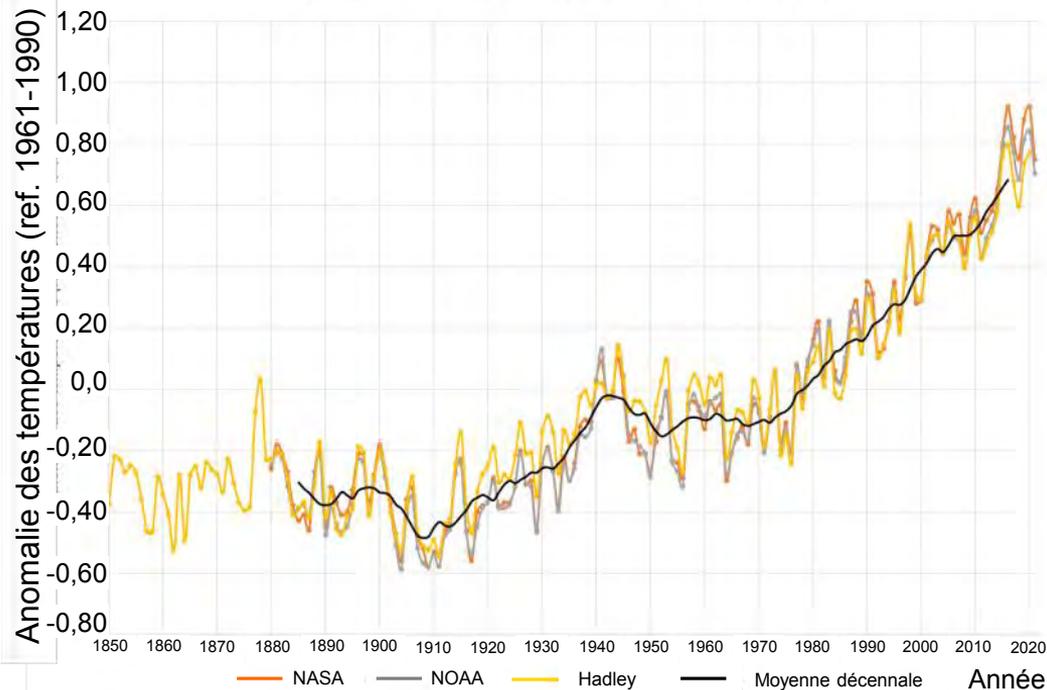
2 Evènements climatiques extrêmes

3 Variabilité saisonnière et interannuelle



Un réchauffement confirmé

Evolution des températures moyennes mondiales de 1850 à 2021

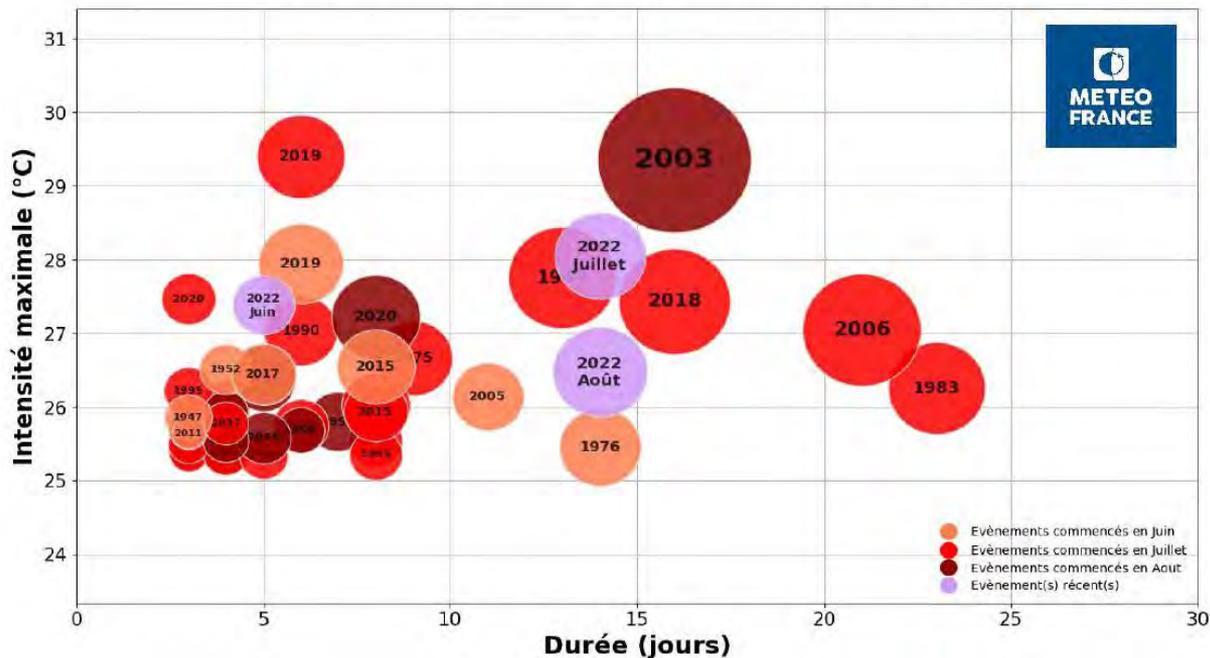


Crédits : NOAA - NASA - UKMet / Traitement ONERC (<https://www.ecologie.gouv.fr/impacts-du-changement-climatique-atmosphere-temperatures-et-precipitations>)

- Monde
 - + 1,1°C depuis la fin du XIX^e siècle
 - **+0,1/+0,2°C/décennie** depuis 1975
- Europe/France
 - **≈ +0,5°C/décennie** depuis 1991

Extrêmes climatiques – Vagues de chaleur

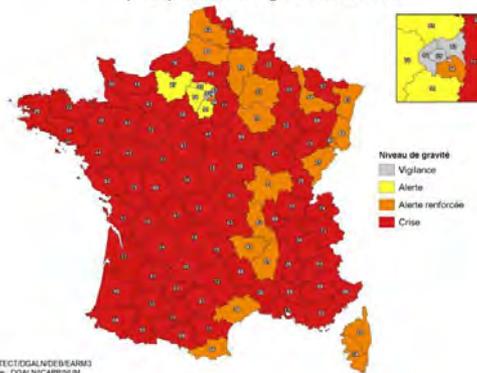
Vagues de chaleur observées en France
1947 à 2022 : 46 épisodes identifiés



https://meteofrance.fr/sites/meteofrance.fr/files/files/editorial/Bilan_aout_2022_05092022_V1.pdf

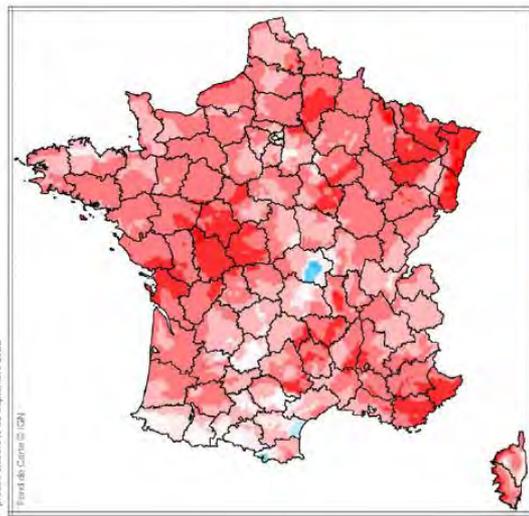
Extrêmes climatiques – Précipitations

Niveau de gravité maximal limitant les usages de l'eau par département en vigueur au 28/09/2022

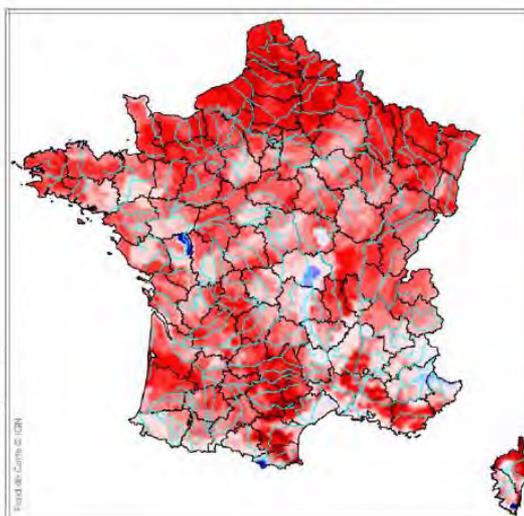


Source : MTECT/DGALNDE/SARMS
 Cartographie : DGALN/CAPPNUM
 Le 28/09/2022

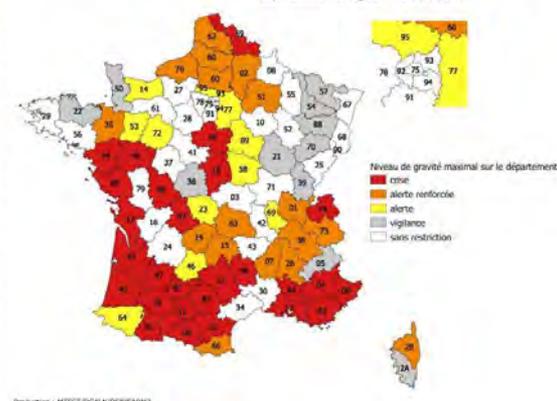
France
 Rapport à la normale 1991/2020 du cumul de précipitations efficaces
 De Septembre 2021 à Août 2022



France
 Ecart pondéré à la normale 1991/2020 de l'indice de humidité des sols
 le 1 Septembre 2022



Carte représentant le niveau de gravité maximal limitant les usages de l'eau par département en vigueur au 14/11/2022



https://meteofrance.fr/sites/meteofrance.fr/files/files/editorial/bsh_eau_sol_202209.pdf

Projections du 6^{ème} rapport du GIEC

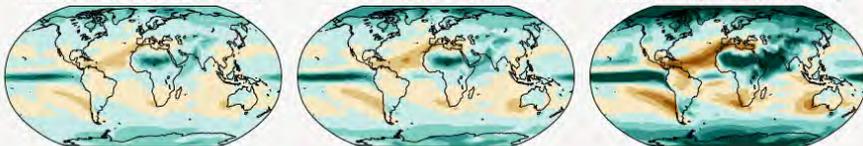
c) Annual mean precipitation change (%) relative to 1850-1900

Precipitation is projected to increase over high latitudes, the equatorial Pacific and parts of the monsoon regions, but decrease over parts of the subtropics and in limited areas of the tropics.

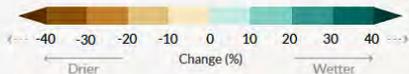
Simulated change at 1.5 °C global warming

Simulated change at 2 °C global warming

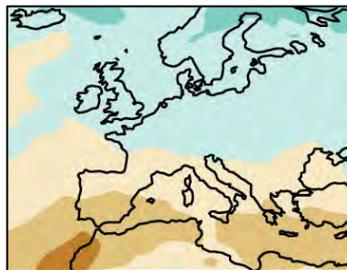
Simulated change at 4 °C global warming



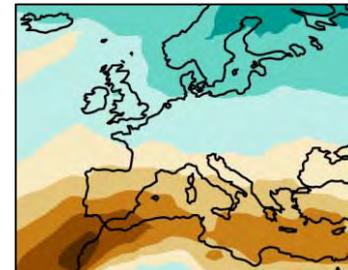
Relatively small absolute changes may appear as large % changes in regions with dry baseline conditions



2°C



4°C



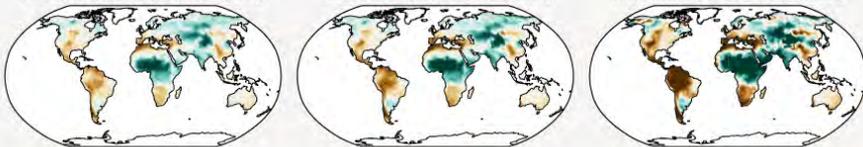
d) Annual mean total column soil moisture change (standard deviation)

Across warming levels, changes in soil moisture largely follow changes in precipitation but also show some differences due to the influence of evapotranspiration.

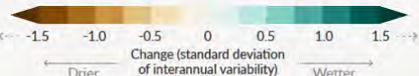
Simulated change at 1.5 °C global warming

Simulated change at 2 °C global warming

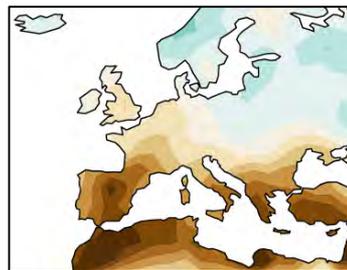
Simulated change at 4 °C global warming



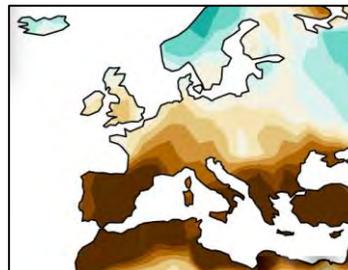
Relatively small absolute changes may appear large when expressed in units of standard deviation in dry regions with little interannual variability in baseline conditions



2°C

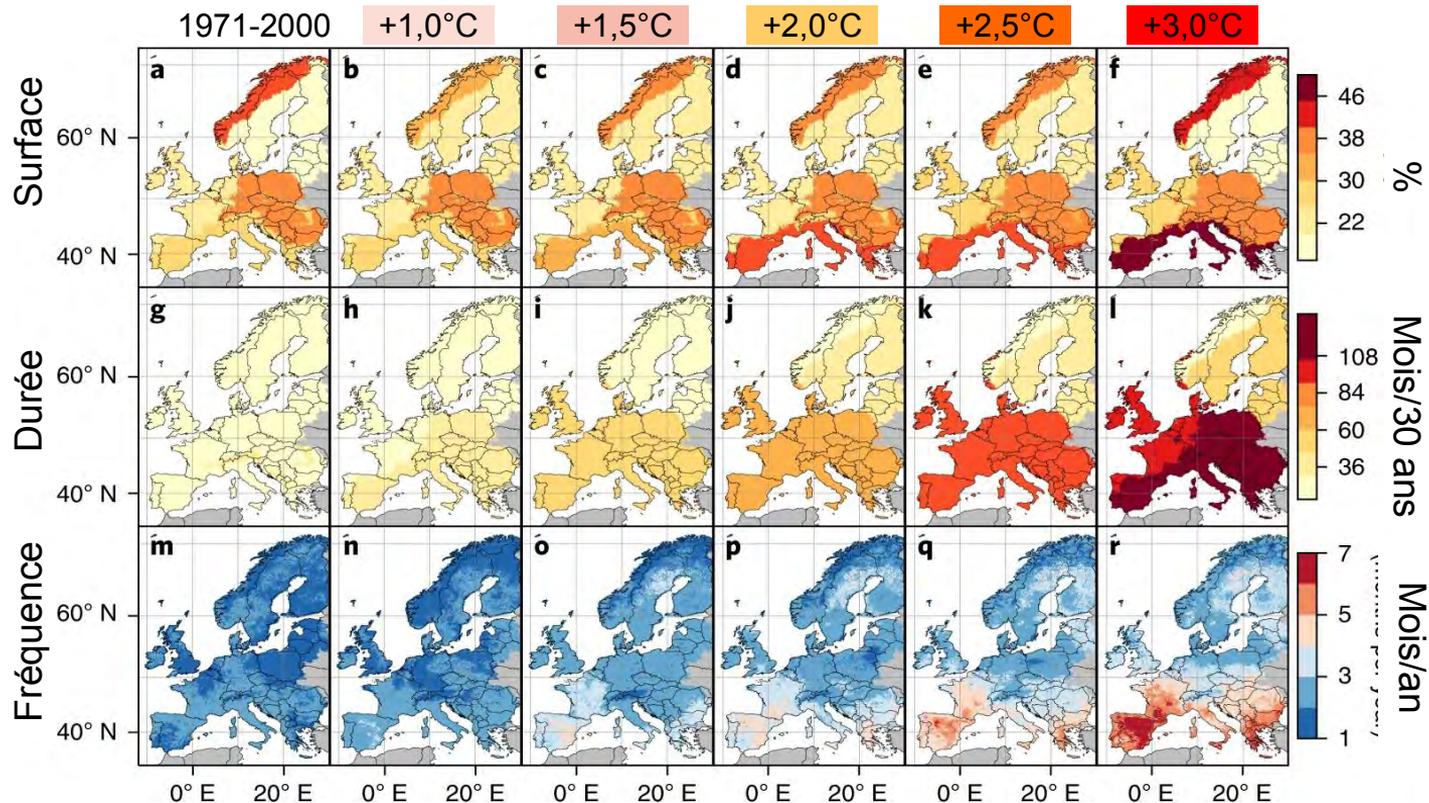


4°C



(IPCC, 2021: Summary for Policymakers)

Projections des sécheresses agronomiques

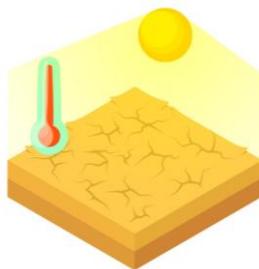
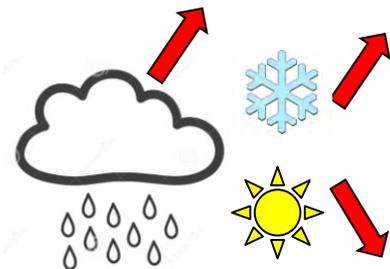
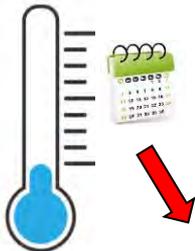


Synthèse pour 2030-2050



Dépendance \pm importante :

- au scénario
- à l'horizon temporel
- au site



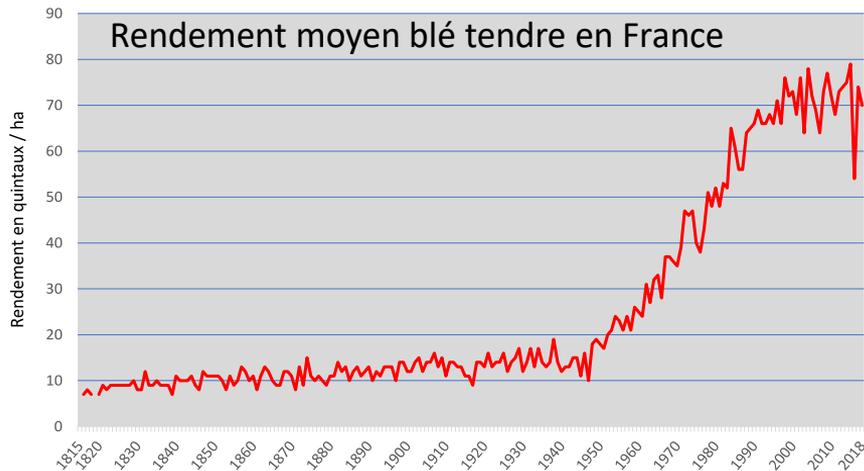
Rôles clés de l'évaporation
et de l'évapotranspiration

Pour en savoir plus :

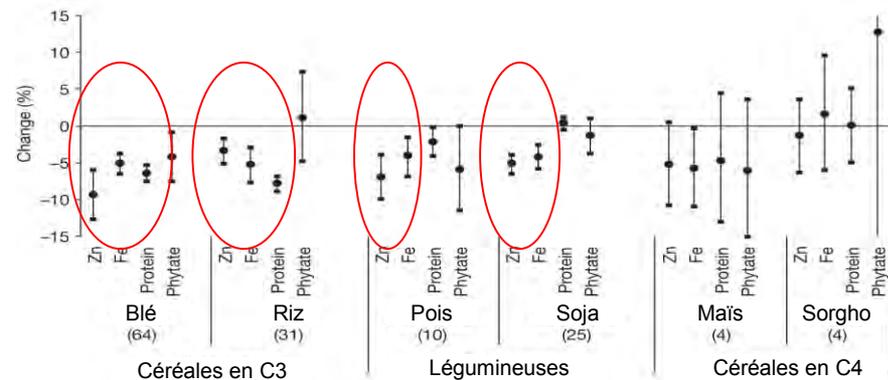
DRIAS 2020 : <http://www.drias-climat.fr>

Explore 2070 : <https://professionnels.ofb.fr/fr/node/44>

Exemple d'effets sur les grandes cultures



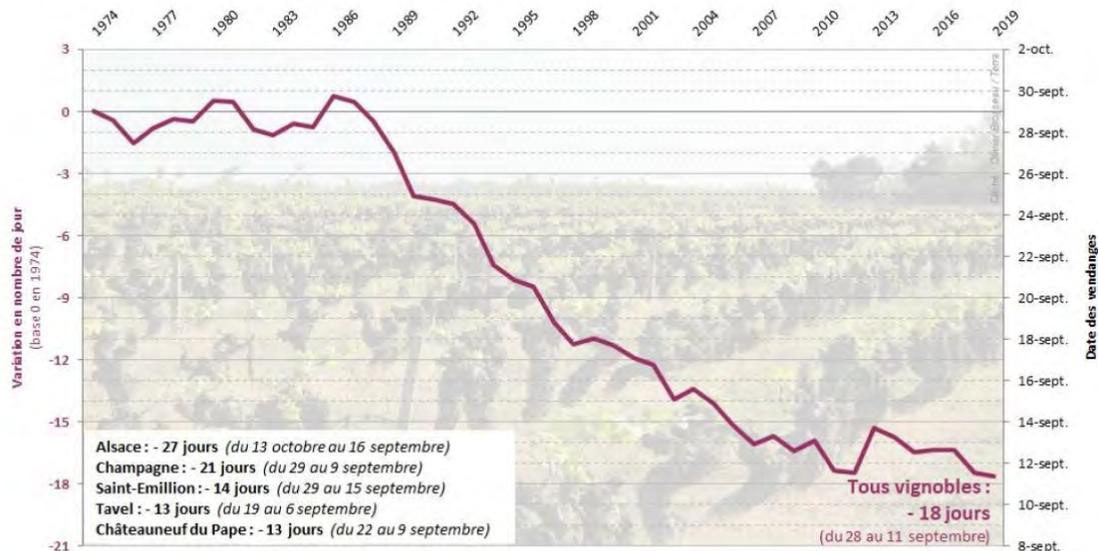
Sources: Statistiques Ministère de l'agriculture 1913, Tableaux rétrospectifs. GNIS & Unigrains.



Myers *et al.* Nature, 2014

Exemple d'effets sur cultures pérennes

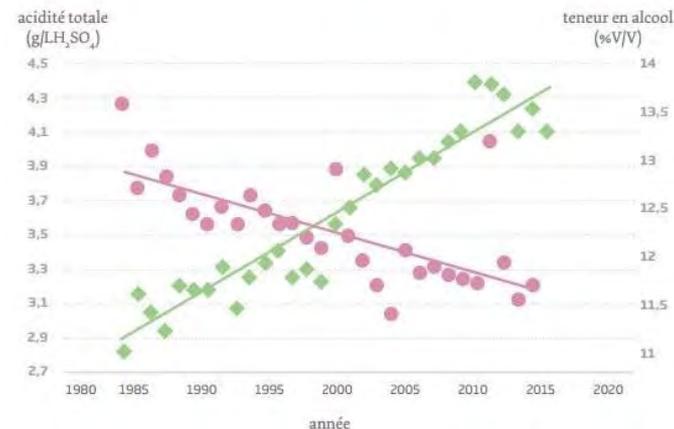
Evolution de la date moyenne de vendange entre 1974 et 2019 dans un panel de vignobles français



Note : 1974 = moyenne décennale 1965-1974 et 2019 = moyenne décennale 2009-2019.

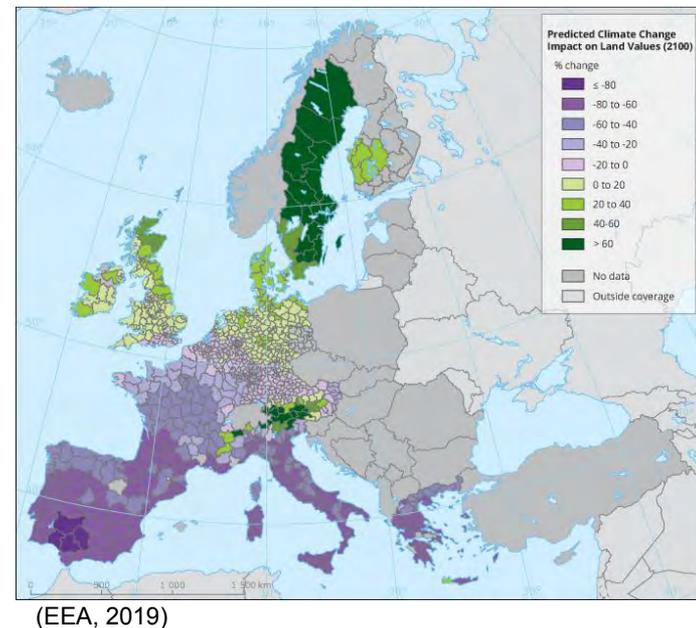
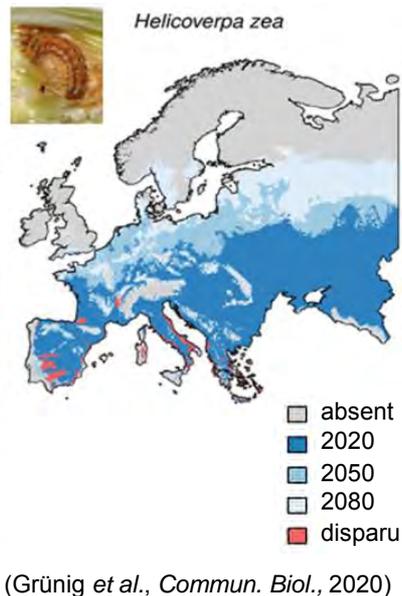
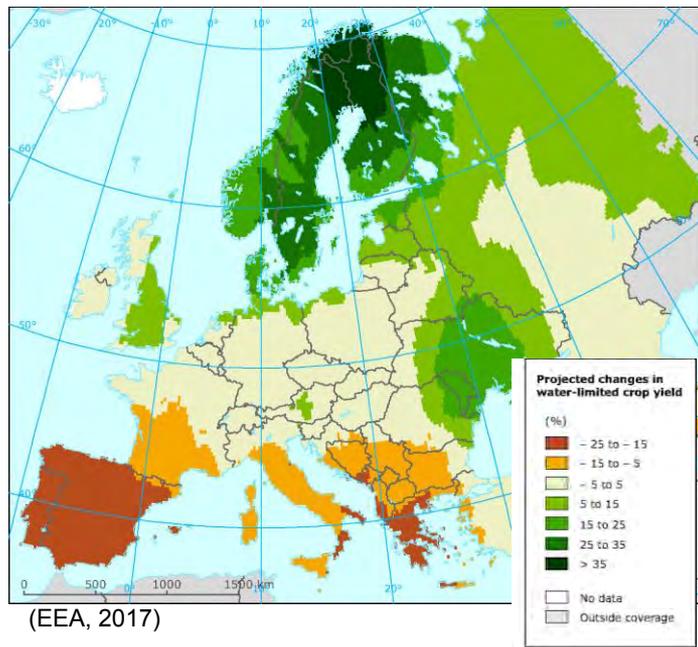

ONB Visuel ONB, d'après :
 Origine des données : Inter-Rhône - ENITA Bordeaux - INRA Colmar - Comité interprofessionnel du vin de Champagne
 Traitements : ONERC - SDES, 2020

Evolution des teneurs en alcool et en acidité des vins : une tendance qui se confirme
 (Analyses de ~1500 vins/an
 Source: Laboratoires DUBERNET)

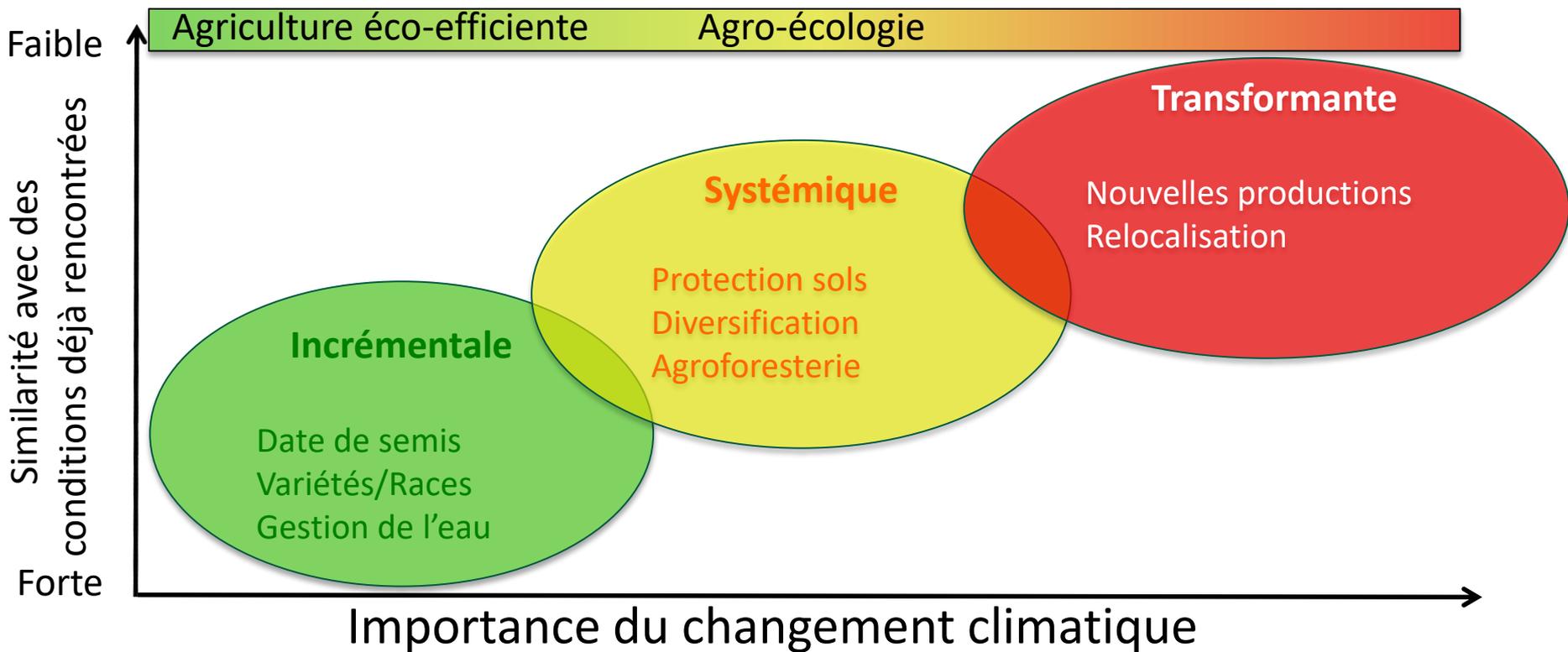


<https://naturefrance.fr/indicateurs/dates-de-vendanges-en-france-metropolitaine>

Un renforcement attendu des effets déjà observés



Nature et formes de l'adaptation en agriculture



Les apports du Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique



VARENNE AGRICOLE EAU | CHANGEMENT CLIMATIQUE

QUELS LEVIERS TECHNIQUES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Gérer les stress hydrique et thermique




Pratiques d'élevage
Alimentation, diversification, reproduction...


Sélection des races et des variétés
Diversification, races et variétés plus efficaces, plus résistantes...


Techniques culturales
Travail du sol, diversification, intrants, densité, évitement


Accès à l'eau
Irrigation, stockage, sobriété, recyclage, RéUt...


Aménagements des paysages
Culture et élevage sous ombrage, implantation de haies, création de talus




Agroéquipements
Automatisation, précision, outils « intelligents »

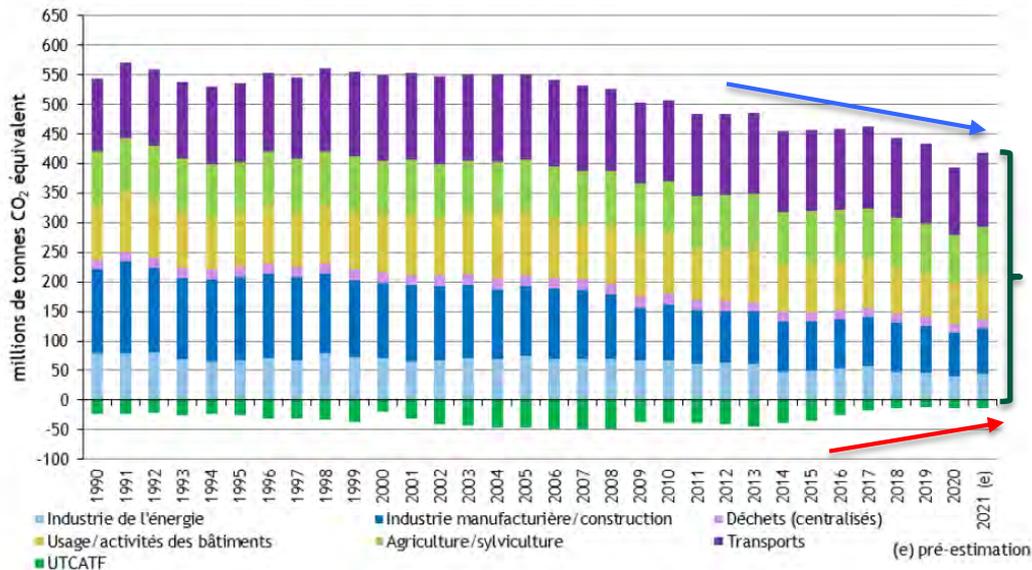

Bâtiments
Ventilation, brumisation, isolation


Formation et mise en réseau
Former les agriculteurs, les conseillers...

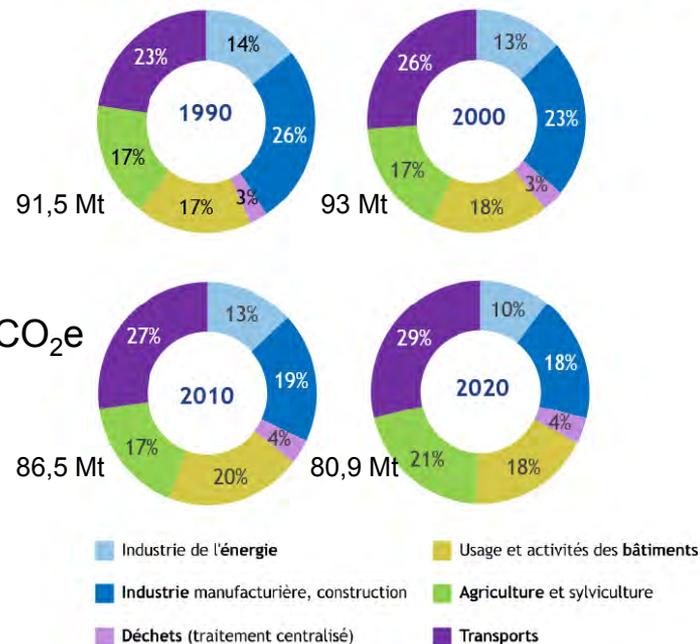


<https://www.acta.asso.fr/realisations/leviers-techniques-dadaptation-aux-stress-thermique-et-hydrique/>

Agriculture et émissions de GES



Répartition des émissions de CO₂e hors UTCATF en France



UTCATF : puits de carbone lié à l'Utilisation des Terres, aux Changements d'Affectation des Terres et à la Forêt

(CITEPA, 2022)

Un enjeu fort : agriculture et neutralité carbone (SNBC)

SNBC2	Evolution des émissions de GES (par rapport à 2015)		Résumé des orientations
	2030	2050	
Production d'énergie	-36 %	Zéro émission	Développer les énergies décarbonées
Transports	-31 %	Zéro émission	Décarboner la mobilité
Bâtiments	-53 %	Zéro émission	100 % du parc « bâtiment basse consommation » en moyenne
Agriculture	-20 %	-46 %	Favoriser les pratiques qui diminuent les émissions, comme l'agro-écologie
Déchets	-38 %	-66 %	Prévenir et valoriser les déchets
Industrie	-35 %	-81 %	Développer les filières industrielles sobres en carbone
Forêts et bois		+50 % absorption	Maximiser les puits de carbone et développer la bioéconomie

- Ambition accrue pour l'agriculture dans la SNBC3 :
- Réduction émissions
 - Stockage C
 - Démarches intégrées
=> production-consommation
 - Démarches intersectorielles

Synergies potentielles entre atténuation et adaptation

Options de réponse basées sur la gestion des terres		Atténuation	Adaptation	Désertification	Dégradation des terres	Sécurité alimentaire	Coût
Agriculture	Hausse de la productivité agricole	F	M	F	M	E	—
	Agroforesterie	M	M	M	M	F	●
	Amélioration de la gestion des terres cultivées	M	F	F	F	F	●●
	Amélioration de la gestion des élevages	M	F	F	F	F	●●●
	Diversification agricole	F	F	F	M	F	●
	Amélioration de la gestion des terres pâturées	M	F	F	F	F	—
	Gestion intégrée de l'eau	F	F	F	F	F	●●
	Réduction de la conversion des prairies en terres cultivées	F	—	F	F	F	●
Forêts	Gestion des forêts	M	F	F	F	F	●●
	Réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts	E	F	F	F	F	●●
Sols	Augmentation de la teneur en carbone organique du sol	E	F	M	M	F	●●
	Ralentissement de l'érosion des sols	↔	F	F	M	F	●●
	Réduction de la salinisation des sols	—	F	F	F	F	●●
	Réduction des tassements des sols	—	F	—	F	F	●

Critères clés employés pour déterminer l'ampleur de l'impact de chaque option de réponse intégrée

	Atténuation GtégCO ₂ an ⁻¹	Adaptation 1 000 000 hab.	Désertification 1 000 000 km ²	Dégradation des terres 1 000 000 km ²	Sécurité alimentaire 1 000 000 hab.
positif	Important Plus de 3	Positif pour plus de 25	Positif pour plus de 3	Positif pour plus de 3	Positif pour plus de 100
	Modéré 0,3 à 3	1 à 25	0,5 à 3	0,5 à 3	1 à 100
	Faible Moins de 0,3	Moins de 1	Moins de 0,5	Moins de 0,5	Moins de 1
Négatif	Négligeable Sans effet	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Sans effet
	Faible Moins de -0,3	Moins de 1	Moins de 0,5	Moins de 0,5	Moins de 1
	Modéré -0,3 à -1	1 à 25	0,5 à 3	0,5 à 3	1 à 100
Important Plus de -3	Négatif pour plus de 25	Négatif pour plus de 3	Négatif pour plus de 3	Négatif pour plus de 3	Négatif pour plus de 100

Variable: Peut être positif ou négatif — pas de donné s.o. sans objet

Degré de confiance

Confiance dans l'estimation de l'ampleur

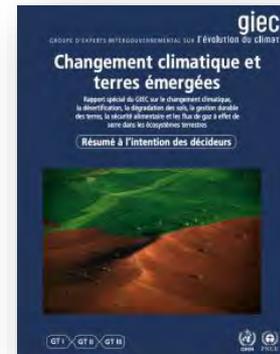
E Degré de confiance élevé
 M Degré de confiance moyen
 F Degré de confiance faible

Plage de coût

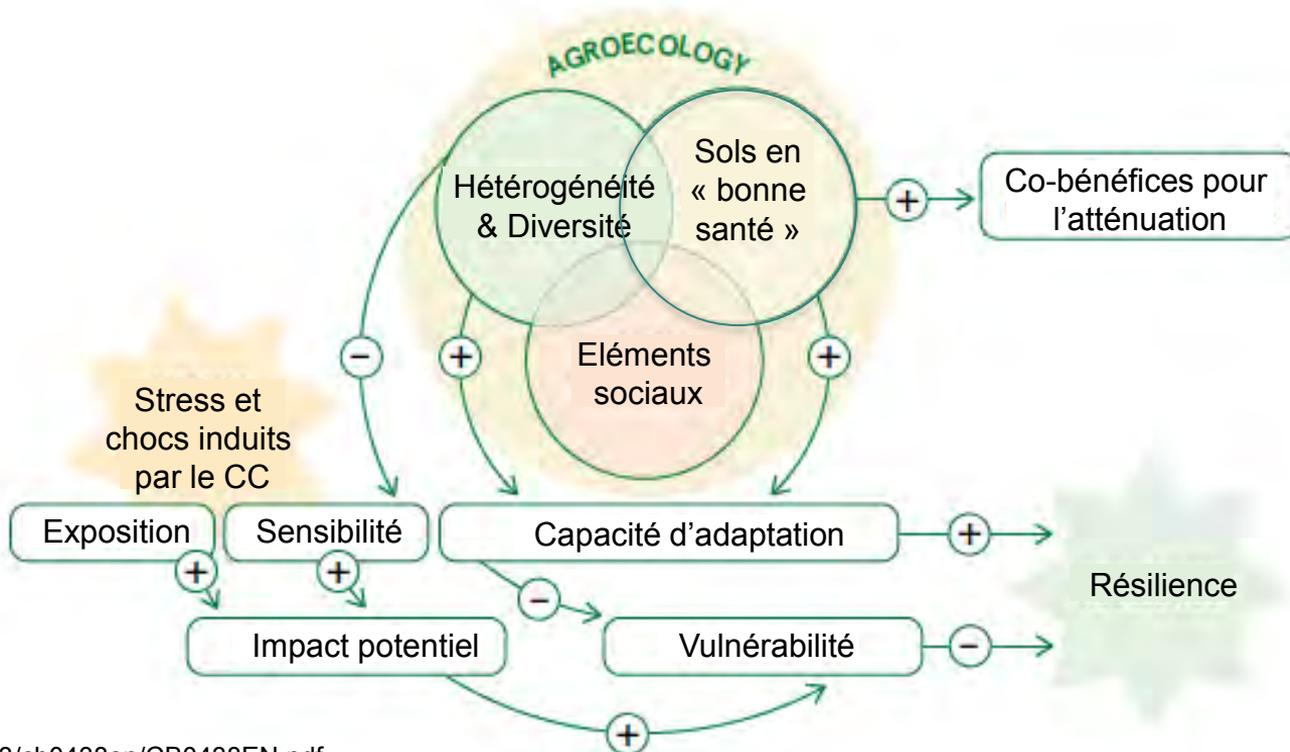
Voir, dans les notes techniques, les plages de coût en dollars É. U. \$/tCO₂e ou en dollars É. U. \$/ha¹.

●●● Coût élevé
 ●● Coût moyen
 ● Coût faible
 — pas de données

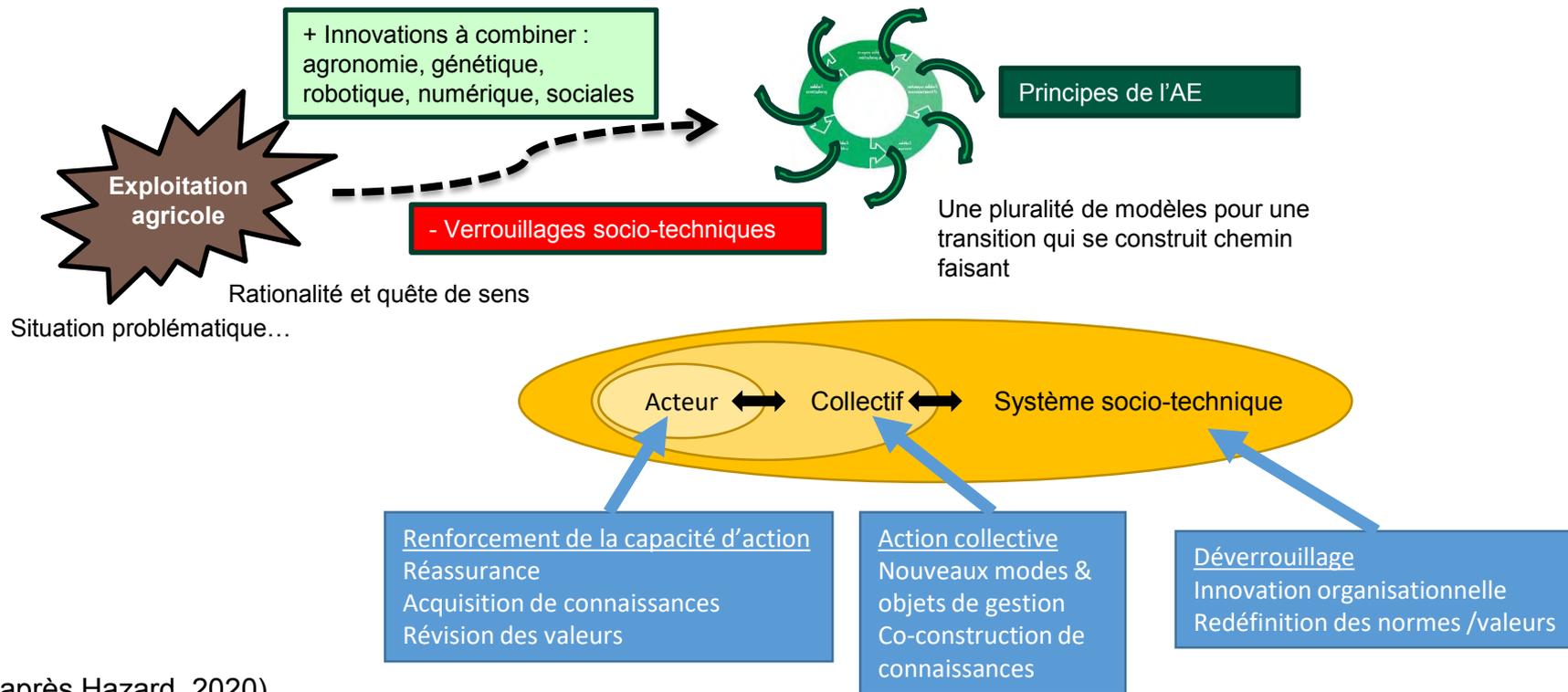
=> Possibilités de co-bénéfices



Stratégie avec des co-bénéfices : exemple de l'agroécologie



Transition agroécologique des exploitations



(D'après Hazard, 2020)

Conclusion

- Une agriculture en 2040 qui ne sera pas identique à celle de 2023.
- Attentes fortes France et Europe de stratégies mutuellement compatibles :
 - Production
 - Atténuation
 - Adaptation
 - Ressources naturelles
 - Biodiversité
- L'éco-efficience ne suffira pas => Reconception/transition agroécologique.
- Combinaison de leviers indispensable.
- Vision systémique et multi-filière, située spatialement => Territoires.

Merci pour votre attention

Transition(s) : de quoi parle-t-on ?

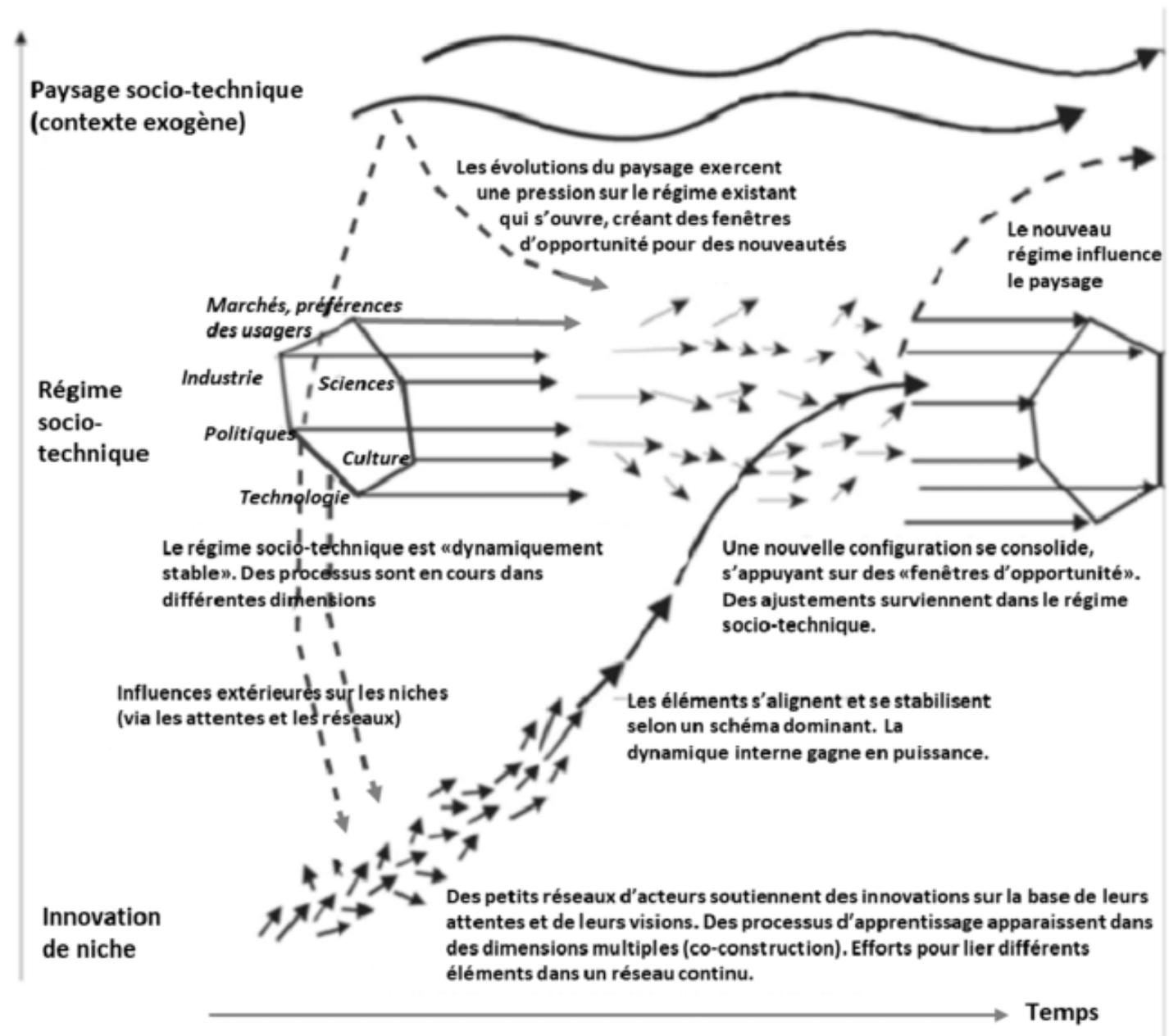
Quelles leçons de l'étude des transitions passées ?

Sébastien Treyer, Iddri

GT Adaptation et Transition, PLOA, 20 janvier 2023

- Un champ de recherche de la sociologie des sciences et des techniques
- La notion clé de « régime socio-technique » / trajectoires d'innovation
- Au sein d'un même régime socio-technique, il y a beaucoup d'innovations technologiques qui font fortement évoluer les systèmes techniques (substitution capital / travail, par exemple), selon une même trajectoire/direction d'innovation
- Mais il y a aussi parfois des changements de « régime socio-technique » = des transitions, qui peuvent être parfois des moments de turbulence avant que soit stabilisé un nouveau régime
- L'exemple clé est le passage (aux USA) des véhicules hippomobiles aux tramways hippomobiles, puis au tramway électrique puis à la dominance du véhicule individuel avec moteur à combustion

Niveaux de structuration des activités dans les pratiques locales



- Verrouillage socio-technique :
 - certaines solutions peinent à changer d'échelle même quand elles sont performantes sur un ensemble de critères et économiquement prometteuses,
 - parce que c'est l'ensemble du régime socio-technique qui est organisé en fonction des caractéristiques des innovations dominantes
 - (ex transitions dans le domaine des transports)

- Un déverrouillage est forcément systémique : agir simultanément sur l'ensemble des dimensions du régime (marchés et normes, de l'amont à l'aval, organisation industrielle et contrats, politiques publiques, financements et subventions, valeurs et culture...)

- L'innovation n'est pas que technique, mais aussi dans les usages et la demande, dans les organisations sociales et l'action collective, dans les politiques publiques, dans les modèles d'affaires et les modalités de financement...

Face aux limites rencontrées par un système technique, on peut :

1. **Optimiser** le système tel qu'il est / chercher des marges d'efficience, sans changer de technologie – ex la consommation / km des moteurs à essence
2. **Substituer** une technologie par une autre – ex véhicule électrique
3. **Reconcevoir** le système – ex. autopartage, intermodalité, etc.

Les innovations à l'échelle des systèmes / la reconception des systèmes engagent forcément des modifications dans l'ensemble du régime socio-technique

Mais aussi à l'échelle de toute la chaîne de valeur

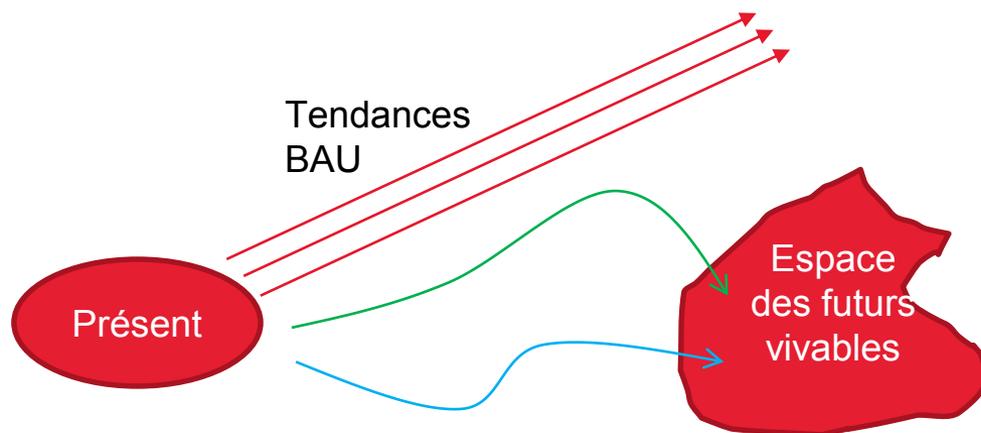
Deux propositions complémentaires (et non limitatives) du champ d'étude des transitions passées

- Strategic niche management
- Organisation d'un débat structuré sur les scénarios / trajectoires futures possibles
- ...

- Recommandations génériques :
 - Aligner les incitations fiscales et les subventions pour rééquilibrer entre acteurs en place et nouveaux entrants
 - Identifier les points de blocage dans l'organisation / la structure des secteurs économiques et de la société (ex. structure des villes et transition de la mobilité)
- Appui aux innovations de niche
 - Assurer les dynamiques collectives, réseaux et interrelations entre innovations de niche, favoriser les « clusters »
 - Rééquilibrer la charge et les moyens de la preuve de la performance
- La coexistence / le pluralisme à armes égales de plusieurs trajectoires d'innovation doit être organisé, équipé
- “the creation, development and controlled phase-out of protected spaces for the development and use of promising technologies by means of experimentation, with the aim of :
 - (1) learning about the desirability of the new technology and
 - (2) enhancing the further development and the rate of application of the new technology”
(Kemp et al., 1998: 186)

- La reconfiguration du régime socio-technique réelle est souvent une recombinaison de plusieurs trajectoires d'innovation, et pas la simple généralisation d'une seule innovation
- Difficile de prédire quelle sera la combinaison la plus souhaitable / performante
- Plutôt que de choisir une trajectoire, organiser un débat structuré et continu sur les différents scénarios contrastés, questionnant la cohérence et la performance
- Donner à voir la diversité des points d'arrivée possibles, et la diversité des chemins de transition : visibilité sur du moyen / long terme, lisibilité de l'évolution des règles du jeu, mais sans planification figée
- Embarquer les différents acteurs/innovateurs non pas en développant un plan univoque à 30 ans, mais parce que les différents scénarios sont devenus une connaissance / une référence partagées
- Permettre aux autorités politiques d'indiquer les choix qui doivent être faits maintenant, et les décisions sans regret, ainsi qu'une direction des aspirations collectives et individuelles

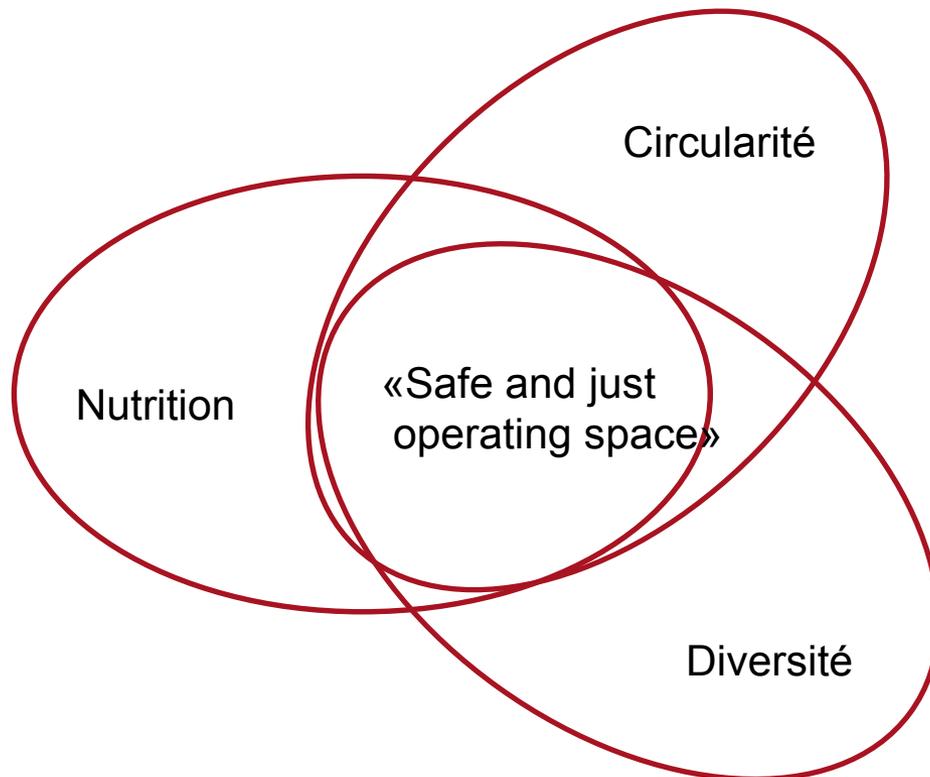
- Pour le **systeme alimentaire**, les études et scénarios existants tant sur l'adaptation que sur les enjeux environnementaux indiquent que le scénario tendanciel / « business as usual » nous fera rater la cible
 - Des **ruptures par rapport aux tendances actuelles** sont nécessaires
 - Ex : déspecialisation / rediversification des bassins de production
- Mais ils ne disent pas pour autant qu'il n'y a qu'un point d'arrivée (choix politiques, arbitrages entre différents critères de performance)
- Et ils montrent qu'il peut y avoir plusieurs chemins de transition, même pour un point d'arrivée identique



The 5th SCAR Foresight Expert Group report

Resilience and Transformation

**Natural resources and Food Systems:
Transitions towards
a “safe and just” operating space**



Un objectif
3 points d'entrée
pour des chemins de transition

- Le débat prospectif sur les scénarios n'est pas encore structuré, et pourtant beaucoup de scénarios sont sur la table
 - Un équivalent du débat national sur les scénarios pendant le DNTE (transition énergétique) de 2012 serait utile
 - Ce qui peut s'articuler avec la reconception des trajectoires à l'échelle des territoires pertinents / bassins de production
- Logique souple mais exigeante de planification et orientation stratégique

- Les priorités d'investissement et d'innovation peuvent être discutées non seulement dans une logique de coexistence des modèles, mais aussi en prenant en compte les effets de verrouillage et d'asymétrie

- Le déverrouillage systémique à l'échelle de l'ensemble de la chaîne de valeur est indispensable pour permettre des ruptures par rapport aux tendances en cours. Cela dépasse la question du financement de l'investissement et de l'innovation.

- L'innovation de déclenchement de la transition devient une priorité en soi (cf. rapport SCAR)

- Alkemade, F., Hekkert, M. P., Negro, S. O., (2011) Transition policy and innovation policy: Friends or foes?, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, Volume 1, Issue 1, Pages 125-129, ISSN 2210-4224, <http://dx.doi.org/10.1016/j.eist.2011.04.009>.
- (<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2210422411000207>)
- Geels, F. W. (2011). The multi-level perspective on sustainability transitions: Responses to seven criticisms. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 1(1), 24-40.
- Geels, F. W., & Schot, J. (2007). Typology of sociotechnical transition pathways. *Research policy*, 36(3), 399-417.
- Hekkert, M. P., Suurs, R. A., Negro, S. O., Kuhlmann, S., Smits, R. E. H. M. (2007). Functions of innovation systems: A new approach for analysing technological change. *Technological Forecasting and Social Change*, 74(4), 413-432. <http://dx.doi.org/10.1016/j.techfore.2006.03.002>.
- (<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0040162506000564>)
- Loorbach, D., Van Der Brugge, R., & Taanman, M. (2008). Governance in the energy transition: Practice of transition management in the Netherlands. *International Journal of Environmental Technology and Management*, 9(2), 294-315.

- Mathijs E., (2012) : Transition to a sustainable agrofood system in Flanders: a system analysis
- <http://lv.vlaanderen.be/nlapps/docs/default.asp?id=3127>
- Markard, J., Truffer, B.,(2008) Technological innovation systems and the multi-level perspective: Towards an integrated framework, *Research Policy*, Volume 37, Issue 4, Pages 596-615, ISSN 0048-7333,
- (<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048733308000164>)
- Nykvist, B., & Whitmarsh, L. (2008). A multi-level analysis of sustainable mobility transitions: Niche development in the UK and Sweden. *Technological forecasting and social change*, 75(9), 1373-1387.
- Rotmans, J. René Kemp, R., Marjolein Van Asselt, M., (2001) "More evolution than revolution: transition management in public policy", *foresight*, Vol. 3 Iss: 1, pp.15 – 31
- Seyfang, G., & Smith, A. (2007). Grassroots innovations for sustainable development: Towards a new research and policy agenda. *Environmental politics*, 16(4), 584-603.
- Smith, A., Stirling, A., & Berkhout, F. (2005). The governance of sustainable socio-technical transitions. *Research policy*, 34(10), 1491-1510.
- Van der Laak, W. W. M., Raven, R. P. J. M., & Verbong, G. P. J. (2007). Strategic niche management for biofuels: Analysing past experiments for developing new biofuel policies. *Energy Policy*, 35(6), 3213-3225.

CONTACT

Sebastien.treyer@iddri.org

IDDRI.ORG

Conclusion et suites du GT n°3



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



Contribution écrite



Contribution écrite

Conclusion et suites du GT n°3



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)



Contribution écrite

Contributions attendues:

Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040?

Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face?

Quels sont les verrous les plus importants à lever?

6000 caractères max , espaces compris

*A transmettre **pour le 3 février 2023** (modalité à confirmer)*



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : groupe de travail n°3 – Vendredi 17 février 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

Ordre du jour de la réunion



Introduction

Anne-Claire VIAL – ACTA
Philippe MAUGUIN – INRAE



Synthèse des contributions et discussion

- *Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?*
- *Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?*
- *Quels sont les verrous les plus importants à lever ?*

- PAUSE -



Conclusions et suite des travaux du GT3

Modalités retenues pour cette 2^{ème} réunion



Présentiel + Distanciel

Commentaires et questions au fil de l'eau en salle et *via* le chat

Rappel du périmètre

» Éléments de départ

- Fiches repère PLOAA
- Résultats du Varenne agricole de l'eau et du changement climatique
- Résultats de l'atelier 14 des États généraux de l'alimentation
- Plans d'action et dispositifs spécifiques aux différents aspects de la transition agro-écologique ou climatique, etc.

» Ciblage des travaux

- Système de production et de diffusion de connaissances et de solution
 - Perception des besoins
 - Fourniture des éléments nécessaires pour l'adaptation et la pérennité des systèmes agricoles et alimentaires

Transition
Accompagnement

Horizon
commun
2040

Suites données à la 1^{ère} réunion

- ✓ Accès aux participants à l'espace RESANA, espace de consultation



- ✓ Diffusion de la synthèse de la 1^{ère} réunion
- ✓ Diffusion de la liste des structures participants (liste publique sur le site du MASA)
- ✓ Diffusion du support de présentation
- ✓ Invitation à transmettre une contribution
- ✓ Mise en partage des contributions sous RESANA
- ✓ Constitution d'un sous-groupe Elevage

Point sur les contributions reçues



- 57 contributions reçues (> 50% des participants)
- Respect majoritaire du format et du délai



Supports des discussions de cette 2^{ème} réunion

Ordre du jour de la réunion



Introduction de la réunion

Anne-Claire VIAL – ACTA
Philippe MAUGUIN – INRAE



Synthèse des contributions et discussion

- *Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?*
- *Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?*
- PAUSE -
- *Quels sont les verrous les plus importants à lever ?*



Conclusions et suite des travaux du GT3

Question 1 : Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?

Des points de convergence, base d'une possible vision commune

Des grands objectifs partagés

Consensus sur le rôle « **nourricier** » premier de **l'agriculture** et l'affirmation de l'objectif fondamental de la **souveraineté alimentaire**

Vision d'une agriculture qui doit répondre aux grands enjeux environnementaux (changement climatique, biodiversité,...)
= **Impératif** pour sa pérennité

Nécessité d'opérer une **transition écologique**

Un accord sur les facteurs de transition

Recoupement fort sur les paramètres clés en jeu pour la transition :

- question de la population agricole (quantité/qualité/condition)
- préservation et accès à la terre
- besoin d'une évolution des pratiques agricoles (ruptures)
- recherche et vulgarisation
- implication des filières et des consommateurs
- réglementation et soutiens
- régulation du commerce (réciprocité des normes)
- gouvernance agricole

Des évolutions facilitatrices

Possibilités de **meilleure rémunération des agriculteurs** :

- diversification des productions, alimentaires/non alimentaires
- valorisation des services écosystémiques
- diversité des activités rurales

Construction d'un **système alimentaire plus favorable** :

- évolution des régimes alimentaires
- solidarités territoriales (relocalisation de l'alimentation)
- dé-spécialisation des territoires

Question 1 : Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?

Des sensibilités différentes sur la manière de mener la transition

Souveraineté alimentaire

Consensus sur le rôle « nourricier » premier de l'agriculture qui cache des divergences sur les questions telles que :

- le « nourrir qui ? » (la France / le Monde)
- et le « avec quoi ? » (quelles évolutions des régimes alimentaires ?)

Chemins de transition

Des visions différenciées sur l'évolution de chacun des paramètres clés aboutissant à des situations 2040 plus ou moins optimiste, allant de l'utopie à la dystopie (plutôt optimiste au global)

Niveau de confiance dans l'action collective : agriculteurs, écosystème agricole, pouvoirs publics.

Pondération variable des leviers de transition à mobiliser : agronomie vs technologie / pluralité des modèles

Constat d'un secteur de l'élevage en décrochement et interrogations sur la place de l'élevage dans l'avenir de l'agriculture

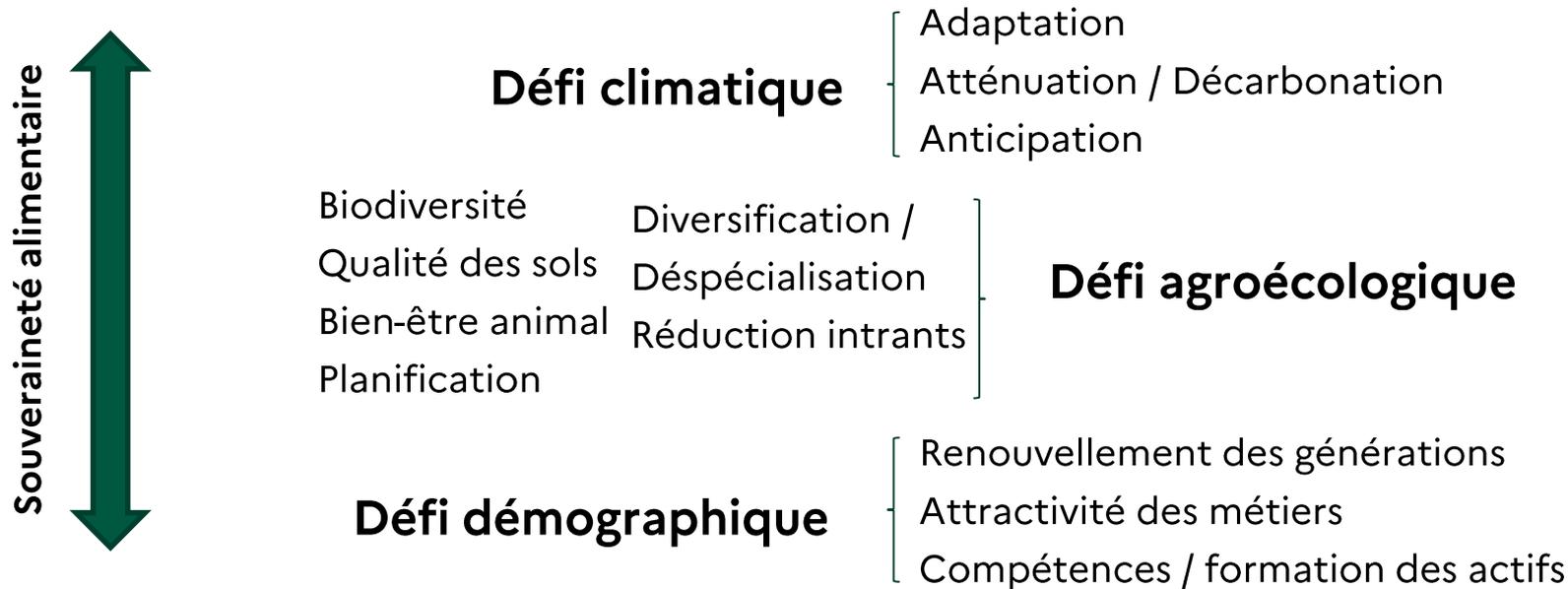
Question 1: Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?



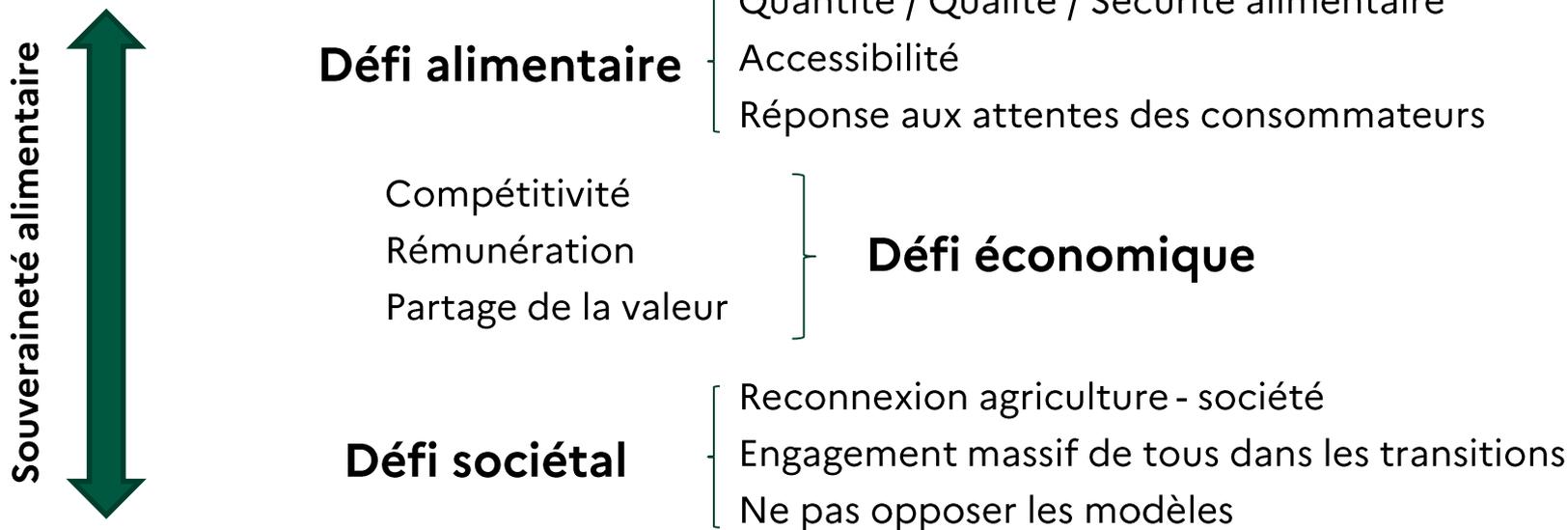
Phase de discussion

Est-ce que des points majeurs vous paraissent manquer dans cette synthèse des contributions ?

Question 2: Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?



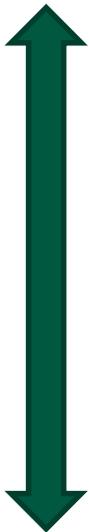
Question 2: Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?



Question 2: Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?

De manière transversale :

Souveraineté alimentaire



**Défi de l'innovation /
des connaissances**

Accélération
Accessibilité
Porteuse de solutions

Adaptation continue

Question 2: Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?



Phase de discussion

Est-ce que des points majeurs vous paraissent manquer dans cette synthèse des contributions ?



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

PAUSE

Question 3 : Quels sont les verrous les plus importants à lever ?

Investissements

Réglementaire, juridique

Lien production / aval

Innovation, gestion des risques

Niveau de confiance dans
l'action collective

EAT: expérimentation peu ouverte dans les
exploitations, PAT peu ouverts

Manque de valorisation des efforts vers la
neutralité carbone

"Numérique robotique génétique"

Agrandissement des bâtiments

Question 3 : Quels sont les verrous les plus importants à lever ?

Innovation, gestion des risques

- Freins au changement
- Manque d'innovations
- Outils de transfert et de déploiement
- Priorités de recherche
- Accompagnement de la prise de risque

Investissements :

- Dépendance aux matériels
- Evolution des bâtiments
- Protection des cultures
- Fertilisation: décarbonation de la production des fertilisants
- Fort endettement des agriculteurs

Réglementaire, juridique :

- Verrous réglementaires sur l'innovation,
- Visibilité donnée aux agriculteurs (instabilité dans la réglementation, insécurité juridique pour des investissements en R&D sur le temps long, AMM biocontrôle et matières fertilisantes)

mais...

- Contrôles en agriculture et normes existantes: opportunités ou contraintes?

Lien entre production et aval

- Régulation (réguler les prix) versus une approche par la demande (consommateurs, commande publique) et la loi du marché
- Absence d'une vision partagée des enjeux et des solutions entre monde agricole et société civile

Niveau de confiance dans l'action collective

- Gouvernance
- Ouverture faible aux nouveaux entrants
- La mobilisation des politiques publiques mais...
- cloisonnement (environnement, éducation, agriculture) des PP
- lien avec les politiques publiques internationales

Question 3: Quels sont les verrous les plus importants à lever ?



Phase de discussion (60 min)

Est-ce que des points majeurs vous paraissent manquer dans cette synthèse des contributions ?

Quels sont les verrous qui vous paraissent prioritaires en termes de production et de diffusion de connaissances pour mener une transition des systèmes agricoles et alimentaires ?

Ordre du jour de la réunion



Introduction de la réunion

Anne-Claire VIAL – ACTA
Philippe MAUGUIN – INRAE



Synthèse des contributions et discussion

➤ *Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?*

- PAUSE -

➤ *Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?*

➤ *Quels sont les verrous les plus importants à lever ?*



Conclusion et suite des travaux du GT3

Conclusions et suite des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



Contribution
écrite



Contribution
écrite

Conclusions et suite des travaux du GT n°3

Sous-groupe Elevage



Objectif : partage d'éléments spécifiques à l'élevage (situation actuelle, tendances et vision prospective, verrous)

Une réunion d'échange sur la base d'**interventions d'experts**



Réunion du sous-groupe initialement prévue le **24 février matin**

Report à début mars pour favoriser la participation la plus grande possible des membres du sous-groupe

24 mars matin: restitution au groupe plénier



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : groupe de travail n°3 – Vendredi 17 février 2023



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : GT3 - sous-groupe thématique « élevage »
17 mars 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

Transitions
Trajectoires
Accompagnement



*Horizon
commun
2040*

Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires

Sujet spécifique de l'élevage



Verrous
Leviers
Éléments de rupture

Calendrier des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions

Objectifs de cette réunion

- Partager une base d'information commune et factuelle sur la **structure** et la **situation économique actuelle** des filières d'élevage et les **tendances / dynamiques** à l'œuvre
- Partager une base d'information commune sur les **impacts** positifs comme négatifs des filières d'élevage sur l'environnement, les **démarches engagées** par les filières pour organiser en leur sein une transition écologique et face au changement climatique et les impacts espérés de ces démarches
- Avoir une discussion collective qui permette d'identifier les **verrous** à lever/**conditions nécessaires** pour la réussite de cette transition écologique dans les filières d'élevage

Ordre du jour de la réunion



Introduction

Anne-Claire VIAL – ACTA ; Luc SERVANT – CDAF ; Philippe MAUGUIN – INRAE



Présentations par des experts

- *Jean-Louis PEYRAUD, INRAE*
- *André Le GALL et Boris DUFLOT, IDELE*
- *Jean CHAREF et Christophe MIAULT, CNIEL*



Débats autour des verrous à la transition dans le secteur de l'élevage



Quelle place pour l'élevage dans des systèmes agricoles plus durables

Jean-Louis Peyraud

Direction Scientifique Agriculture - INRAe

André Le Gall

Institut de l'Élevage

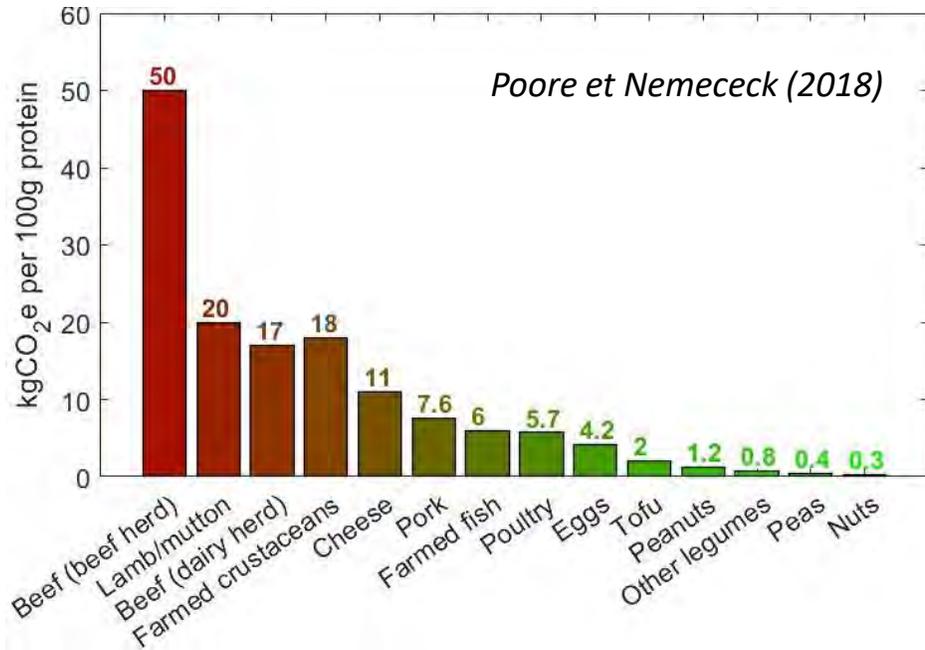




Partie 1 : Des évaluations globales montrant des impacts importants



Les approches globales par ACV montrent des impacts importants de l'élevage



Qualité
écosystèmes

Climat



Biodiversité

Utilisation des
Ressources

- Même si elle est simpliste, cette vision nous rappelle que nous devons trouver des moyens pour améliorer la durabilité de l'élevage,

La réalité est complexe : Exemple de l'utilisation des ressources

- Terre arables : une compétition à limiter

Production de protéines (kg/ha)

Porc, volaille, oeuf	180 to 300
Lait	180 - 250 (350 IR)
Viande bovine	30 à 80
Grains	400 to 1000

(Adapté à partir de De Vries and De Boer, 2010 ; Ermgassen et al., 2016, Hennessy and Moran, 2014)

- Données à moduler par la densité nutritionnelle élevée des produits animaux (Protéines, fer, Zn, Ca, folate, Vit A et B12)

Beal et al., 2021, White et al., 2021

- Zones non cultivables : seuls les herbivores peuvent les valoriser

- 73 M ha en Europe (40% SAU)
- 11 M ha en France (36% SAU)

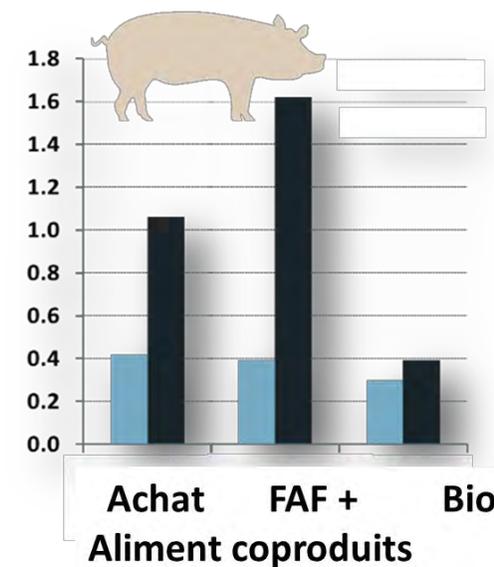
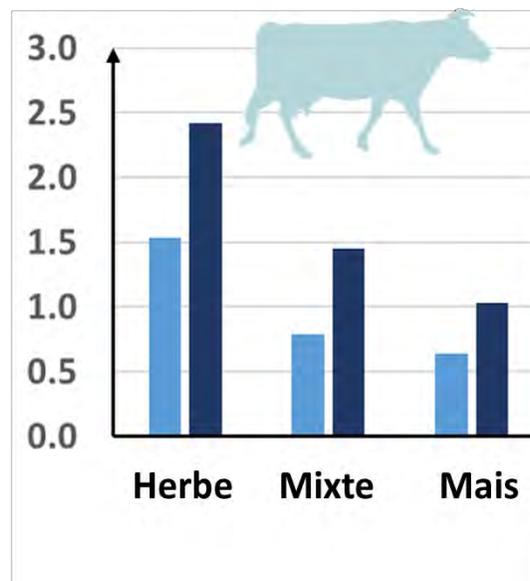


La réalité est complexe : Exemple de l'utilisation des ressources

- 50 à 95% des protéines utilisées par les animaux ne sont pas comestibles par l'homme, l'animal est recycleur par nature

Kg de protéines (kcal) animales consommables / kg de protéines (kcal) végétales consommables par l'homme mais consommée par les animaux

■ Energy ■ Protein



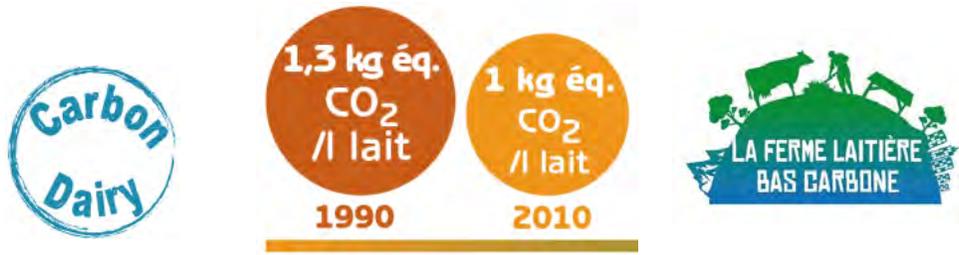
- **Mais l'élevage consomme du Soja importé**
 - Taux d'autonomie en MP riches en protéines = 50% (vs 30% en Europe)

Porc	Viande	Lait	Volaille
95	123	577	698

(Adapté de Cordier et al 2020 - données 2015 en kt)

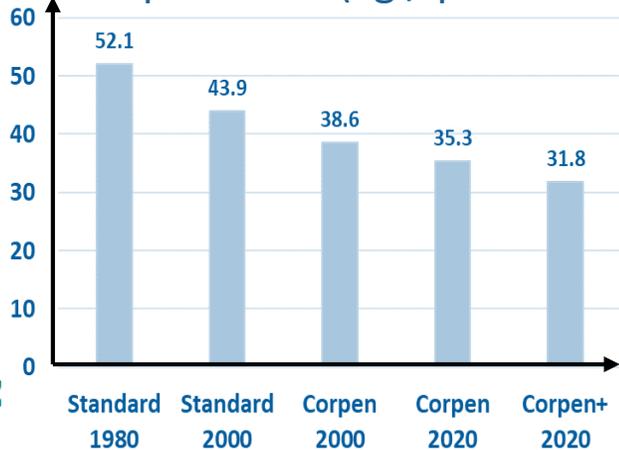
Réduction des impacts : Des progrès ont déjà été réalisés mais ils sont très insuffisants (2 exemples)

- Emissions de GES du troupeau laitier



- Besoin de protéines en élevage porcin

Ingestion de protéines (kg / porc abattu)



INRAE

GT3 PLOAA

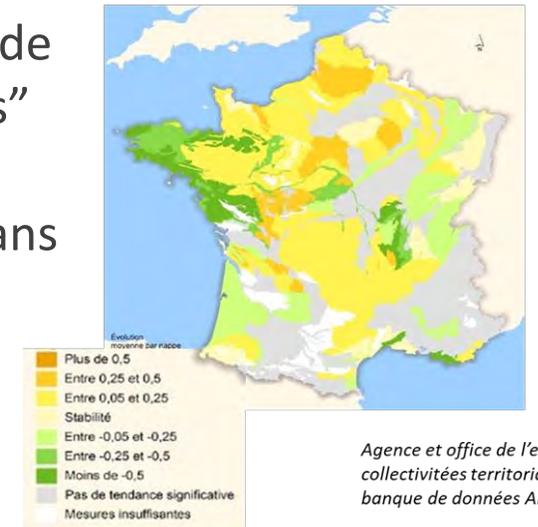
- Ambitions de la SNBC

- CH₄ : - 17% 2030/2015 mais – 5% en tendance

- La question du nitrate des aquifères

Evolution des teneurs en NO₃ (mg/an) (1998-2014)

- Rapport très critique de la “cours des comptes” (2021)
- Qualité se dégrade dans les zones où l'élevage régresse



Agence et office de l'eau, collectivités territoriales, BRGM, banque de données ADES 2013

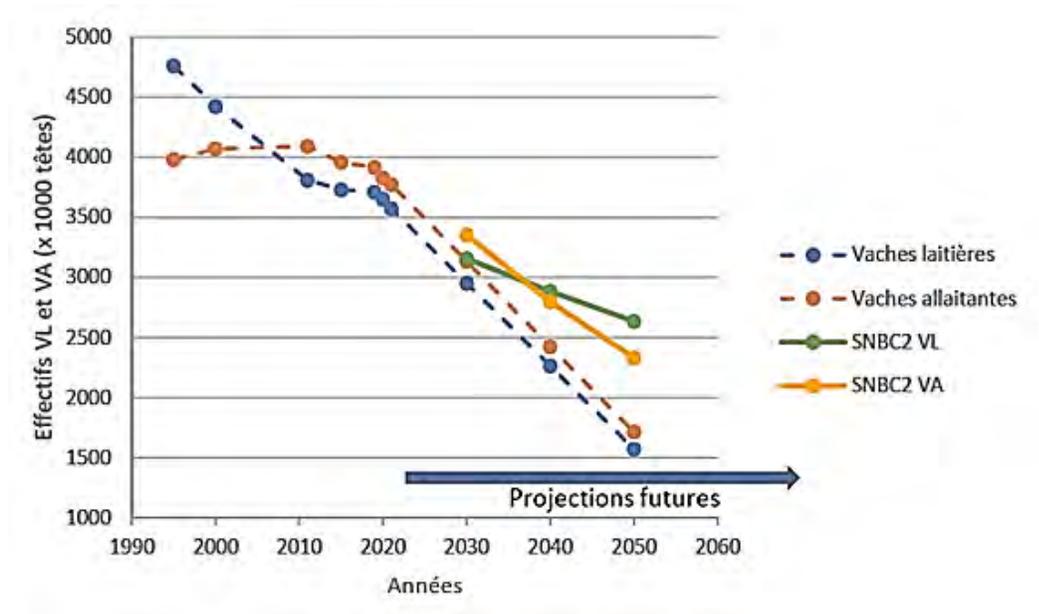


Partie 2 : Les voies de progrès pour un élevage porteur de solutions



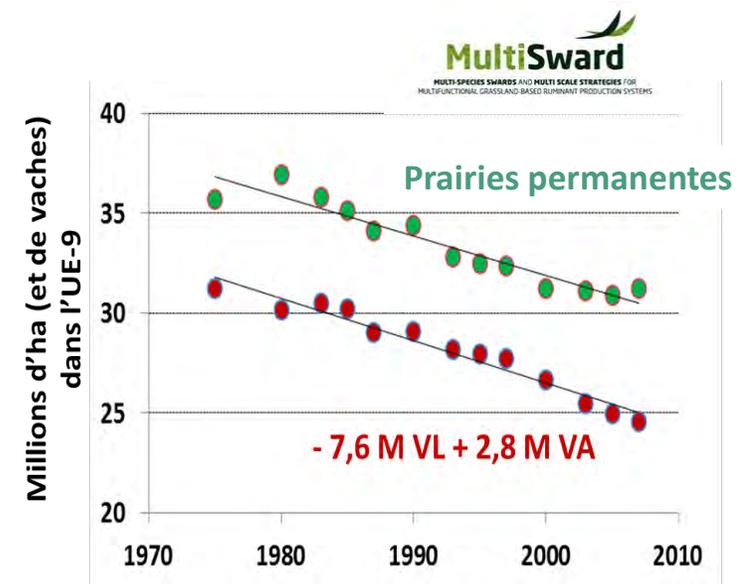
1. Réduire la production et la consommation pour réduire les émissions de GES : une voie inéluctable et amorcée

- **Rapport INRAE pour la SNBC 2023 : run 2 ambitieux (- 50% de GES en 2050/2020)**
 - Effectifs animaux
 - - 42% VA, - 26% VL (+6% de production/ VL)
 - - 6% ovins et - 40% caprins
 - - 20% volailles de chair, pas d'évolution pondeuses,
 - - 30% porcins
 - Fourrages :
 - - 8% PP et - 56% PT (2,6 à 1,2 M ha)
 - - 74% EM (1,4 à 0,4 M ha)
 - COP : + 5% (12,7 à 13,4 M ha)
 - Consommation de produits animaux
 - - 40% de viande
 - - 20 % de produits laitiers



1. Réduire la production pour réduire les émissions de GES : Risques associés à une diminution non gérée des effectifs

- Accroissement des importations (si la consommation ne décroît pas suffisamment)
- Risque d'accroissement des émissions mondiales de GES par transfert de la production vers des régions moins efficaces
- Retournement des prairies (au bénéfice de friches, forêts, cultures)
 - Risques de perte de biodiversité
 - Déstockage de C voire risques d'incendies
 - Quel devenir des zones marginales non mécanisables?



2. Réduire l'intensité des émissions de GES : Amener l'ensemble des élevages au niveau des plus performants

	Moy	Top 10
GES (kg eq-CO ₂ /kg lait)	0,98*	0,79
GES (kg eq CO ₂ /kg Viande vive)	18,3*	12,5

* Variations de 20 à 30% selon les pratiques (troupeaux, déjections, surfaces)

Dollé et al. (3R 2020)

2. Réduire l'intensité des émissions de GES : 30- 40% de mitigation du CH₄ sont atteignables assez aisément



TRL : 7-9

Conduite et efficacité du troupeau

Renouvellement & longévité
Engraissement de veaux laitiers
Réduire l'âge à l'abattage

Qualité fourrages
Légumineuses (prairies)
(+ effet agronomique)



Ration

TRL : 7-9



Génétique

TRL : 3-4

AGPI : graines de lin
3NOP (Bovaer-DSM)
Algues?

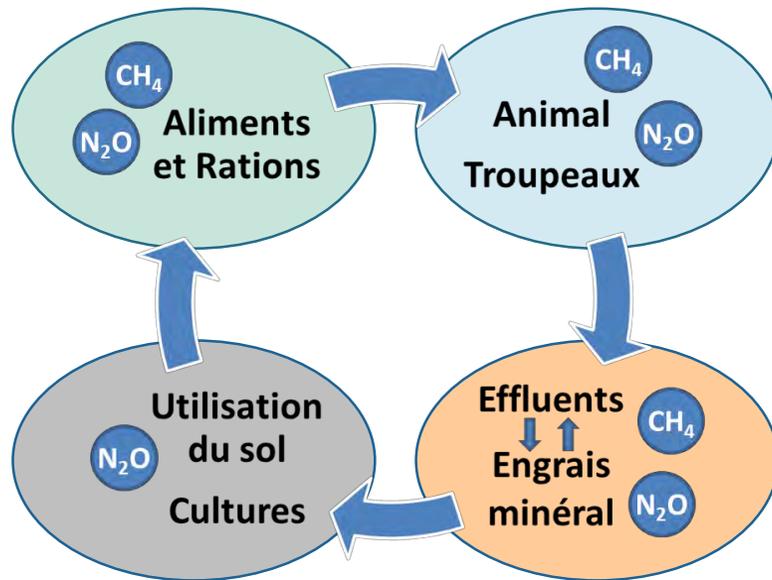


Additifs

TRL : 4-8



2. Réduire l'intensité des émissions de GES : Autres pistes de mitigation des émissions



Monogastriques

- - 5 à -10 % GES par la formulation des aliments concentrés
- - 10 à - 20% par l'alimentation de précision (porc)

Toutes espèces

- - 10 à - 20% émissions (enfouissage rapide, séparation Urine/Fèces)
- Engrais organique en substitution des engrais minéraux
- Méthanisation

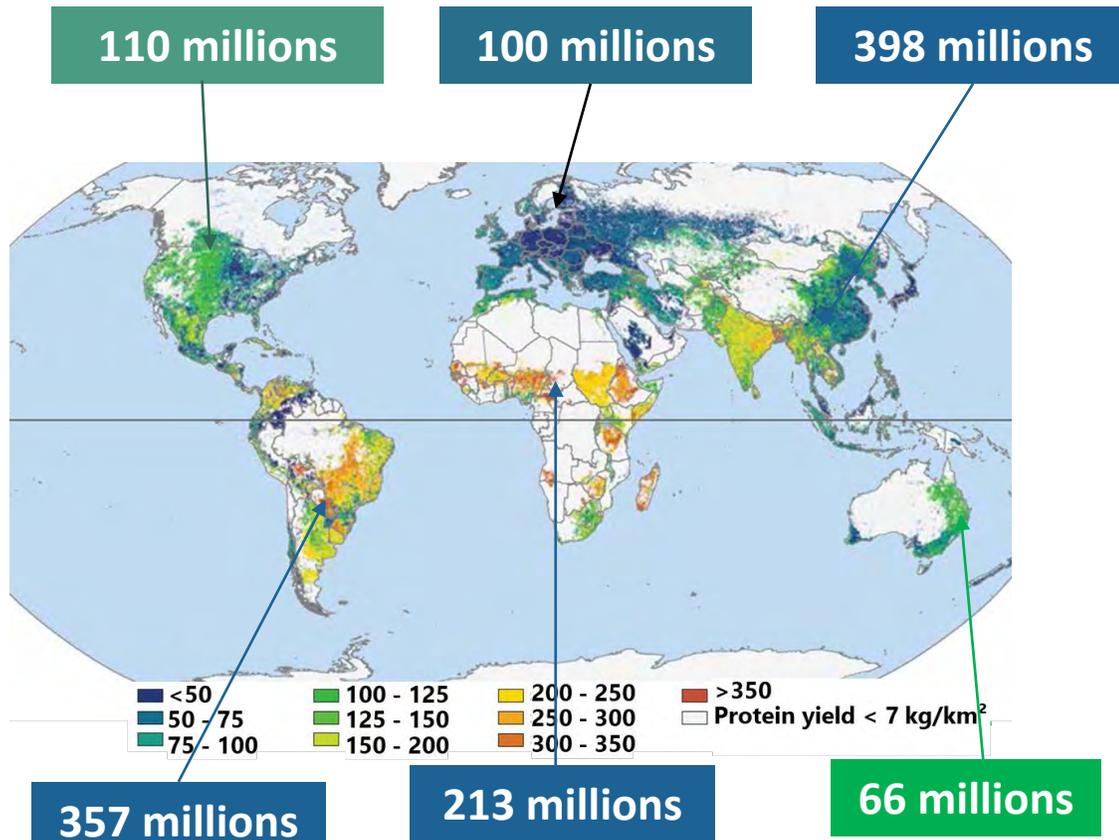
Peyraud et al., 2014; Henning L. et al 2011; Martin et al. 2013; CITEPA 2019

Ruminants

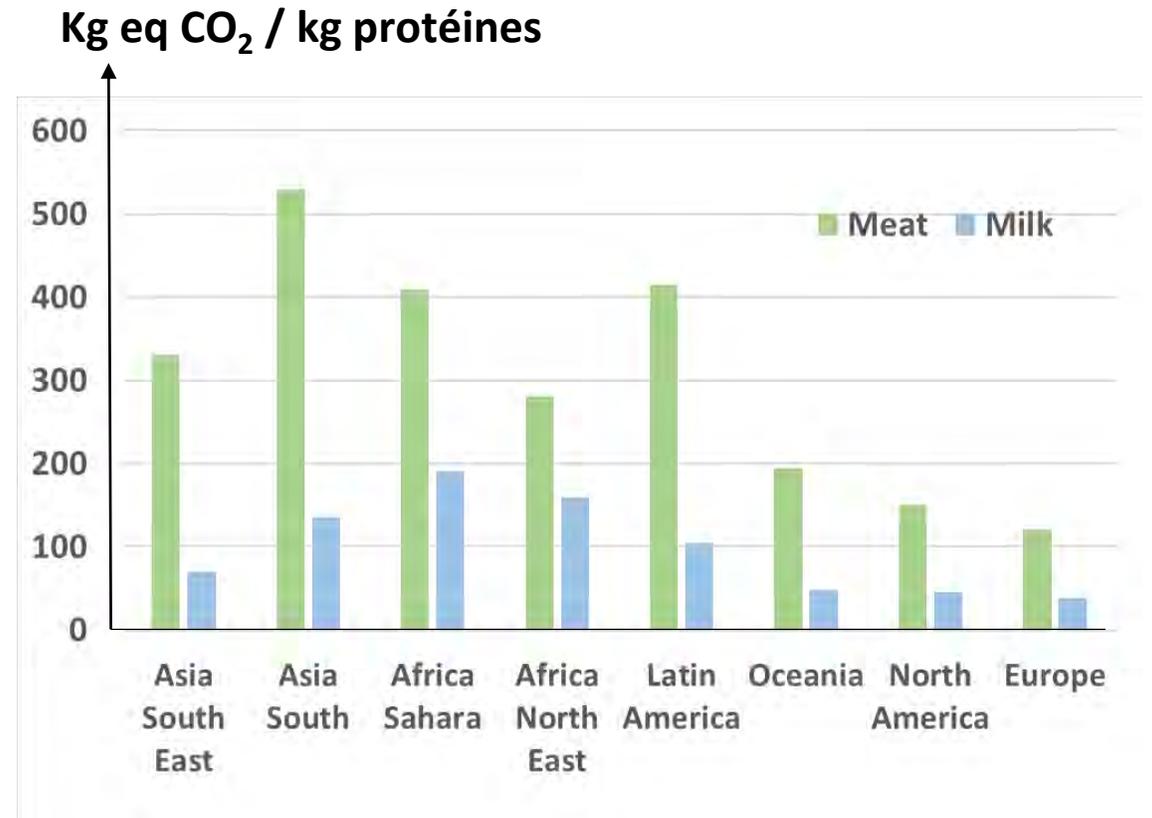
- Stockage C + bois énergie : -0,1 à -0,2 kg eq CO_2 /L lait et -3 à - 5 /kg Viande
- Prairies multispèces riches en légumineuses
- Agrivoltaïsme

2. Réduire l'intensité des émissions de GES : L'Europe est un petit émetteur mais qui doit montrer l'exemple

- Population bovine

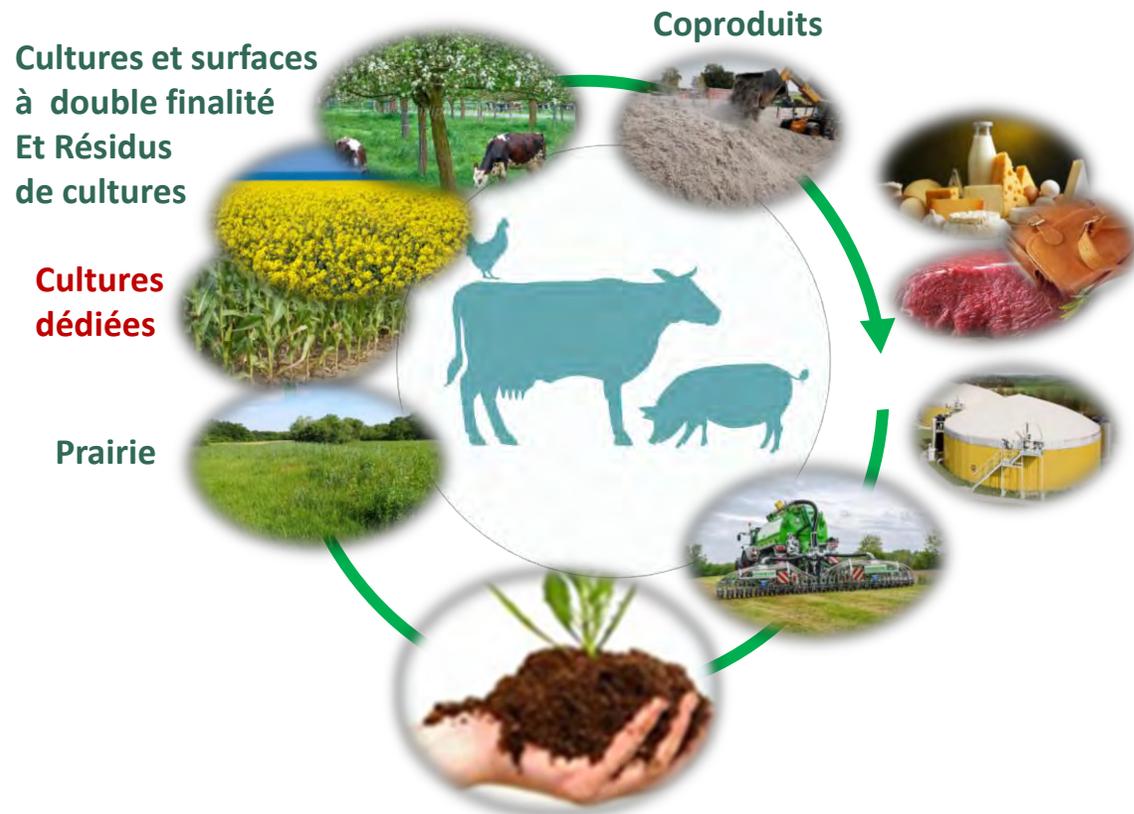


- Intensité des émissions



Peyraud and McLeod, 2020

3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Avec des effets positifs multiples



- Baisse des émissions de GES
- Autonomie en N et en protéines (légumineuses)
- Agro biodiversité
- Regain de la qualité des écosystèmes
- Moins de surfaces dédiées à l'élevage
- Résilience au changement climatique

Développer les synergies entre cultures et élevage

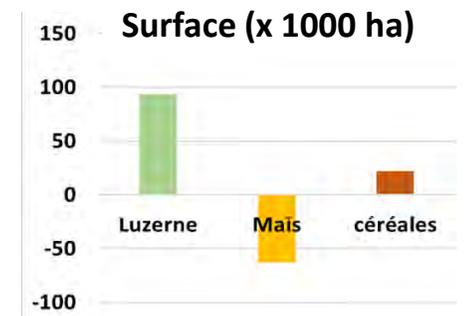
3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Des légumineuses pour plus d'autonomie et moins de N₂O



- **Consommation humaine : recommandations du PNNS4**
 - 96 000 t protéines ≈ **0,2 à 0,3 M ha**
- **Consommation par les animaux**
 - Un potentiel de 1,0 Mt de protéines ou plus (**> 1,5 M d'ha**)
 - Les porcs consommaient 0,4 M t de protéines de pois dans les années 90
(Peyraud, non publié d'après SNIA, 2020)



- **Utilisation dans les rations des vaches laitières**
 - Remplacement de 30% de l'EM par de la luzerne pour 2M de VL
 - Economie de 200 000 t de protéines de soja (35 % du total)
(Peyraud, non publié)
- **Bio économie des fourrages**
 - Protéines (porcs) + pulpes (ruminants) + résidus (méthanisation)
(Jorgensen et al. 2022)



3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Les effluents d'élevage redeviennent une opportunité

- **N des lisiers vs N des engrais minéraux**
 - Moins de N_2O (2 vs 30 kg eq- CO_2 /kg N épandu) mais plus d'émission de NH_3 (20-30% du N excrété)
- **Valorisation agronomique : Une réduction de 80% des pertes entre l'animal et le sol**
 - Pâturage (recyclage direct + régulation des flux de N)
 - Collecte en bâtiment + couverture des fosses + enfouissement rapide après épandage

Peyraud et al., 2014; Henning L. et al 2011; Martin et al. 2013; CITEPA 2019



- **Vers une bioéconomie circulaire des effluents**
 - Extraction d'ingrédients > N, minéraux > énergie > eau
 - Production d'engrais/composts commercialisables



3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Agrobiodiversité pour des solutions basées sur la nature

- Diversité des espèces cultivées (dont plantes mellifères), des assolements et des prairies



Environ 50% des espèces végétales endémiques en Europe dépendent du biotope des PP (Eckhard et al., 2009)

- Diversification de l'usage des terres, maintien des habitats ouverts et des zones humides, stabilisation de la production agricole



INRAE

1 UGB est associée à 90 m de haies



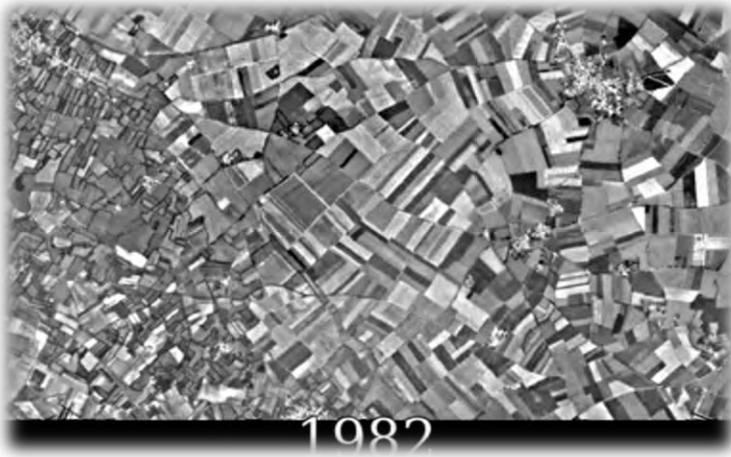
Bocage, prairies de montagne



Open fields

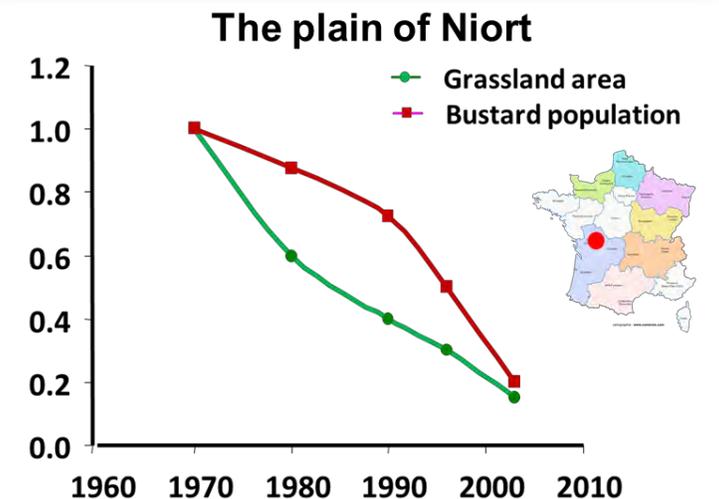


3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Les herbivores pour structurer et animer les paysages



« Depuis que dans ma commune les céréales ont remplacé l'élevage, il y a eu disparition du bocage, nous avons des problèmes de passage de grosses machines agricoles, ce qui intensifie la disparition de sentiers de randonnées, et nous (la municipalité) coûte une fortune en entretien des voies agricoles »

Réunion PSDR-GO, 2011



Bretagnolle (2004)

p. 18



INRAE

GT3 PLOAA

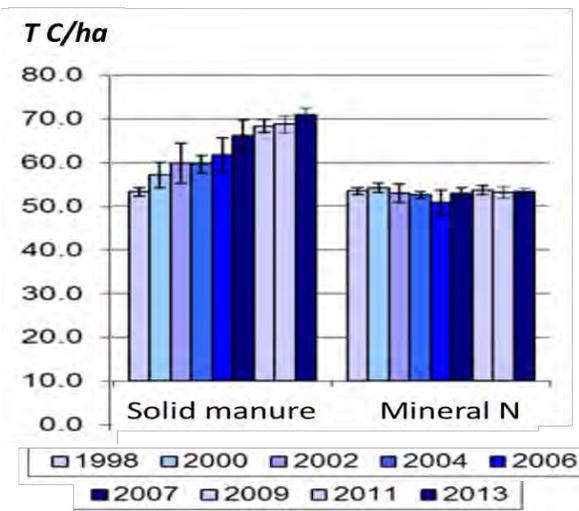
J.L. Peyraud

17 Mars 2023

3. L'élevage au cœur d'une agriculture circulaire : Vers l'amélioration de la santé des agro-écosystèmes

- Retrouver la fertilité des sols

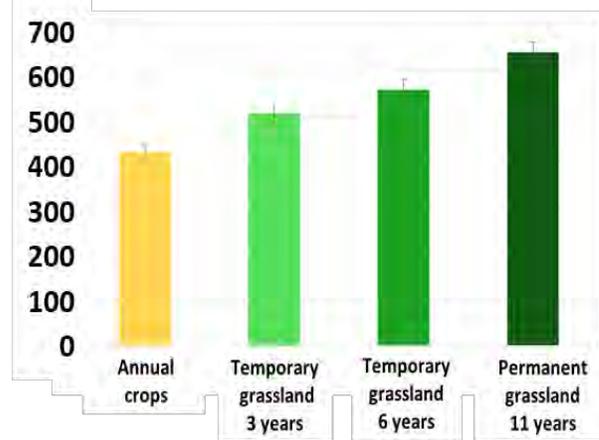
MO sols (t MO/ha)



Essai INRAE-Grignon

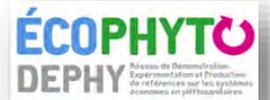
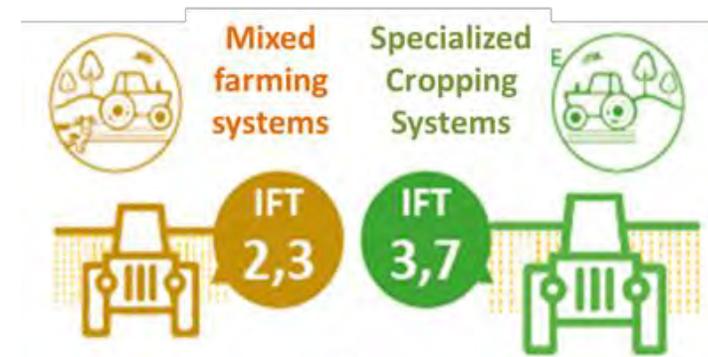
Vie biologique

Proteases ($\mu\text{mol}\cdot\text{h}^{-1}\cdot\text{g}^{-1}\text{ sol sec}$)



Petitjean et al., 2018

- Des pesticides... à l'agronomie

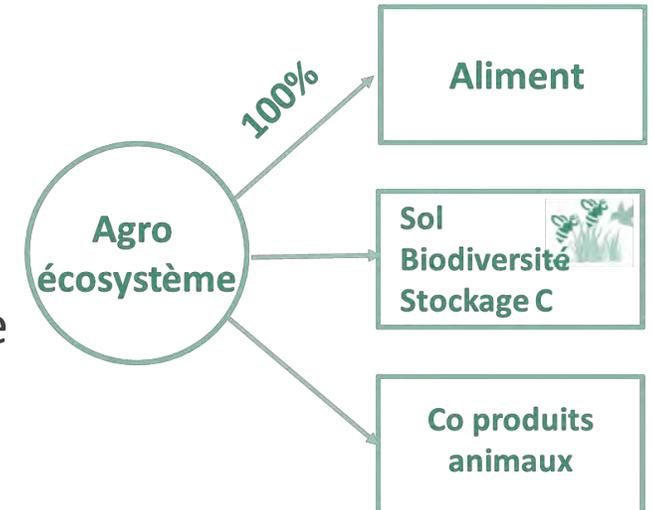


- Pas de phytos sur prairies
- Rotations plus diversifiées
- Moins d'exigences sur les cultures autoconsommées

Evaluer la durabilité des systèmes circulaires et agroécologiques : Enjeu de l'affichage environnemental



- L'ACV, une méthode normée et reconnue
- L'ACV ne considère pas la multifonctionnalité de l'élevage
 - **Critères additionnels** : Considérer des aspects critiques pour la durabilité à long terme : biodiversité, fertilité des sols, stockage C
 - **Extension** : Considérer que l'animal ne produit pas que de la viande
 - **Apport de précisions** : Considérer l'aptitude de l'élevage à recycler les biomasses et à valoriser des surfaces non cultivables
 - **Du calcul des « eq-CO₂ » à l'effet sur la température** : Importance du CH₄, albédo des cultures ?





Partie 3 : Conclusion

- La réalité est complexe et les messages sont souvent trop simplistes,
- Pour chaque performance, l'élevage peut avoir des effets positifs ou négatifs, tout dépend du système et de la conduite :
"The problem is not the cow, it is how!"
- Les systèmes d'élevage doivent évoluer en profondeur : effectifs totaux, répartition territoriale (systèmes alimentaires circulaires), évolution des pratiques,
- Il faut maintenir la diversité des systèmes : diversité des contextes, des demandes (prix, qualités...), du besoin de résilience,
- Besoin d'articuler des échelles globales (marchés) et locales, la production d'aliments et la production de biens immatériels,
- Des émissions sont inévitables : il n'y a pas d'écosystèmes en bonne santé sans élevage (ruminants notamment),





*L'élevage est bien plus
que la seule
production d'aliment*



Structure et économie des filières d'élevages herbivores dans le contexte de la transition face au changement climatique

Idele – Département Economie

B. Duflot, C. Perrot, G. You,
C. Monniot, B. Buczinski

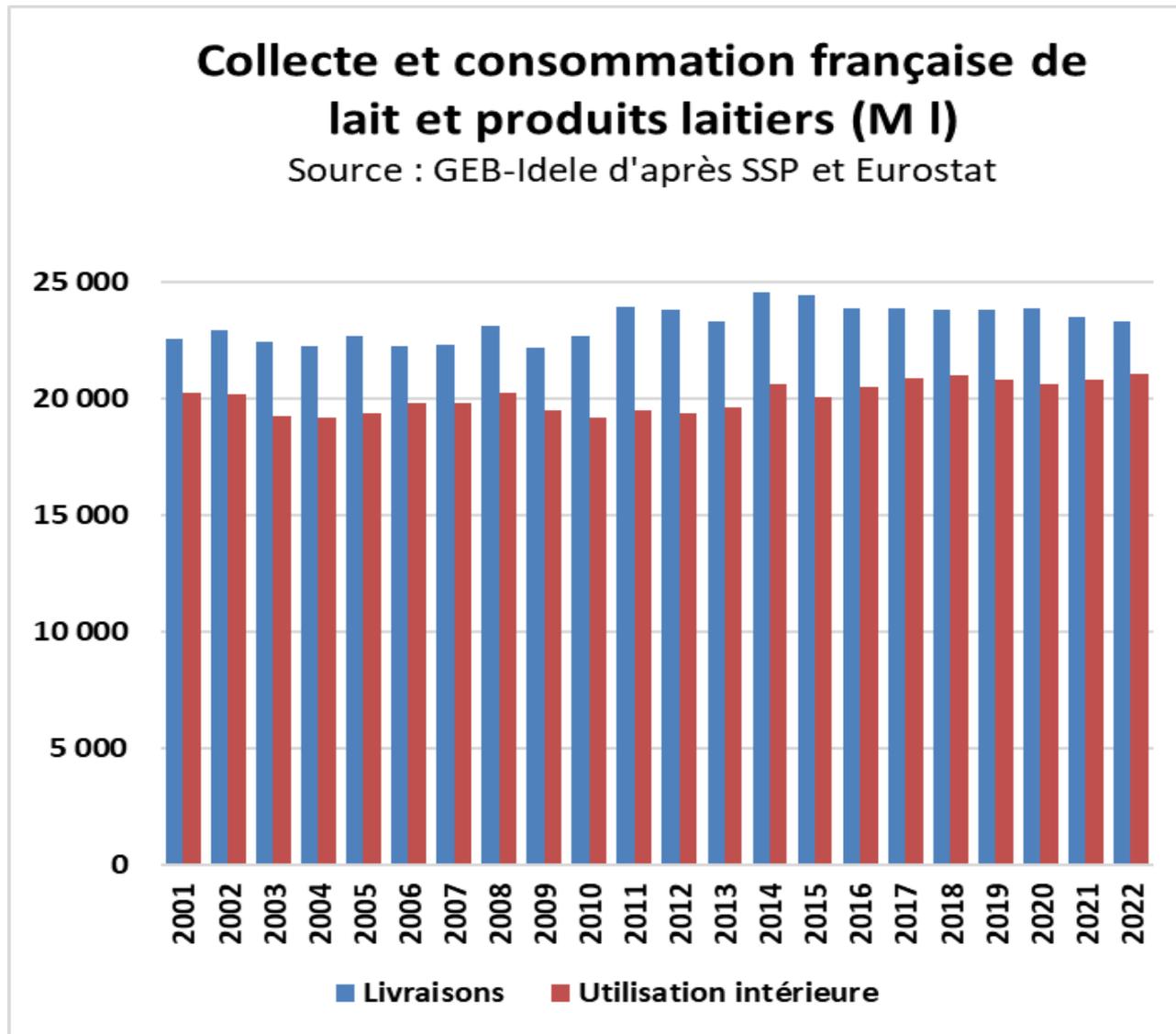


Atelier élevage du groupe de travail national n°3
**"Adaptation et transition face au changement
climatique"**
de la **concertation sur le projet de pacte et de loi
d'orientation et d'avenir agricoles**

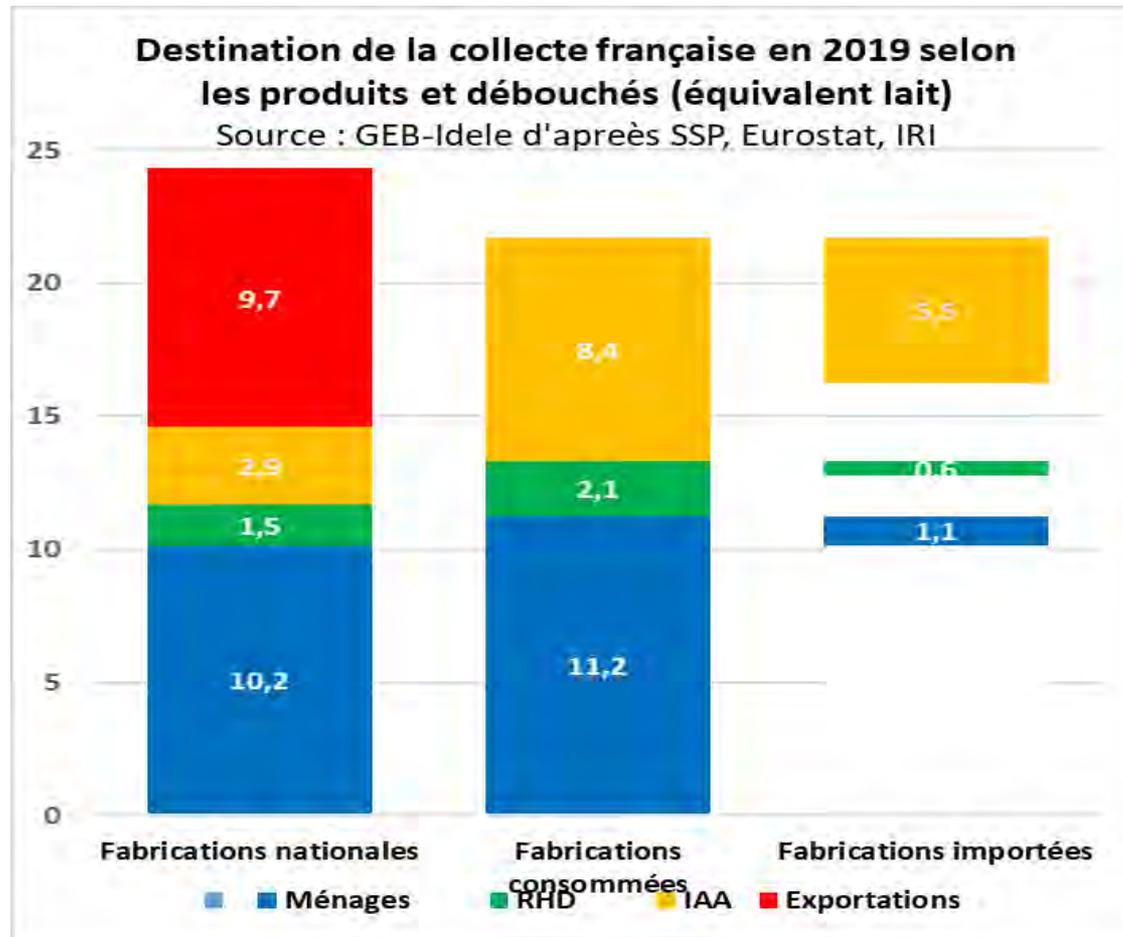
17/03/2023

1. Un difficile équilibre entre production et consommation

Production laitière plutôt déclinante > demande intérieure au moins stable



Production laitière valorisée sur plusieurs marchés

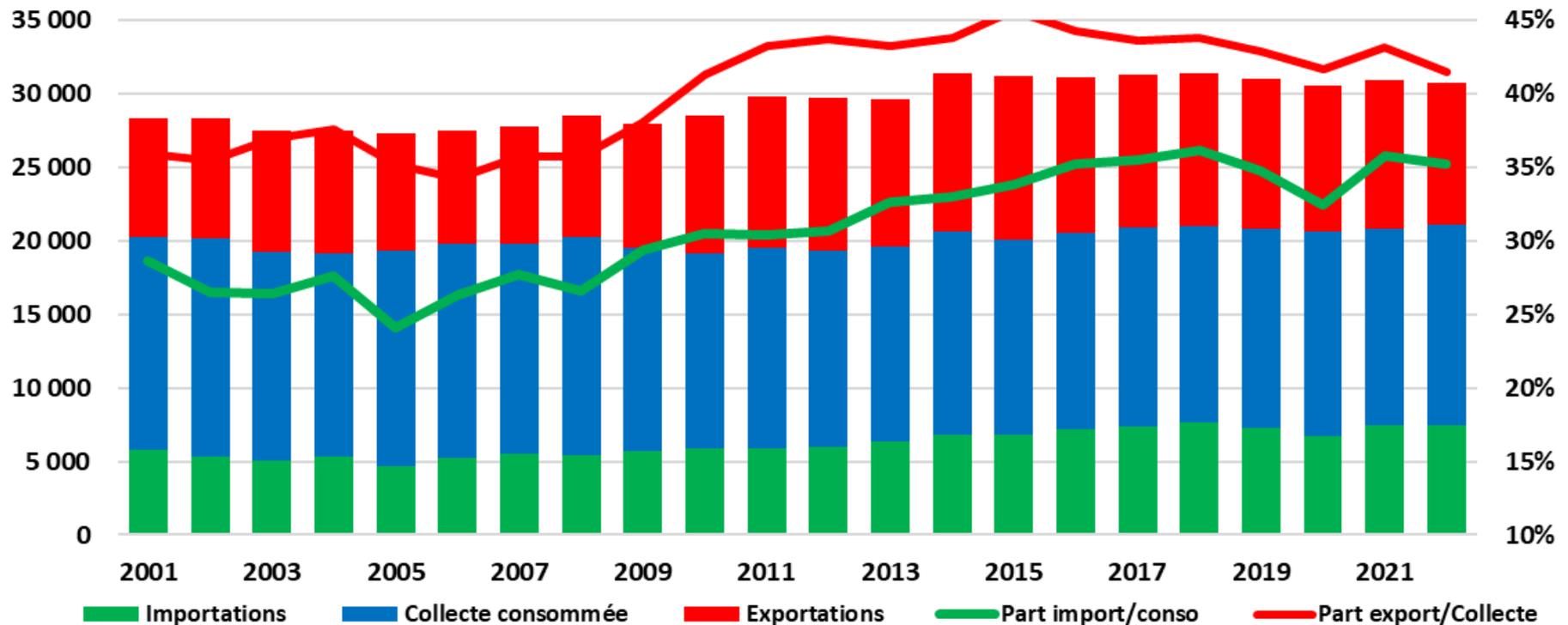


Essentiellement des imports d'ingrédients laitiers pour les IAA

Recul de la part de la collecte exportée Hausse des produits importés

Importations et destinations de la collecte laitière française

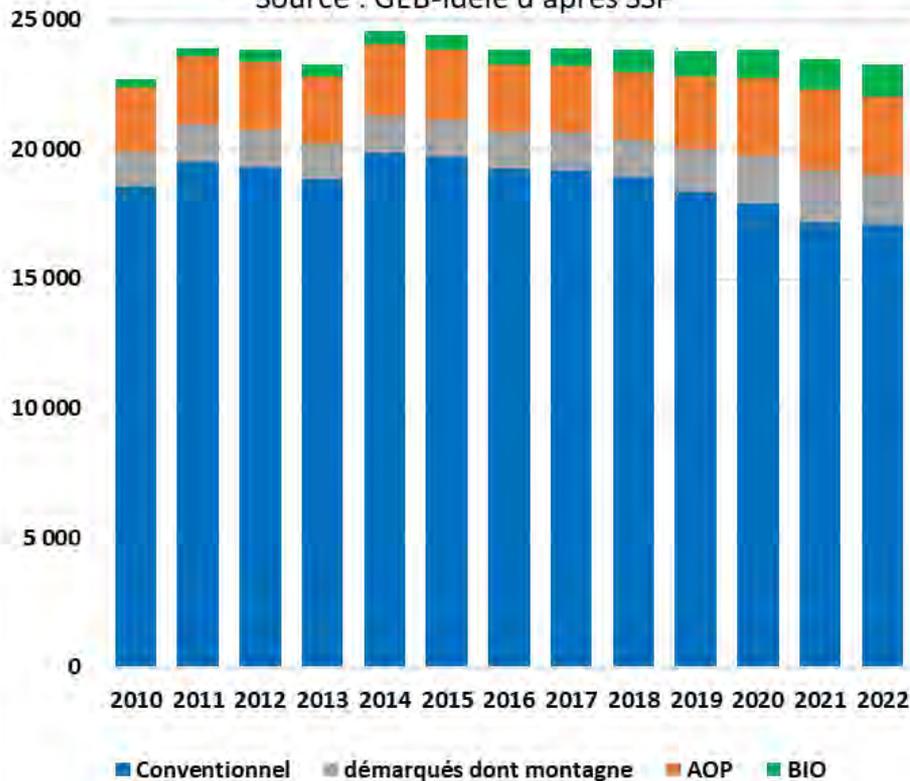
Source : GEB-Idele d'après Eurostat et Idele



Une montée en gamme au long cours, freinée actuellement par l'inflation des prix alimentaires et des coûts de production agricoles

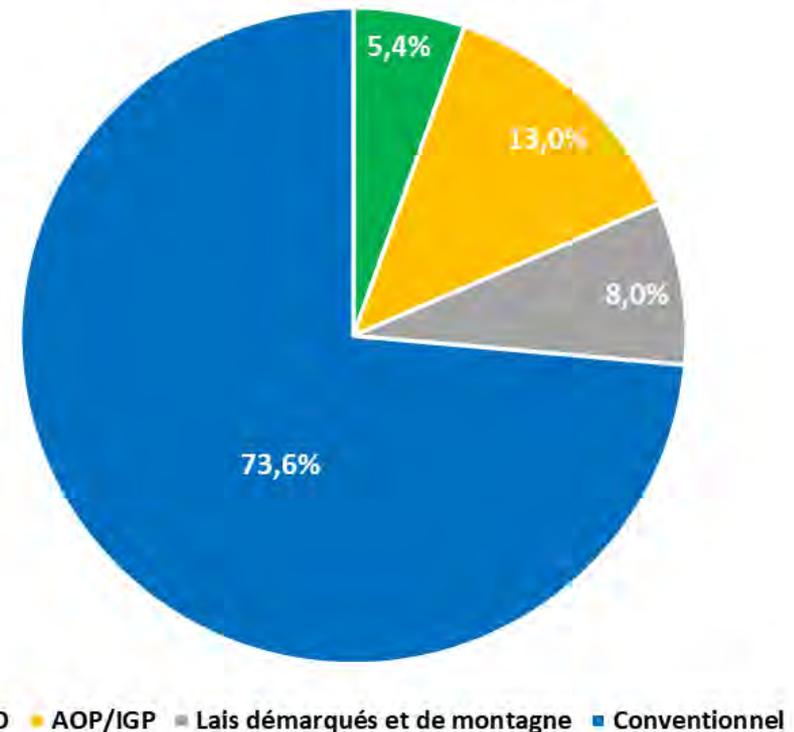
Evolution de la collecte laitière selon les démarcations amont (millions l)

Source : GEB-Idele d'après SSP



Répartition de la collecte française de lait de vache en 2022

Source : GEB-Idele d'après FAM-SSP

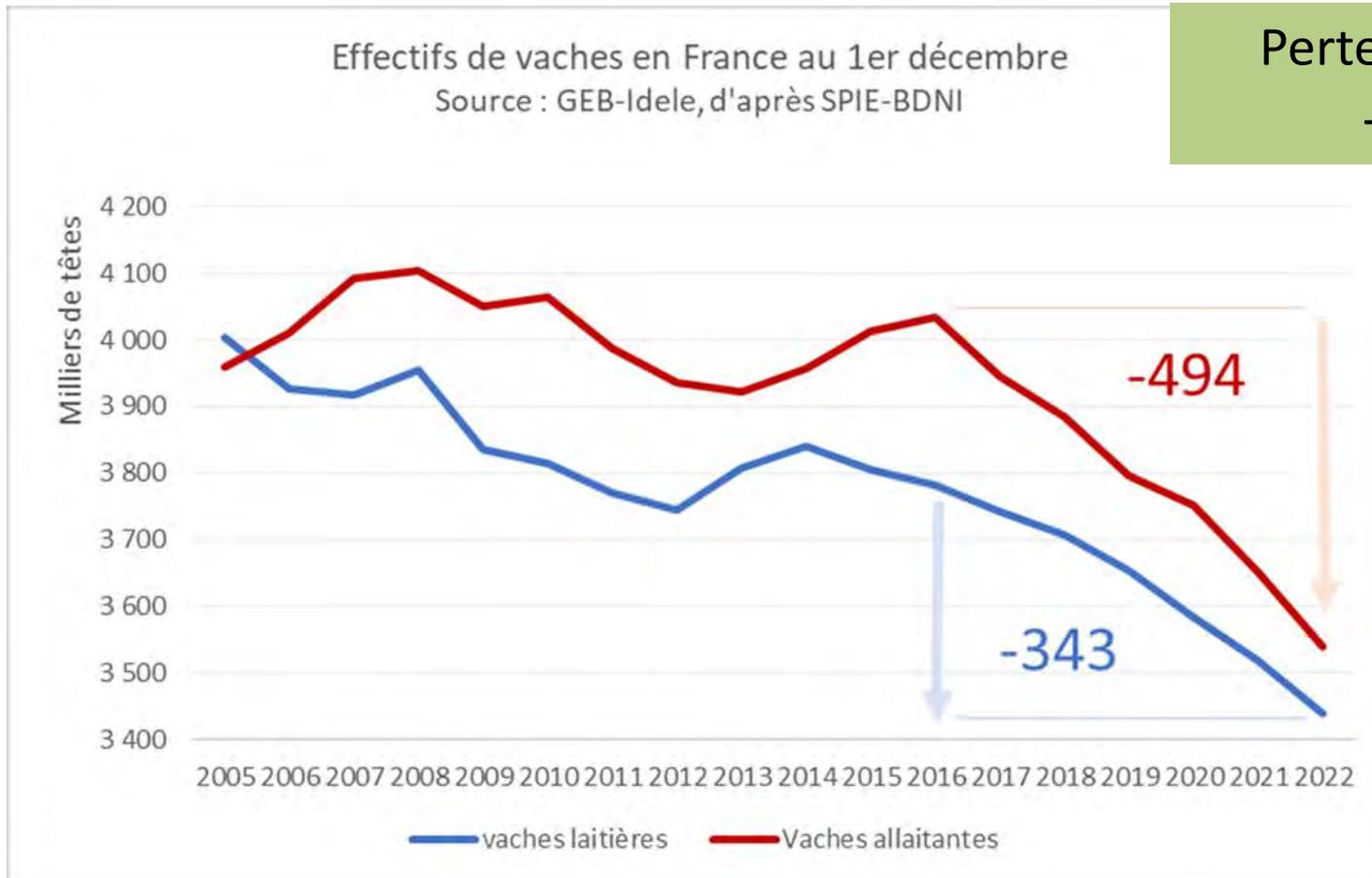


Les cheptels bovins en baisse

La décapitalisation s'est amplifiée en 2022

Sur 1 an : -110 000 vaches allaitantes (-3,0% au 1^{er} décembre) et -80 000 vaches laitières (-2,3%)

Sur 6 ans : -494 000 v. allaitantes et -343 000 v. laitières



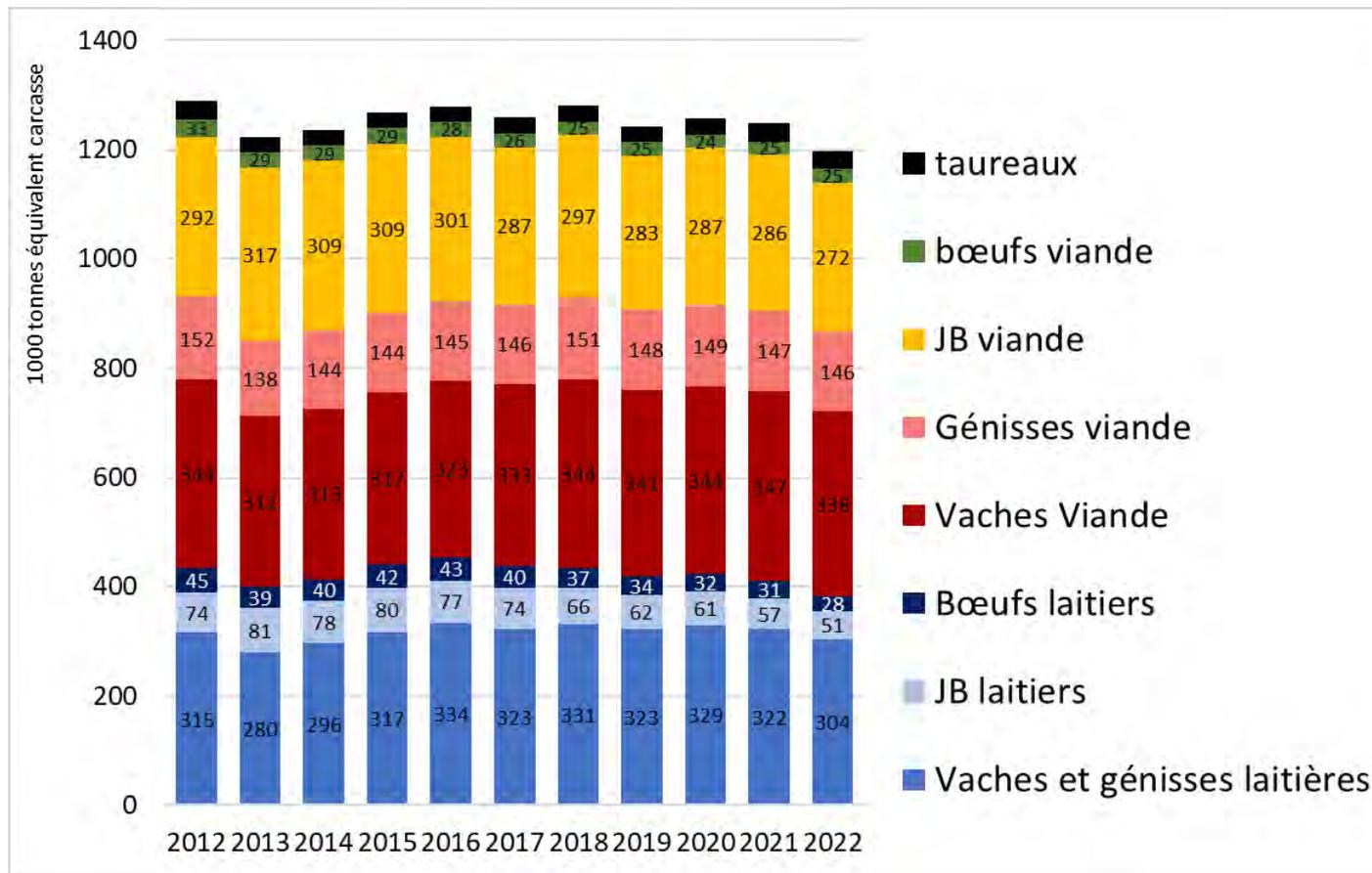
Perte totale sur 6 ans :
-837 000 vaches

Volume de gros bovins abattus :

1,197 million de téc en 2022 (-4,1% /2021 ou -51 000 téc)

La décapitalisation commence à se faire sentir depuis fin 2021

+ Baisse des poids de carcasse pour toutes les catégories, liée au coût de finition et au manque d'intérêt économique à gagner en conformation



-14 ktéc

-1 ktéc

-9 ktéc

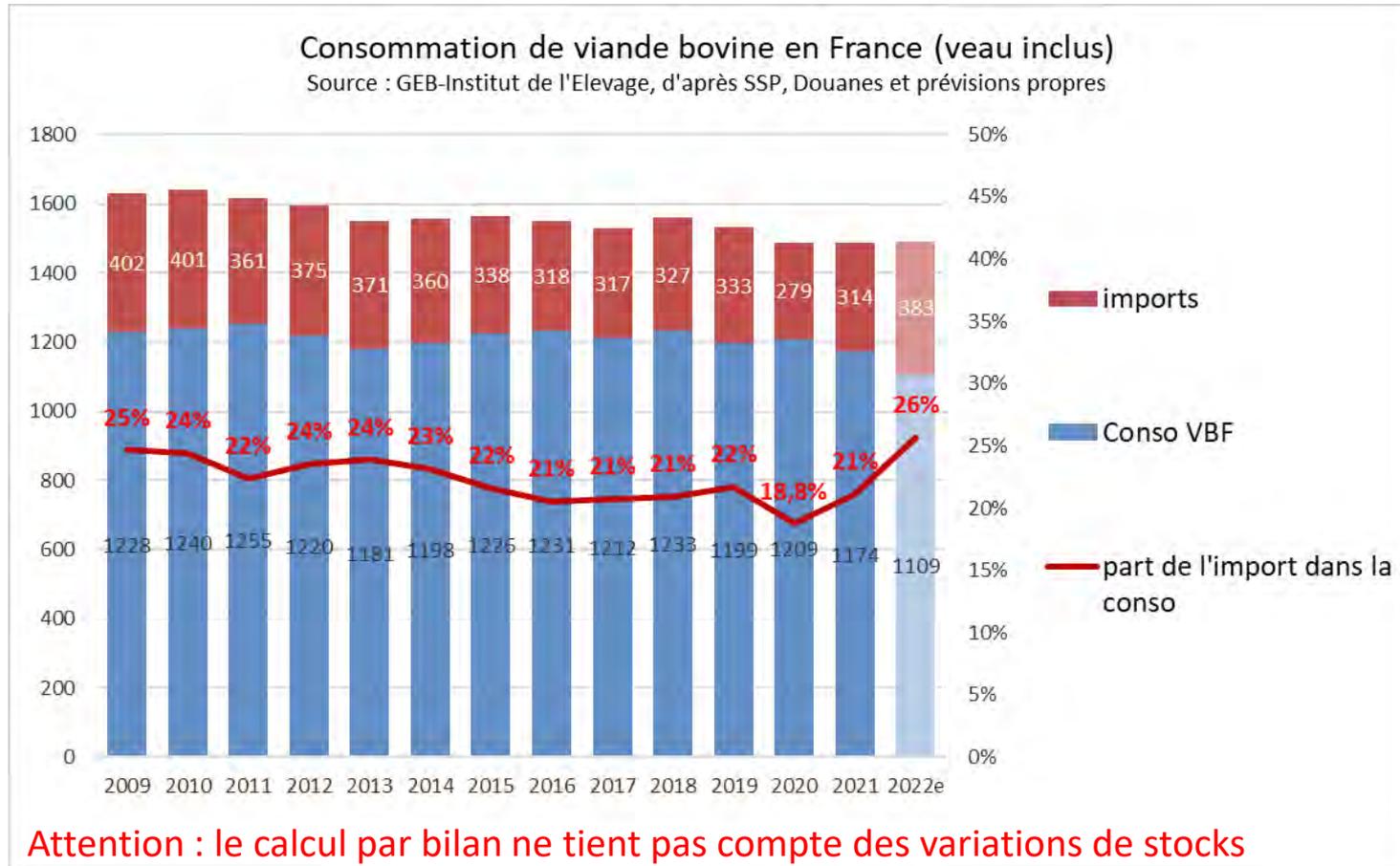
-6 ktéc

-6 ktéc

-18 ktéc

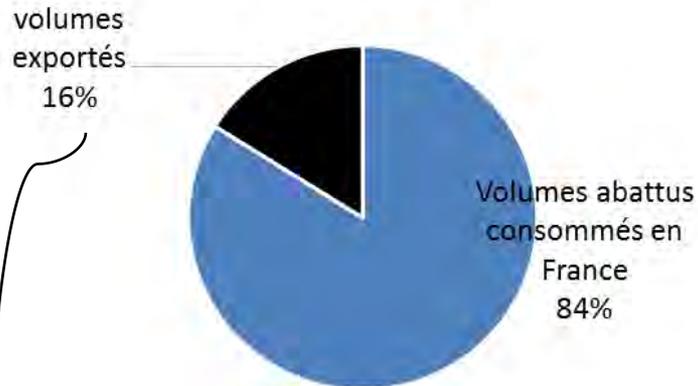
Consommation par bilan estimée à +0,2% en 2022 / 2021

la consommation de viande importée repart à la hausse pour combler le vide laissé par la production française

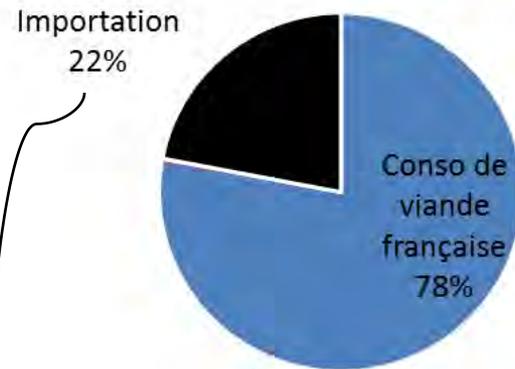


Le Marché français très ouvert sur l'Europe

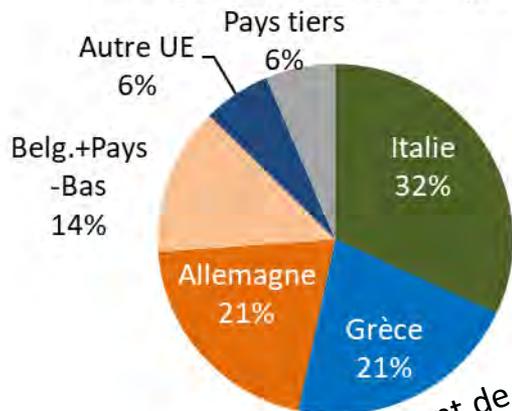
Utilisation de la viande bovine produite en France en 2019



Origine de la viande bovine consommée en France en 2019

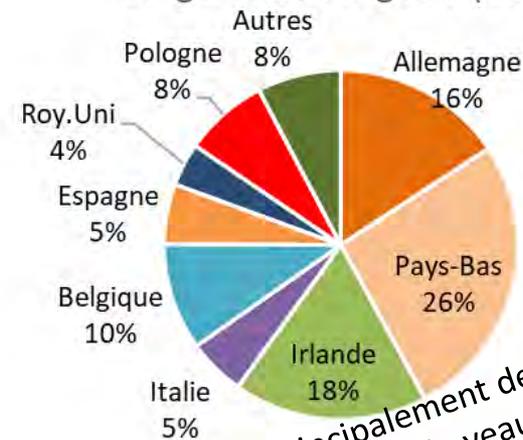


Exportations françaises de viande bovine réfrigérée ou congelée (2019)



Principalement de la viande de JB

Importations françaises de viande bovine réfrigérée ou congelée (2019)

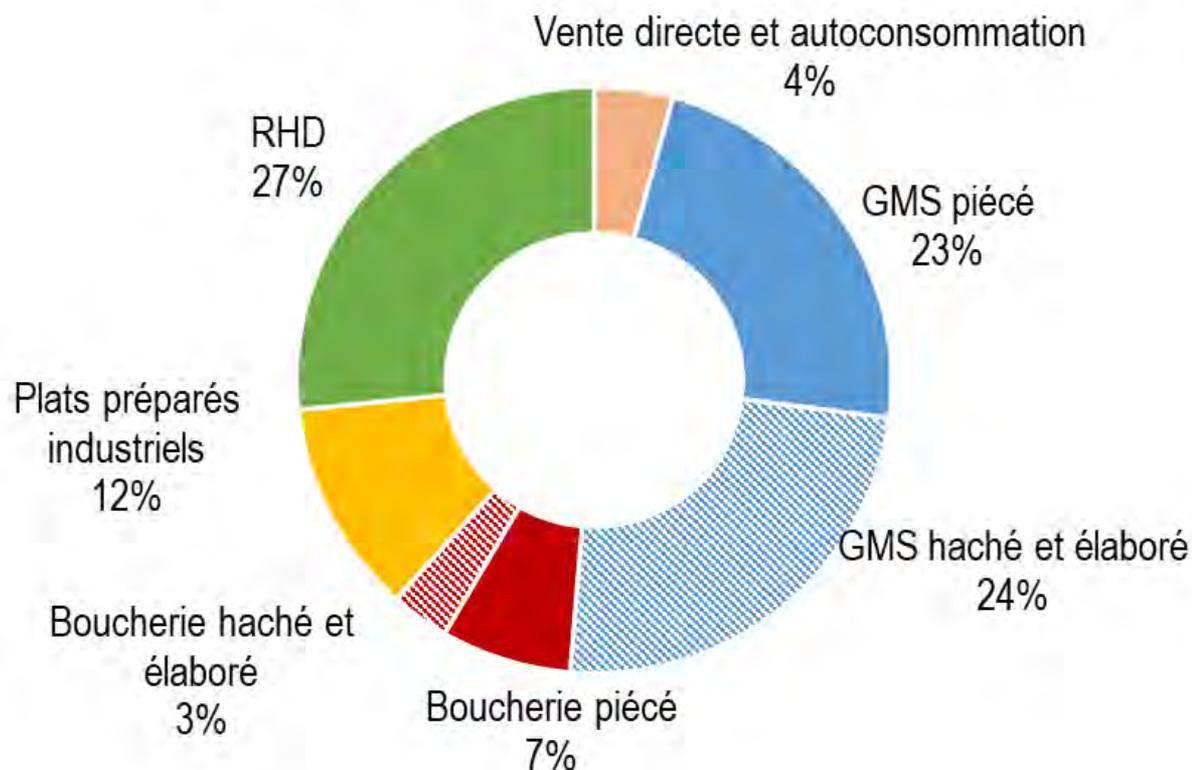


Principalement de la viande de vache (et du veau des Pays-Bas)

Les débouchés de la viande de bœuf consommée en France

Débouchés pour la viande de boeuf consommée en France en 2019
(viande française et viande importée)

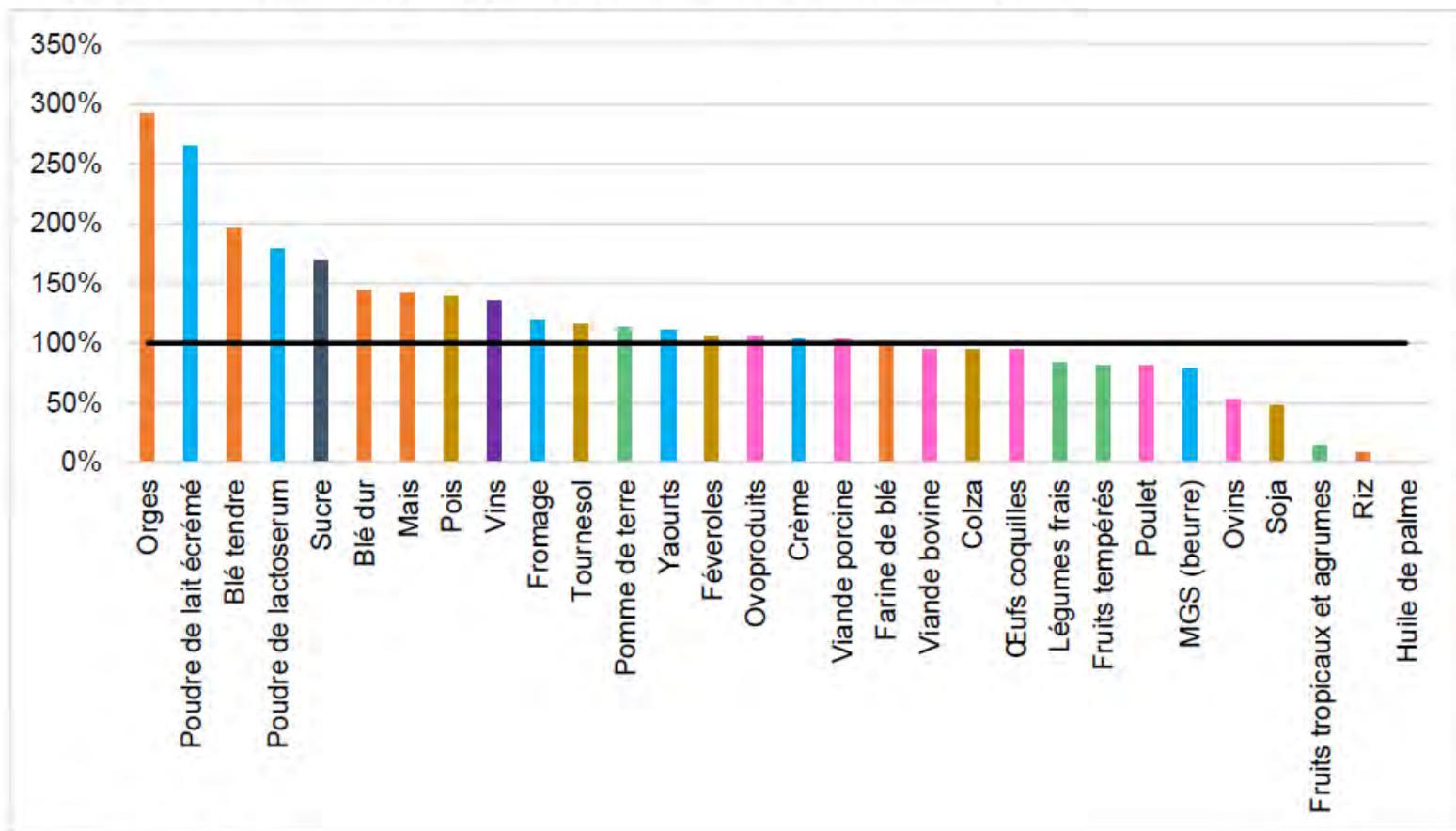
Source : GEB-Idele, d'après étude Où va le Boeuf et extrapolations



2. La souveraineté alimentaire au défi de la concurrence internationale

Produits de l'élevage: l'autosuffisance française très variable selon les filières

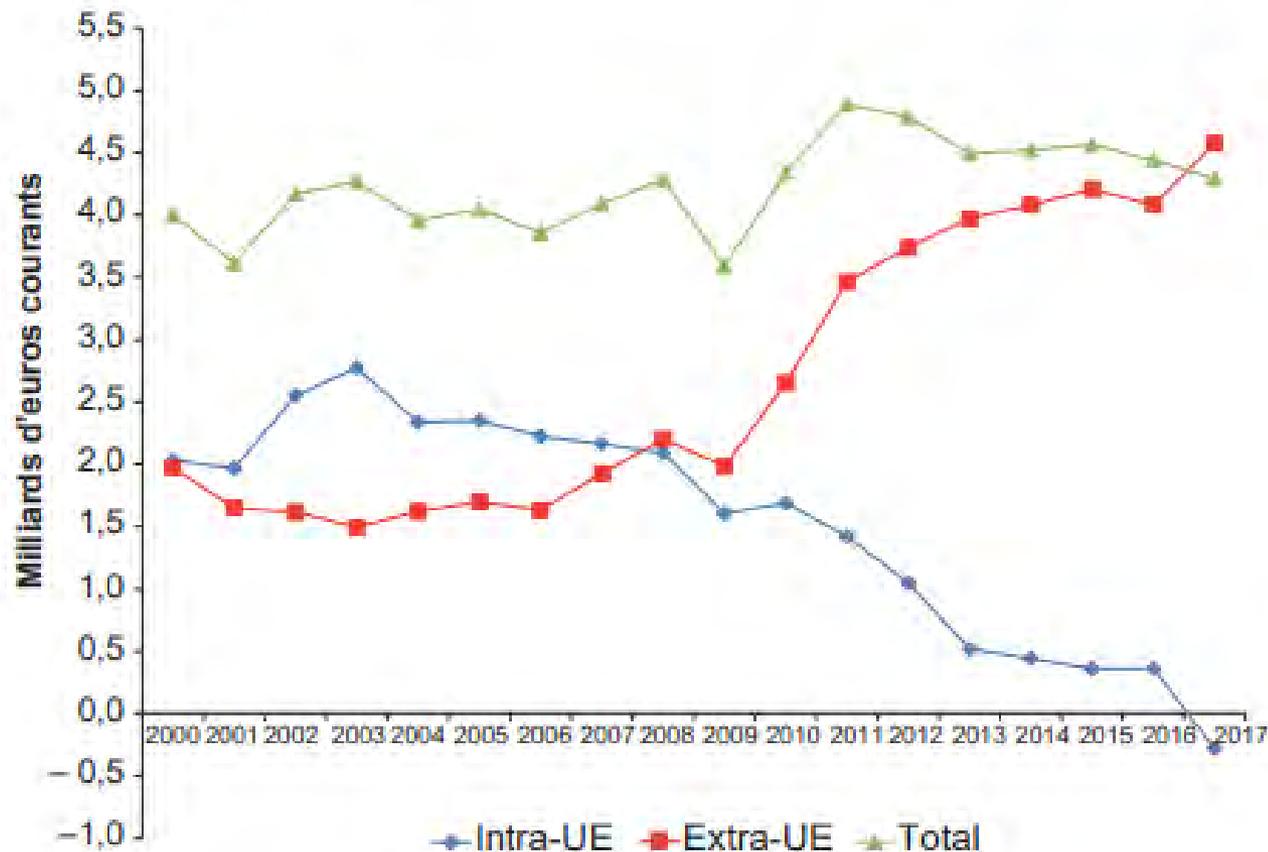
Graphique n° 4 : Taux d'auto-alimentation par ordre décroissant



Source : FranceAgriMer

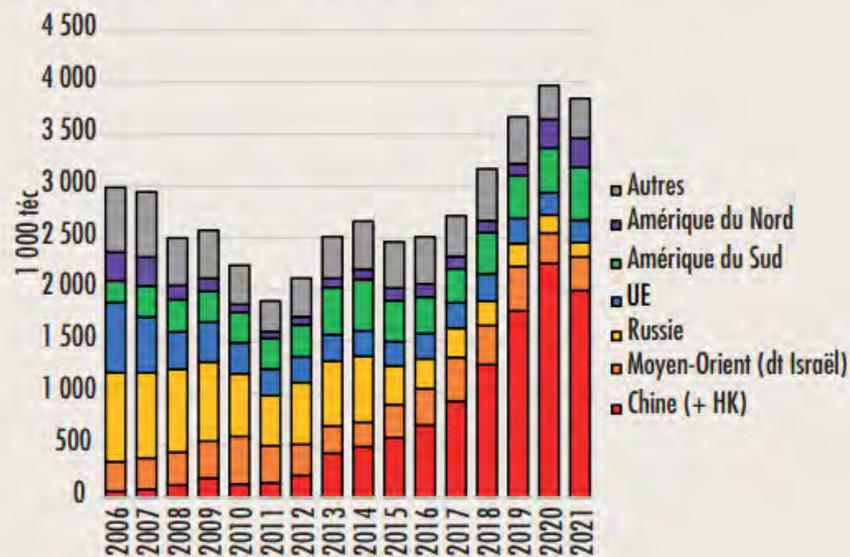
Difficultés de compétitivité française intra UE

Figure 7. Le solde commercial intra-UE et extra-UE de la France en productions animales entre 2000 et 2017 (milliards d'euros courants) (Source : INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT).



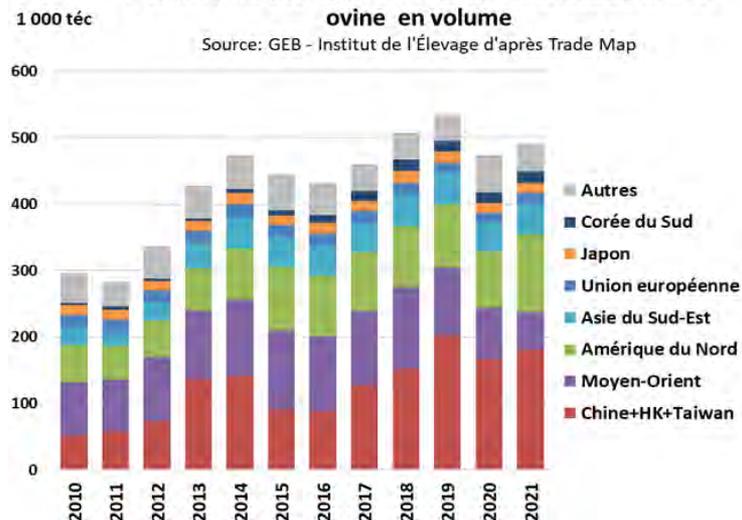
La réouverture d'Accords de libre-échange pose question sur la volonté de protéger le modèle agricole français et européen face à des exportateurs moins exigeants sur les conditions de production

DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DE VIANDE BOVINE DU BRÉSIL, DE L'ARGENTINE, DE L'URUGUAY ET DU PARAGUAY



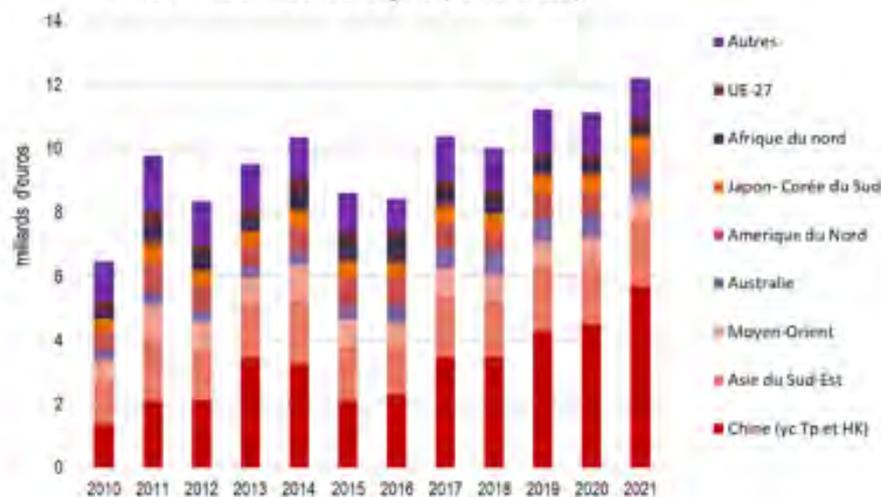
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après MDIC, INDEC, MAGYP, Trade Map

Destinations des exportations australiennes de viande ovine en volume



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Exportations néo-zélandaises de produits laitiers en valeur



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Des conditions de production bien plus exigeantes en UE

Mercosur

- Utilisation de phytosanitaires interdits en UE
- Usage d'antibiotiques facteurs de croissance
- Une faible préoccupation pour la protection animale (transport, mutilations)
- Des failles dans la traçabilité animale...un élevage bovin responsable de déforestation
- Des normes sociales et du travail différentes...



<https://idele.fr/detail-article/viande-bovine-le-mercotur-privilege-toujours-plus-dexport>

<https://www.veblen-institute.org/UE-Mercosur-les-dangers-d-une-ratification-de-l-accord-de-commerce-en-l-etat.html>



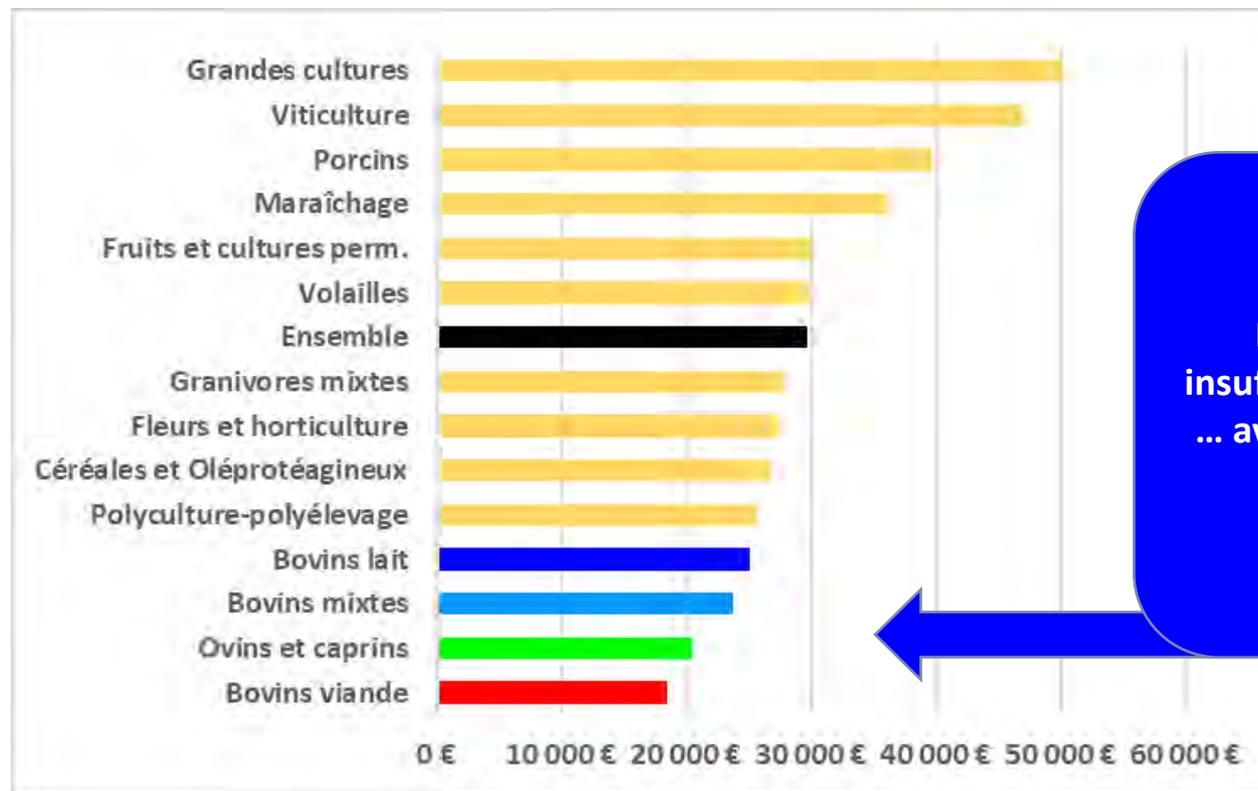
Les exploitations familiales françaises en concurrence avec d'autres modèles de production

	Californie	État de N-Y	NZ	BzH + PdL	DE Nord	Irlande	Pays-Bas	Danemark
SAU par exploitation (ha)	ns	562	141	63	73	52	50	140
Main-d'œuvre salariée en % du total	95 %	81 %	> 62 %	5 %	25 %	15 %	9 %	52 %
Nombre de vaches par exploitation	1 355	609	397	50	85	66	84	152
Lait produit par vache (litres)	9 900	11 200	4 100	7 100	8 000	5 300	7 700	8 400
Lait produit par exploitation (x1000 litres)	13 412	6 812	1 613	351	680	350	649	1 268
Lait produit par travailleur UTA (x 1000 l)	1 227	503	577	206	356	226	386	513
Prix de revient du lait (€/1000 l)	310	321	323	365	331	300	377	386

De faibles revenus pour les éleveurs français

Figure 7 : Résultat courant avant impôts par Unité de Travail Annuel non salarié (moyenne 2010-2020 par orientation en € constants 2020).

Source : INRAE- SMART d'après Agreste RICA



Des revenus en moyenne insuffisants en élevage bovins lait ... avec de très fortes différences entre éleveurs

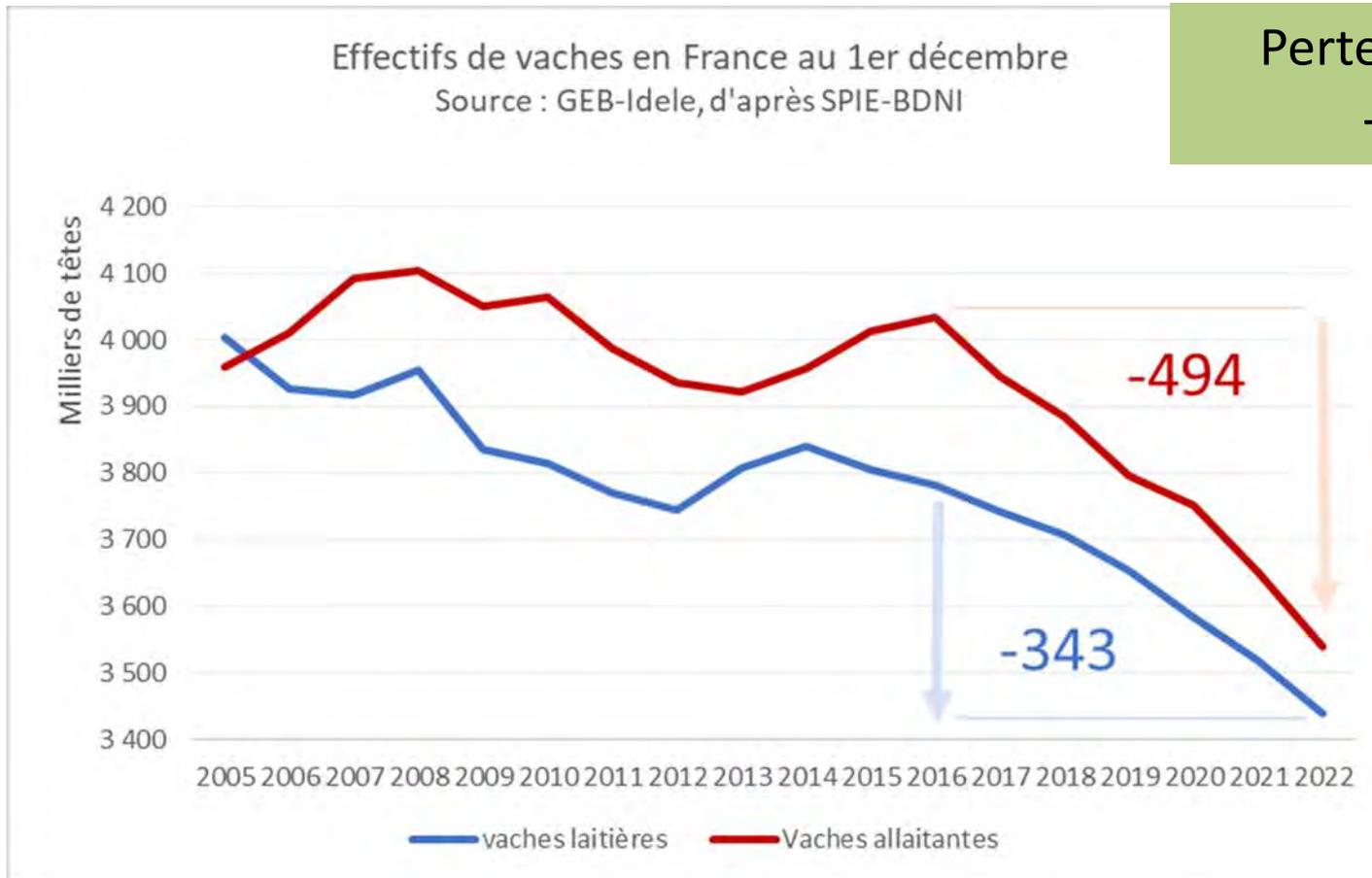
3. La décapitalisation, origines démographiques conséquences potentielles à long terme

Les cheptels bovins en baisse

La décapitalisation s'est amplifiée en 2022

Sur 1 an : -110 000 vaches allaitantes (-3,0% au 1^{er} décembre) et -80 000 vaches laitières (-2,3%)

Sur 6 ans : -494 000 v. allaitantes et -343 000 v. laitières

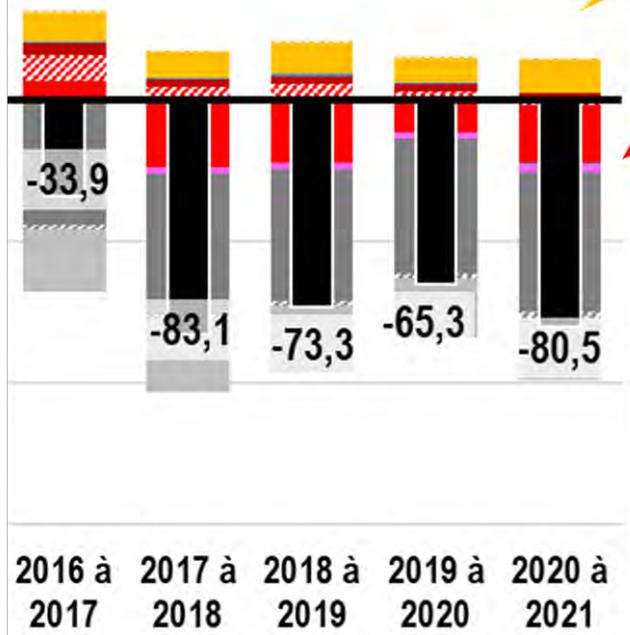


Perte totale sur 6 ans :
-837 000 vaches

Décapitalisation en bovins viande expliquée par les arrêts d'activité et très peu d'agrandissements

Source des évolutions annuelles du nombre de vaches allaitantes

Étude idèle pour Interbev, 2020, actualisation 2022



Les installations apportent presque toujours autant de vaches que par le passé

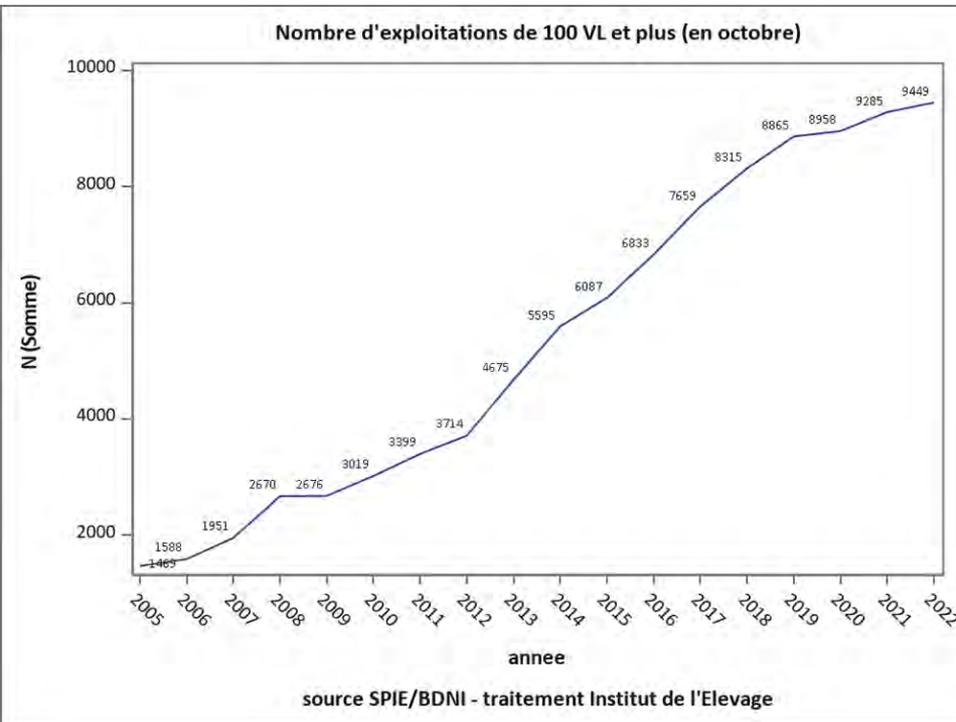
Les allaitants qui le restent perdent au global des vaches : l'agrandissement ne compense plus les baisses

Le gros des pertes de vaches s'explique par les trajectoires d'arrêts, avec très forte contraction du cheptel

- Création allaitant
- Bilan petit
- ▨ Trajectoire d'arrêt mixte
- Trajectoire d'arrêt allaitant
- Bilan engraissement <> allaitant ou mixte
- Bilan lait <> allaitant ou mixte
- Mixte vers allaitant
- ▨ Bilan mixtes
- Bilan allaitants
- ▨ Allaitant vers mixte
- Autre
- Bilan total

Croissance ralentie des cheptels par exploitation

Elevages laitiers > 100 vaches



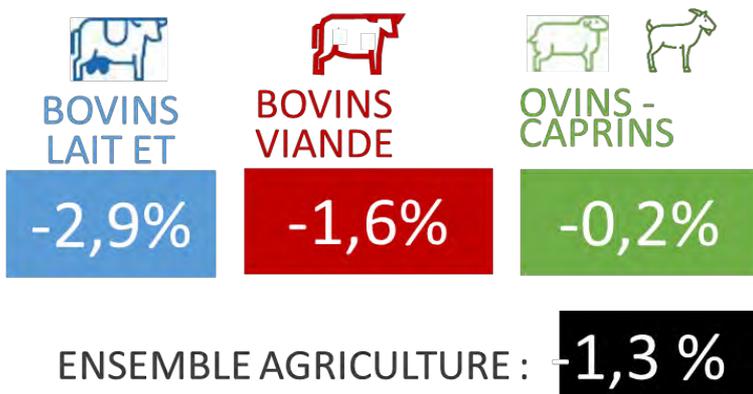
Elevages de vaches allaitantes



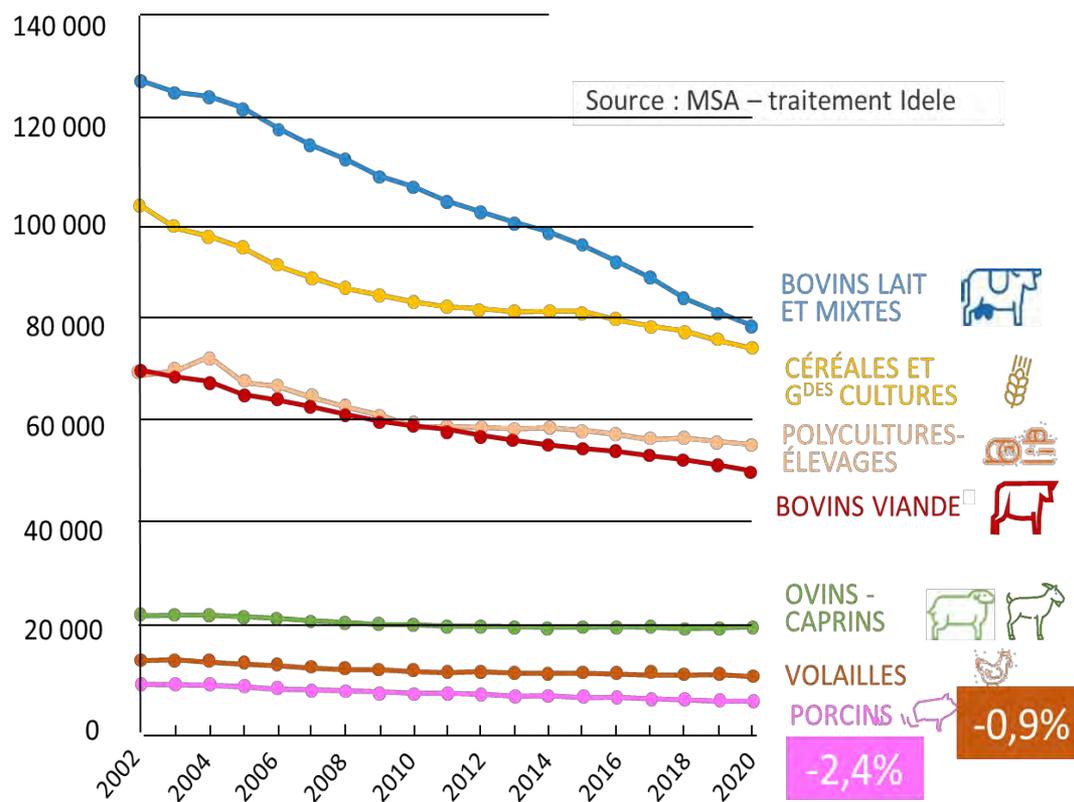
Chute du nombre d'exploitants, particulièrement en bovins

Le vieillissement des chefs d'exploitations engendre des départs importants.

EN MOYENNE PAR AN, ENTRE 2010 ET 2020 :



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CHEFS D'EXPLOITATION À LA MSA

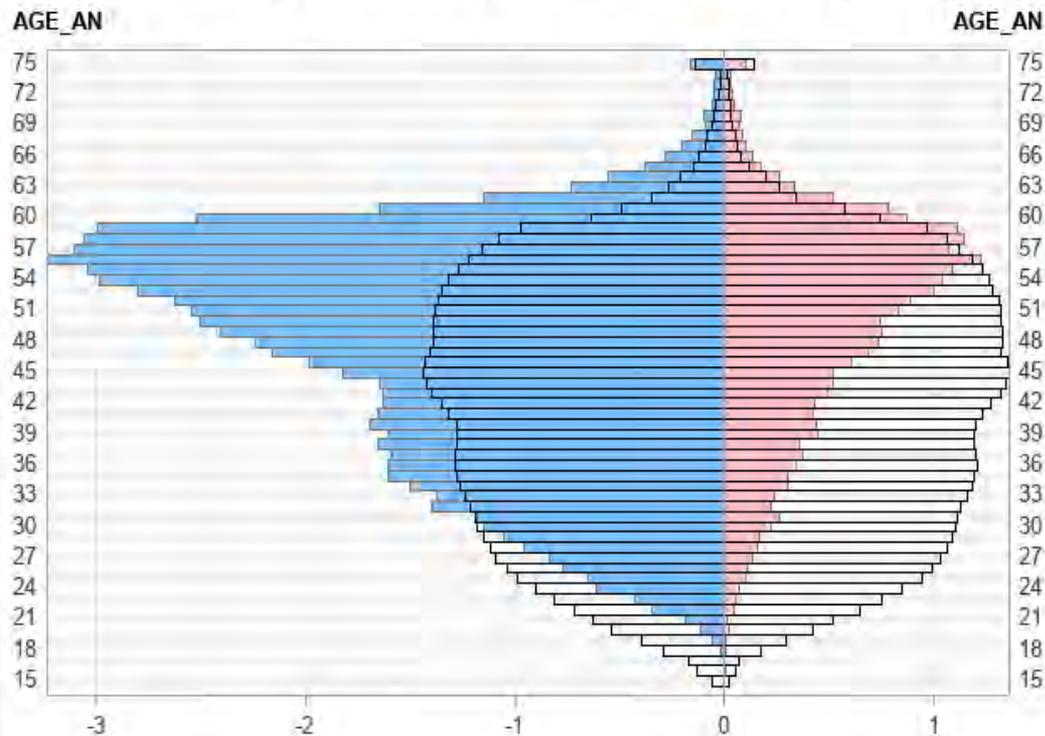


Travail et renouvellement des actifs : des problématiques différentes entre filières, cultures et élevages

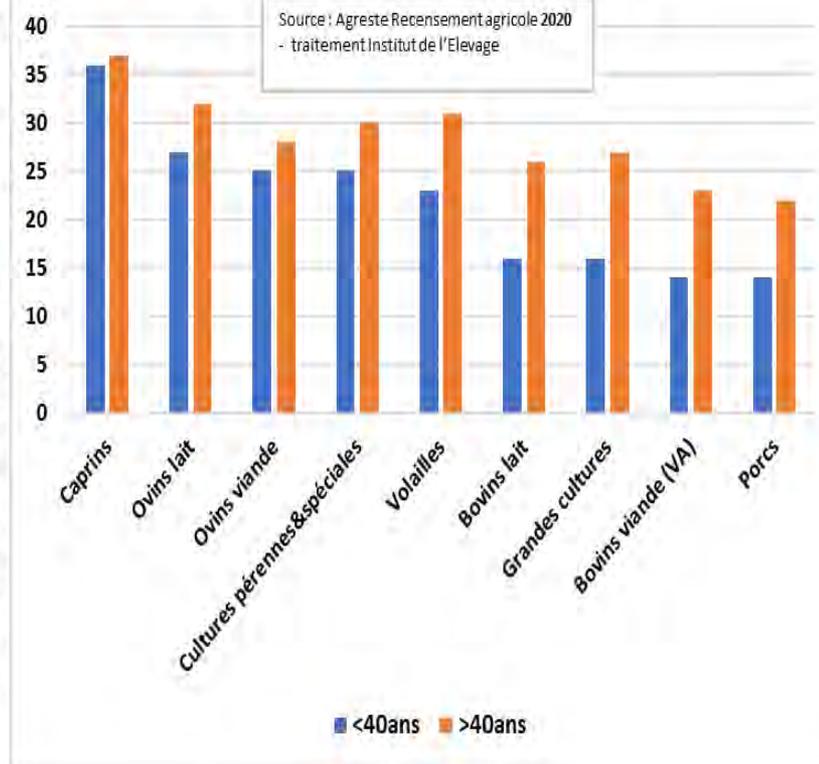
- Les productions végétales reposent de plus en plus sur le salariat et la sous-traitance des travaux des cultures
 - MO Salariée=47% des ETP des exploitations sans animaux (RA2020).
 - 74% des travaux délégués aux ETA, CUMA, autres sont ordonnés par des exploitations sans animaux.
- L'élevage de ruminants est basé sur de la main d'œuvre « familiale » (non salariée) et est difficile à externaliser
 - MO Salariée=14% des ETP des exploitations avec ruminants (significatifs)
- Difficultés de recrutement, faible délégation des travaux d'élevage, l'élevage de ruminants en première ligne pour affronter le choc démographique d'une génération sur le départ (classes pleines des installations 1980/90)

Un double déséquilibre démographique Les secteurs qui remplacent bien les départs (100% en ovins caprins, petit maraichage, PPAM) sont ceux qui attirent les jeunes femmes

Pyramide des âges éleveur.ses laitiers bovins vs population active française en emploi
source: Agreste recensement agricole 2020 - traitement Institut de l'Elevage

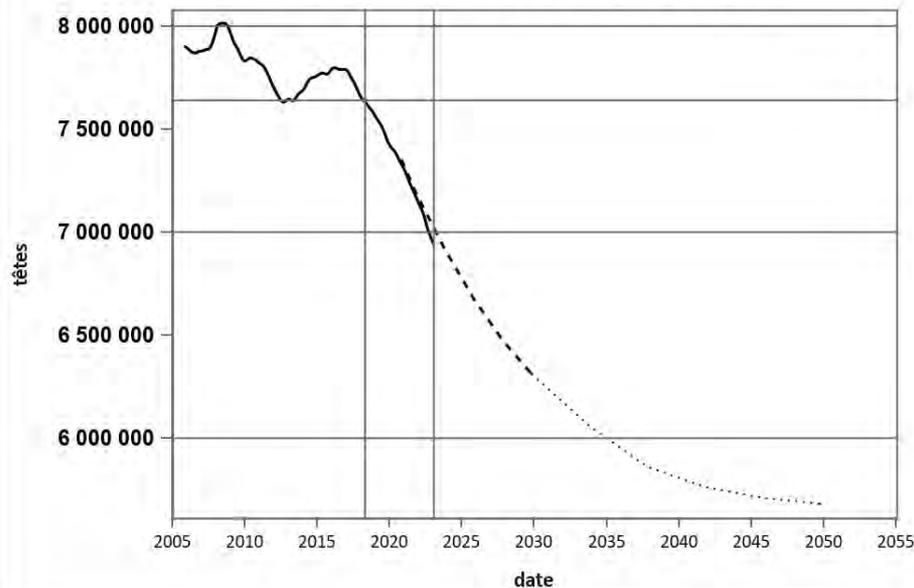


% de femmes parmi coexploitants

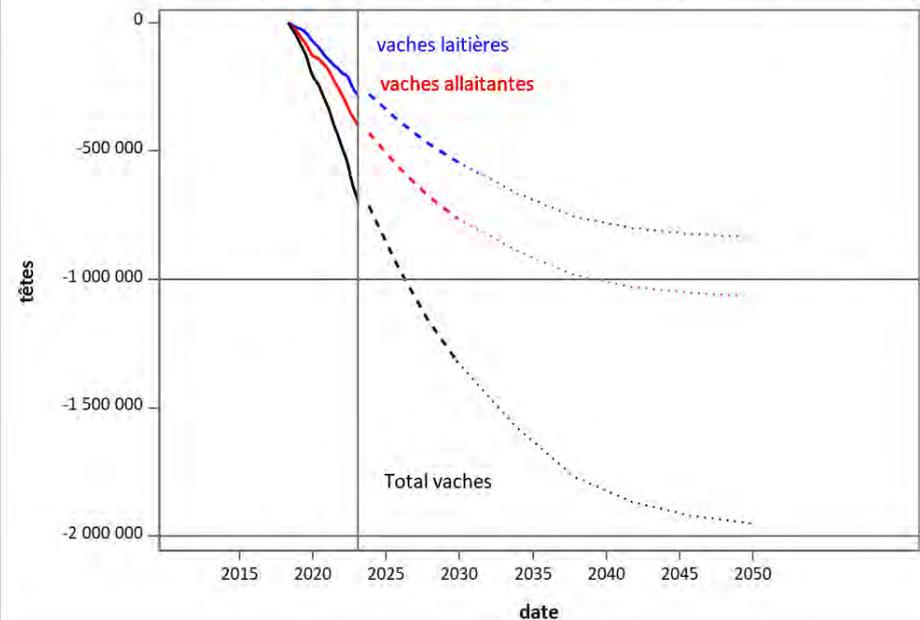


Démographie à forte inertie dans les secteurs bovins: Conséquences prévisibles sur le cheptel

Evolution du nombre de vaches
projection démographique (éleveurs) 2030, scénario 2050
source: Institut de l'Elevage d'après SSP, Eurostat, SPIE-BDNI



Décapitalisation depuis mai 2018 (même nombre de vaches que fin 2012)
source: Institut de l'Elevage d'après SSP, Eurostat, SPIE-BDNI



Des solutions face au défi du renouvellement des générations

Livre Blanc de la CNE, février 2023



LIVRE BLANC

LE RENOUVELLEMENT DES ACTIFS
EN ÉLEVAGE BOVIN, OVIN ET CAPRIN

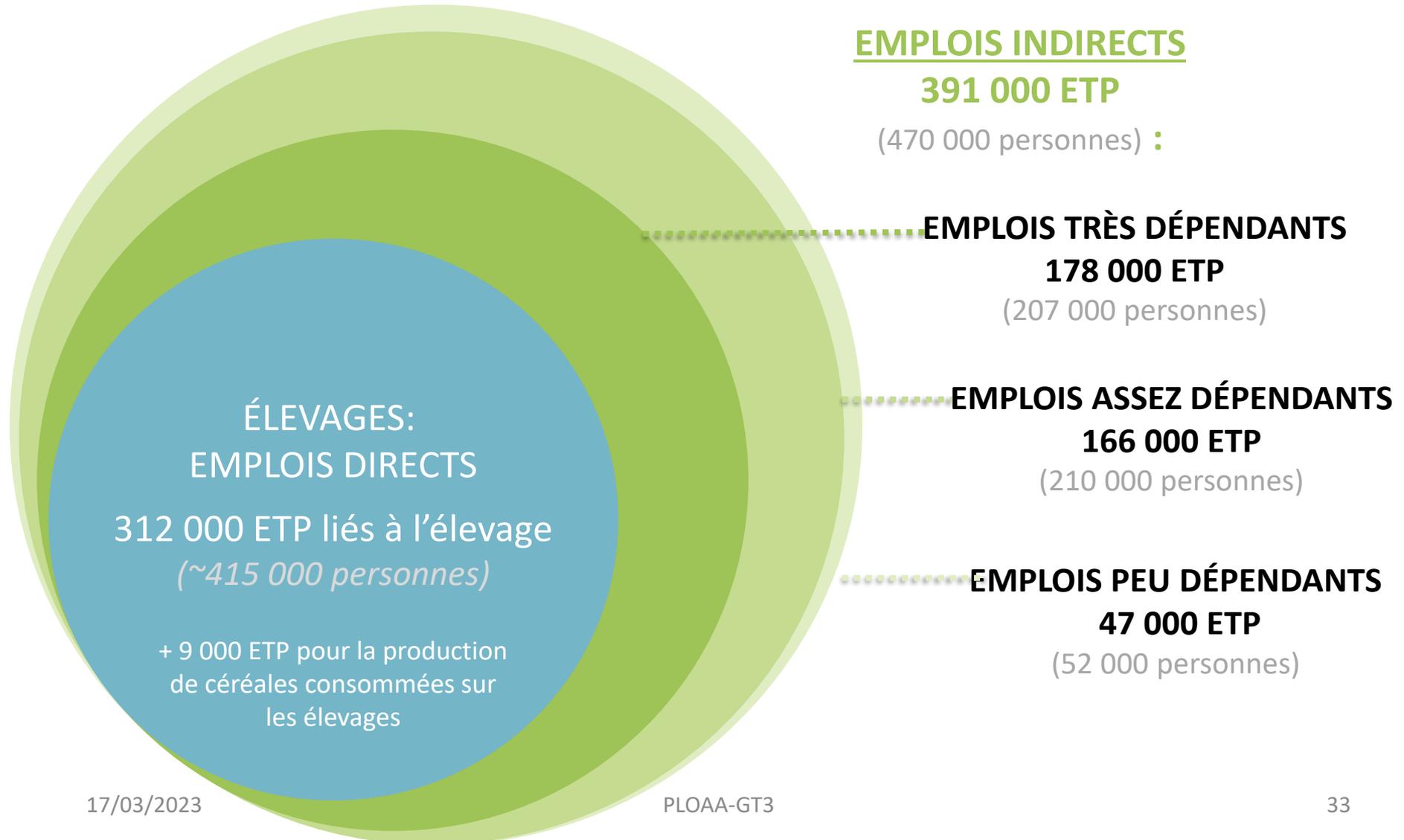


Février 2023

- **Partie I. L'ÉTAT DES LIEUX**
- **Partie II. LES FREINS**
- **Partie III. LES PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS**
- MIEUX ACCOMPAGNER, MIEUX CONSEILLER ET MIEUX FORMER
- ENCOURAGER LA TRANSMISSION ET FACILITER L'INSTALLATION SUR LE PLAN JURIDIQUE, FISCAL, RÉGLEMENTAIRE ET ÉCONOMIQUE
- RECRÉER DU LIEN ENTRE L'ÉLEVAGE ET LA SOCIÉTÉ

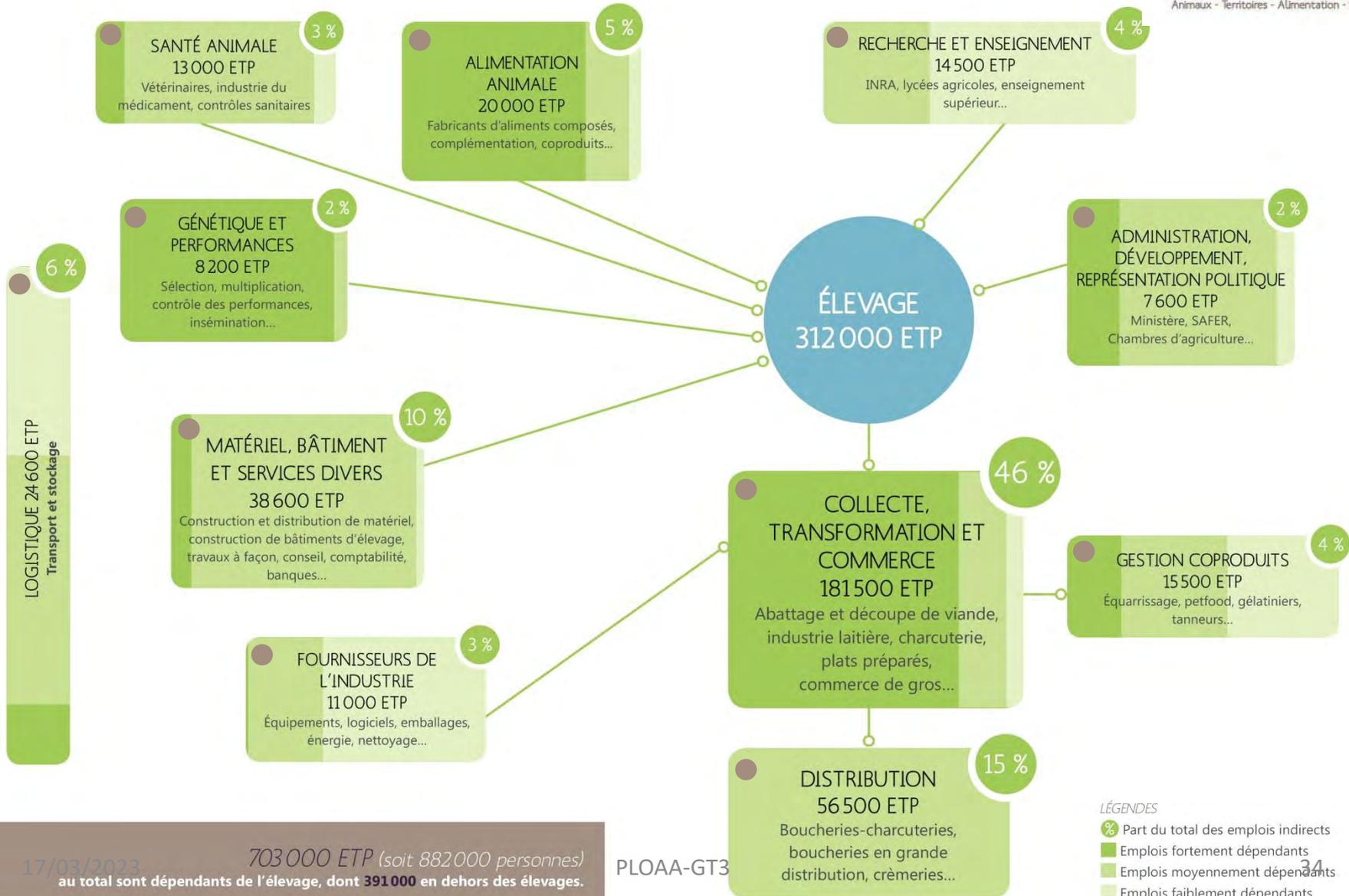


703 000 ETP dépendants de l'élevage français





De nombreux métiers dépendent de l'élevage



LÉGENDES

- Part du total des emplois indirects
- Emplois fortement dépendants
- Emplois moyennement dépendants
- Emplois faiblement dépendants

Une transition subie de l'élevage français déjà en cours ?

- Une lente érosion de la production (lait, bovins...)...
- Mais des niveaux de consommation plutôt stables, dans des circuits de distribution complexifiés
- ...Faisant courir le risque d'importations croissantes
- Des marchés de plus en plus ouverts avec les accords de libre-échange
- Des revenus des éleveurs structurellement faibles
- Un faible renouvellement des générations qui pose déjà des difficultés, potentiellement durables

Des leviers pour

- Favoriser l'attractivité des métiers et le renouvellement des générations
- Protéger les producteurs des distorsions de concurrence
- Sécuriser la montée en gamme, face à la volatilité des consommateurs
- Reconnaître, financer... rémunérer les services rendus par l'élevage et accompagner leur transition vers davantage de durabilité (climatique, BEA, économique)



FILIÈRE LAITIÈRE ET CLIMAT : ACTIONS DE L'INTERPROFESSION



France terre de LAIT
LA FILIÈRE LAITIÈRE S'ENGAGE



GT 3 PLOAA

– Réunion sous groupe « élevage »

17 mars 2023

**Christophe MIAULT
Jean CHAREF**

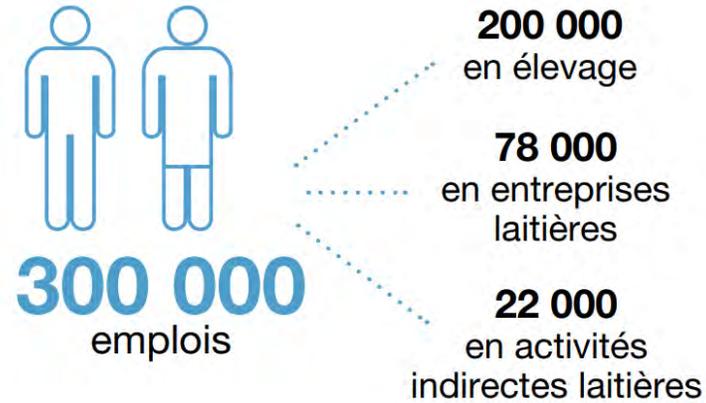
LE CNIEL ET SES MISSIONS



Organiser l'économie laitière de façon cohérente pour favoriser le développement économique du secteur

- Faciliter la relation entre producteurs et transformateurs
- Promouvoir collectivement le lait et les produits laitiers

CAPITAL HUMAIN



UN SECTEUR CRÉATEUR D'EMPLOIS DANS LES TERRITOIRES

- . **65 métiers**
- . Présence des fermes dans **88 départements**
- . Les usines **au plus près des fermes**
- . 85% des salariés dans des communes de moins de 15 000 habitants

Diversité des systèmes d'exploitation

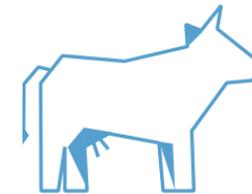
50 300 fermes
47,2 % en plaine
26,9% en polyculture élevage
24,8% en montagne piémont



**Des fermes familiales
à taille humaine**

2,07 actifs par ferme

68 vaches
en moyenne par ferme



92%
ont accès
à l'extérieur

200
jours/an
en prairie

91%
de l'alimentation
produite sur la ferme

98%
de l'alimentation
d'origine France



37 hectares
de surfaces toujours en herbe par ferme

19 hectares
de prairies temporaires et artificielles par ferme

CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



1990-2010

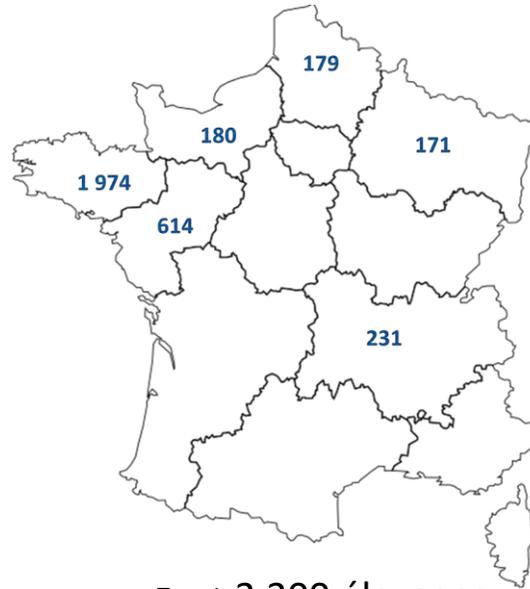


2013 - 2018



GESEBOV (2013)

Un programme pilote pour la filière



Développer ...
des outils,
des références,
une méthode

Pour aider élevages à réduire
leur empreinte carbone

- >3 300 élevages
- 6 régions



Lancement de Ferme Laitière Bas Carbone



- Une **démarche volontaire, portée par la filière et ses acteurs**
→ L'éleveur est au centre de la démarche (solutions adaptées à l'exploitation)
- Une **approche multicritères** pour améliorer la durabilité des fermes, avec un outil de référence permettant un diagnostic complet 



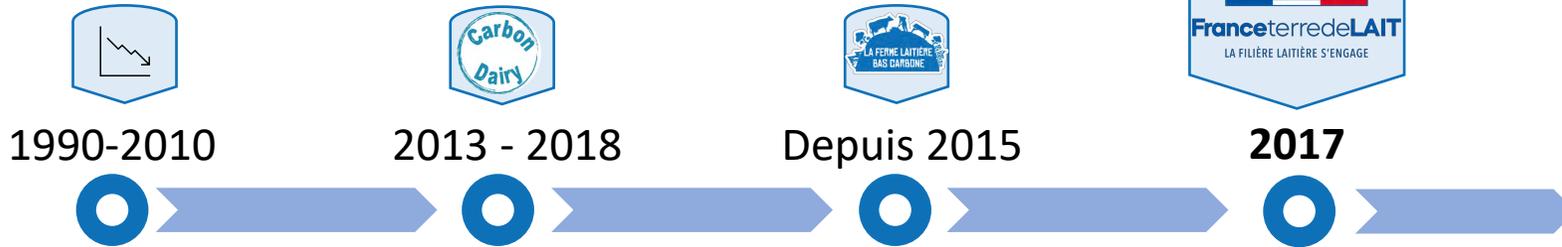
Avec notamment le calcul de l'**empreinte carbone nette**



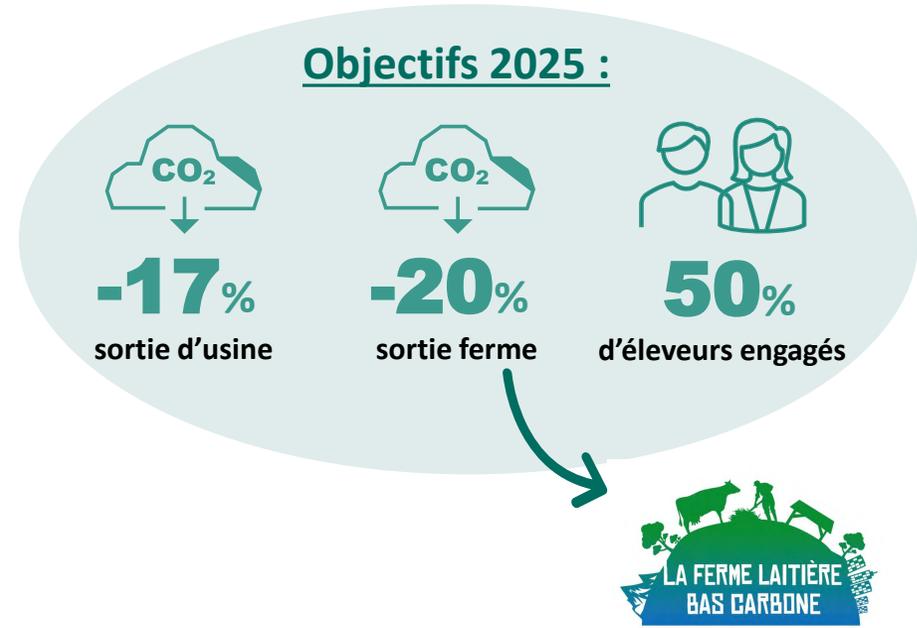
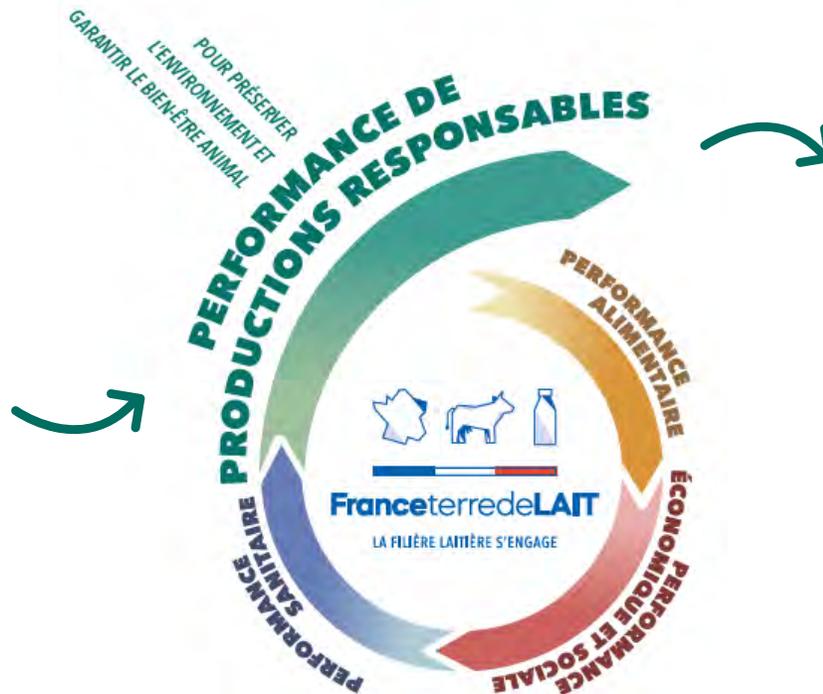
 Emissions brutes de GES  Stockage de carbone



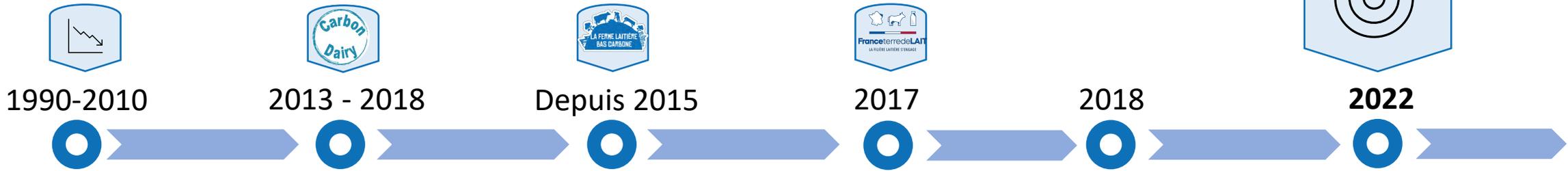
CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



Ferme Laitière Bas Carbone intègre France Terre de Lait

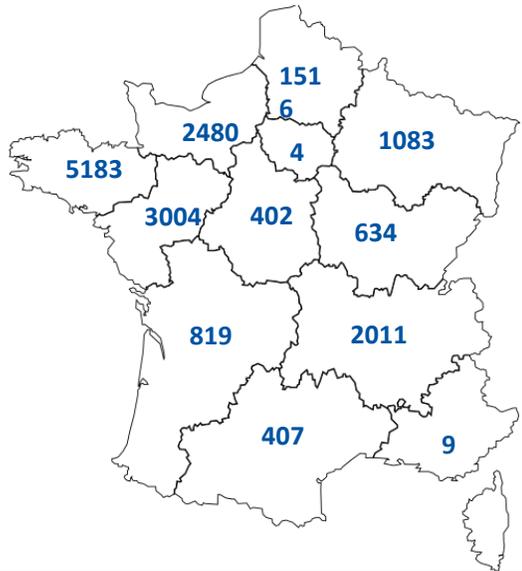


CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



1/3 des éleveurs laitiers français sont déjà engagés dans la lutte contre le changement climatique en ayant réalisé sur leur ferme au moins un diagnostic CAP'2ER®

Répartition régionale du nombre des éleveurs engagés dans Ferme Laitière Bas Carbone – mars 2023



~ 17 500

Elevages engagés

Soit près de **1/3** des éleveurs laitiers !

+ 1 600

Conseillers formés



CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



Décarbonation : priorité pour 2023-2025

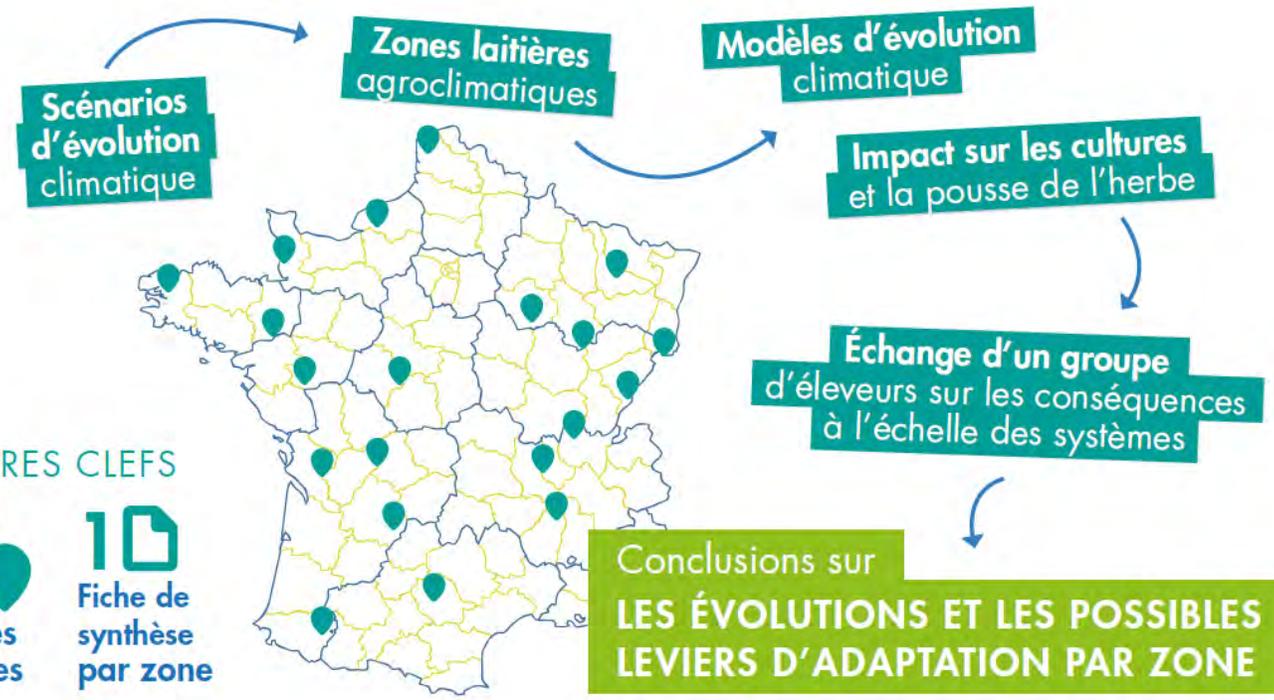
Dans son plan triennal, le Cniel affiche la décarbonation de la filière comme une de ses deux priorités majeures avec le renouvellement des générations

Pilotage Cniel de la partie « élevage bovin » de la Feuille de Route Décarbonation Agriculture

à échéance 2030 sous l'égide des Ministères de la Transition Ecologique, de l'Agriculture et de la Transition Energétique (en cours).



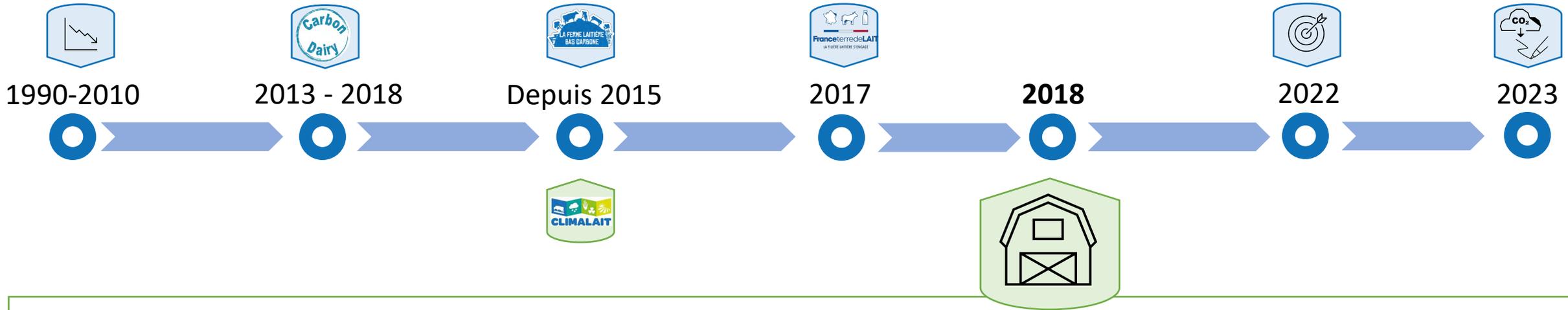
CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



CHIFFRES CLEFS
20 Zones laitières étudiées
10 Fiche de synthèse par zone

- Logos of partner organizations:
- ARVALIS Institut du végétal
 - BTPL
 - AGRICULTURES & TERRITOIRES
 - Cniel
 - INRA SCIENCE & IMPACT
 - INSTITUT DE L'ÉLEVAGE idele
 - METEO FRANCE
 - Agence de l'eau Seine-Normandie
- Avec le concours financier de :

CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



2 programmes successifs financés par le Cniel pour l'adaptation des bâtiments face aux conditions estivales

Programme multipartenarial « Bâti'Lait Mieux » (2020 – 2023)

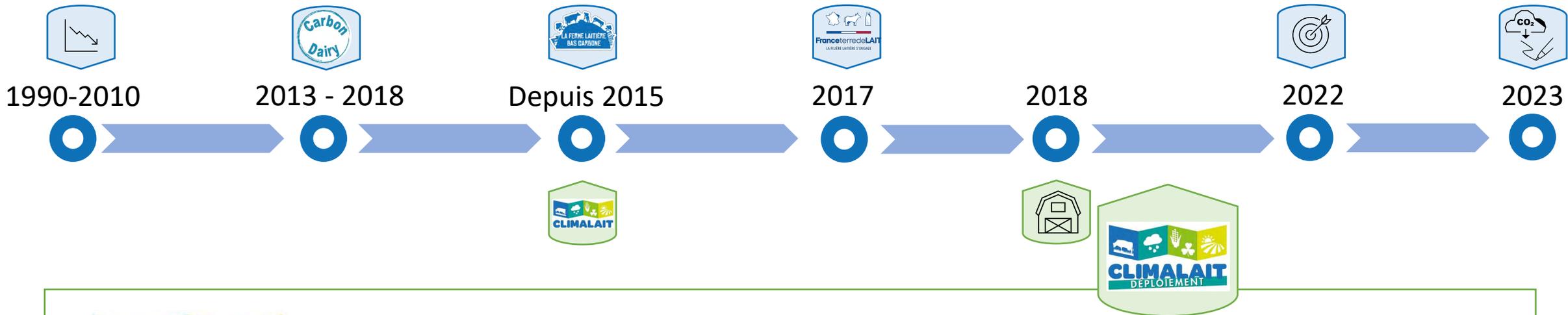


Des livrables pour la montée en compétence des acteurs de la filière

éleveurs conseillers

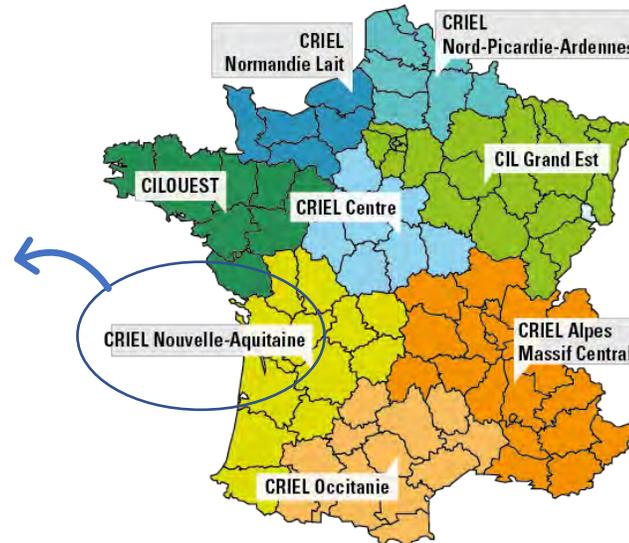


CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT

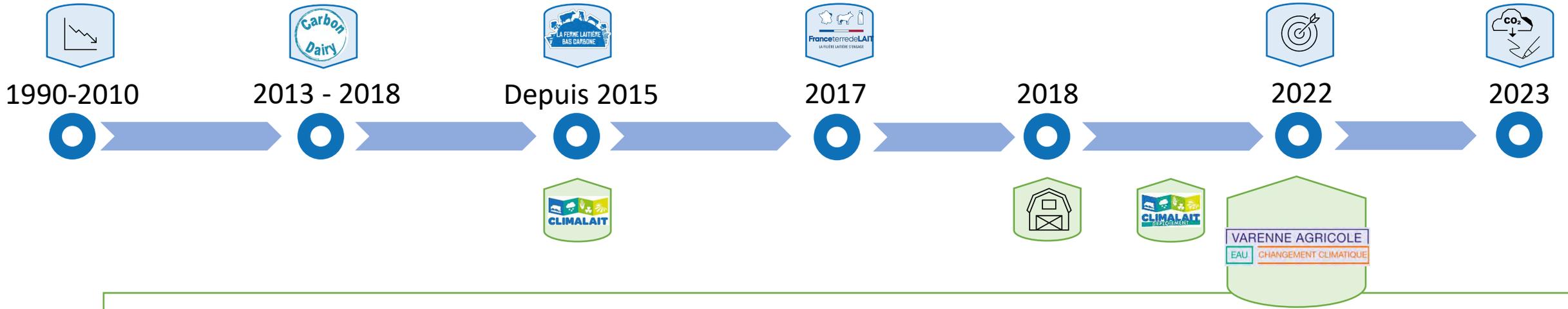


Les CRIELs (délégations régionales du Cniel) au cœur de dynamiques territoriales

Exemple :
Programme du Criel Nouvelle-Aquitaine
financé par la Région



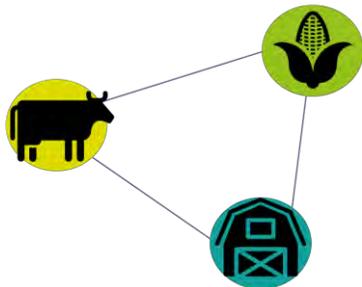
CLIMAT : LA FILIÈRE LAITIÈRE EN MOUVEMENT



Contribution du Cniel au Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique

→ Adaptation :

Poursuite des travaux de R&D



+

Transfert des connaissances auprès des acteurs de la filière

→ Atténuation :

Déploiement



CLIMAT ET FILIÈRE LAITIÈRE : RESSOURCES DISPONIBLES EN LIGNE

- Site internet de la démarche « Ferme Laitière Bas Carbone »



<https://www.ferme-laitiere-bas-carbone.fr/>

- Résultats du programme « Climalait »



<https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/centre-ressources/climalait#:~:text=CLIMALAIT%20est%20un%20programme%20sollicit%C3%A9,impact%20sur%20les%20exploitations%20laiti%C3%A8res>

- Livrables des programmes sur les bâtiments : « Adapter son bâtiment d'élevage laitier aux conditions chaudes estivales »



<https://cniel-infos.com/LT1269316-batiments-d-elevage-laitier>



<https://vimeo.com/781128115>

- Rapport de Responsabilité Sociétale 2022 de la filière laitière française



<https://www.calameo.com/read/00223005183c51f468a21>

GT n°3 Sous-groupe Elevage



Verrous à la transition dans le secteur de l'élevage

Discussion

Conclusions et suite des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : 3^{ème} réunion du GT3 - 24 mars 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

Transitions
Trajectoires
Accompagnement



*Horizon
commun
2040*

Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires



Verrous
Leviers
Éléments de rupture

Calendrier des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril journée: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



*Contribution
écrite*

Ordre du jour de la réunion

- » Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- » Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- » Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- » Travaux en sous-groupes sur les leviers
- » Restitution des sous-groupes
- » Conclusion

Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage

17 mars à 15h-18h en visio conférence

Pour mémoire, ordre du jour:

 Introduction

 Présentations par des experts

- *Jean-Louis PEYRAUD, INRAE*
- *André Le GALL et Boris DUFLLOT, IDELE*
- *Jean CHAREF et Christophe MIAULT, CNIEL*

+ Contributions
écrites IPIF, ITAVI

 Débats autour des verrous à la transition dans le secteur de l'élevage

Ordre du jour de la réunion

- Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- Travaux en sous-groupes sur les leviers
- Restitution des sous-groupes
- Conclusion

Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »



Christian HUYGHE, INRAE
Jean-Paul BORDES, ACTA

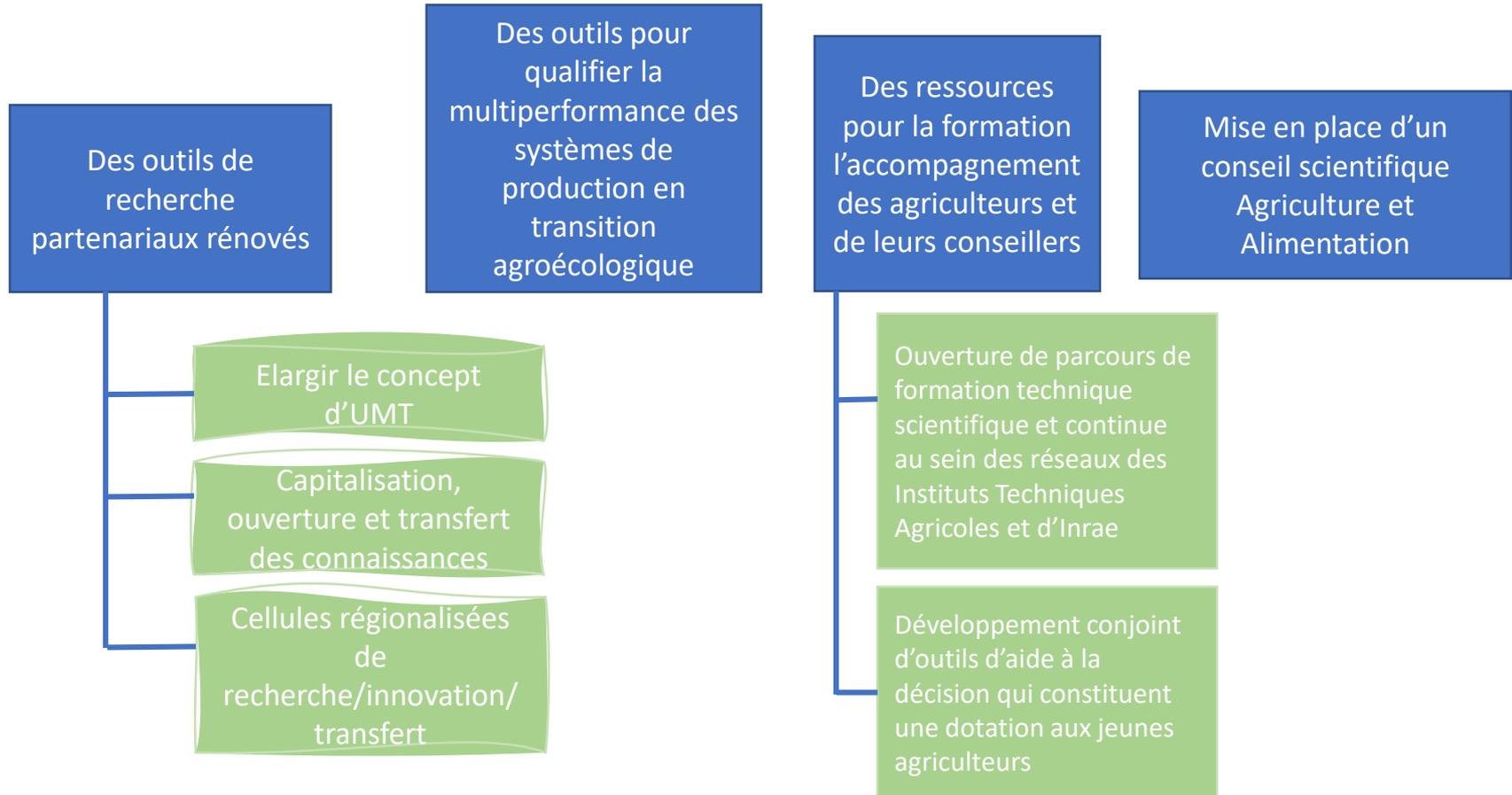


Les acteurs de la recherche se mobilisent pour répondre aux attentes de l'écosystème agricole confronté aux défis globaux de l'agriculture et en particulier celui du changement climatique

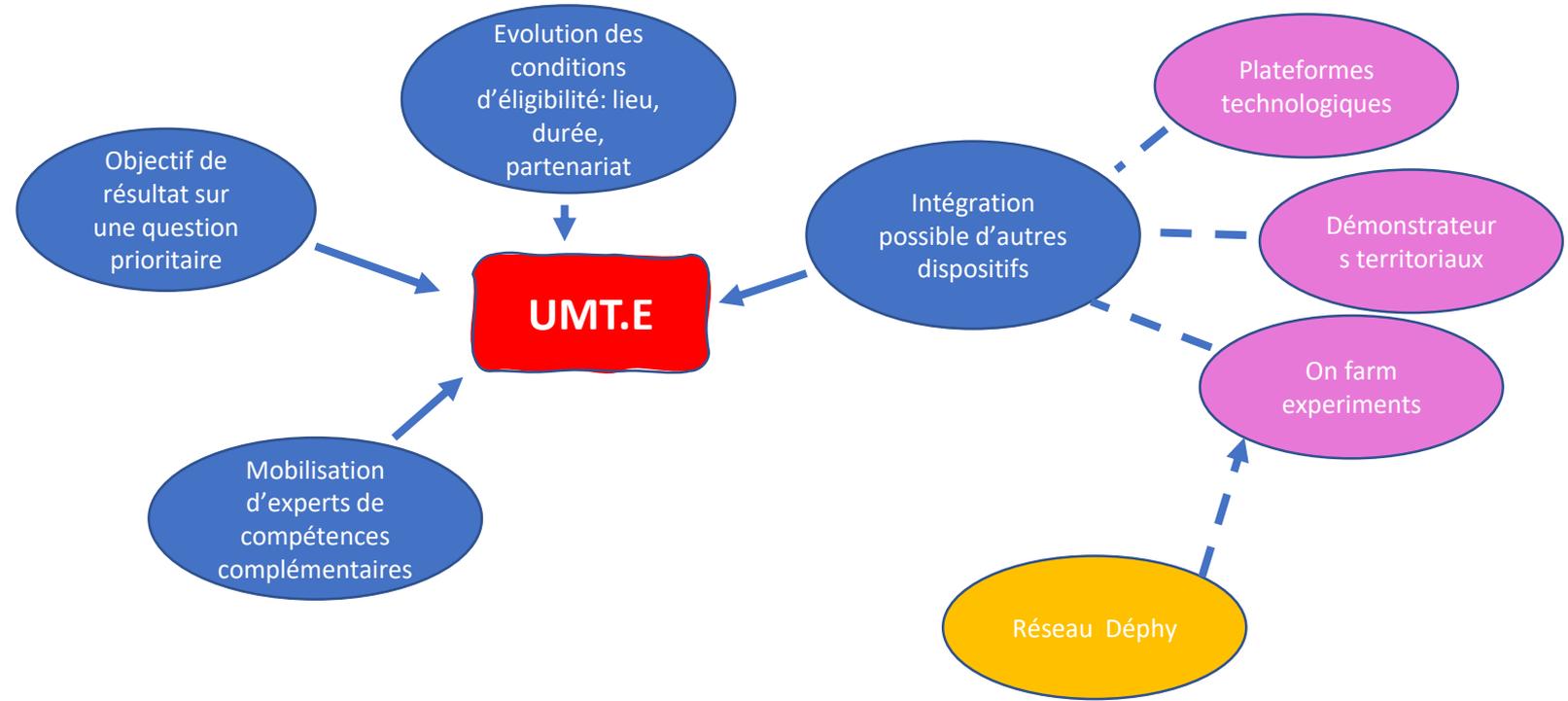
Des collaborations de recherche déjà en cours et fructueuses

- Projets collaboratifs dans le cadre des dispositifs soutenus par le Casdar
- Projets européens RIA (Research and Innovation Action) et IA (Innovation Action)
- UMT (Unités Mixtes Technologiques), RMT (Réseaux Mixtes Technologiques), GIS (Groupements d'intérêt Scientifique)
- Une participation partagée à des grands programmes nationaux: plans Ecophyto, programmes de recherche ciblés sur des alternatives aux pesticides (PNRI Bette: raves, Plan Phosmet Colza, Plan Diméthoate Cerises)
- Des participations d'experts des Instituts Techniques Agricoles dans les travaux de prospective et d'expertise menés par Inrae
- Des participations croisées dans les conseils scientifiques d'Inrae et de l'Acta
- Convention cadre entre l'Inrae et l'Acta et conventions bilatérales entre l'Inrae et certains ITA

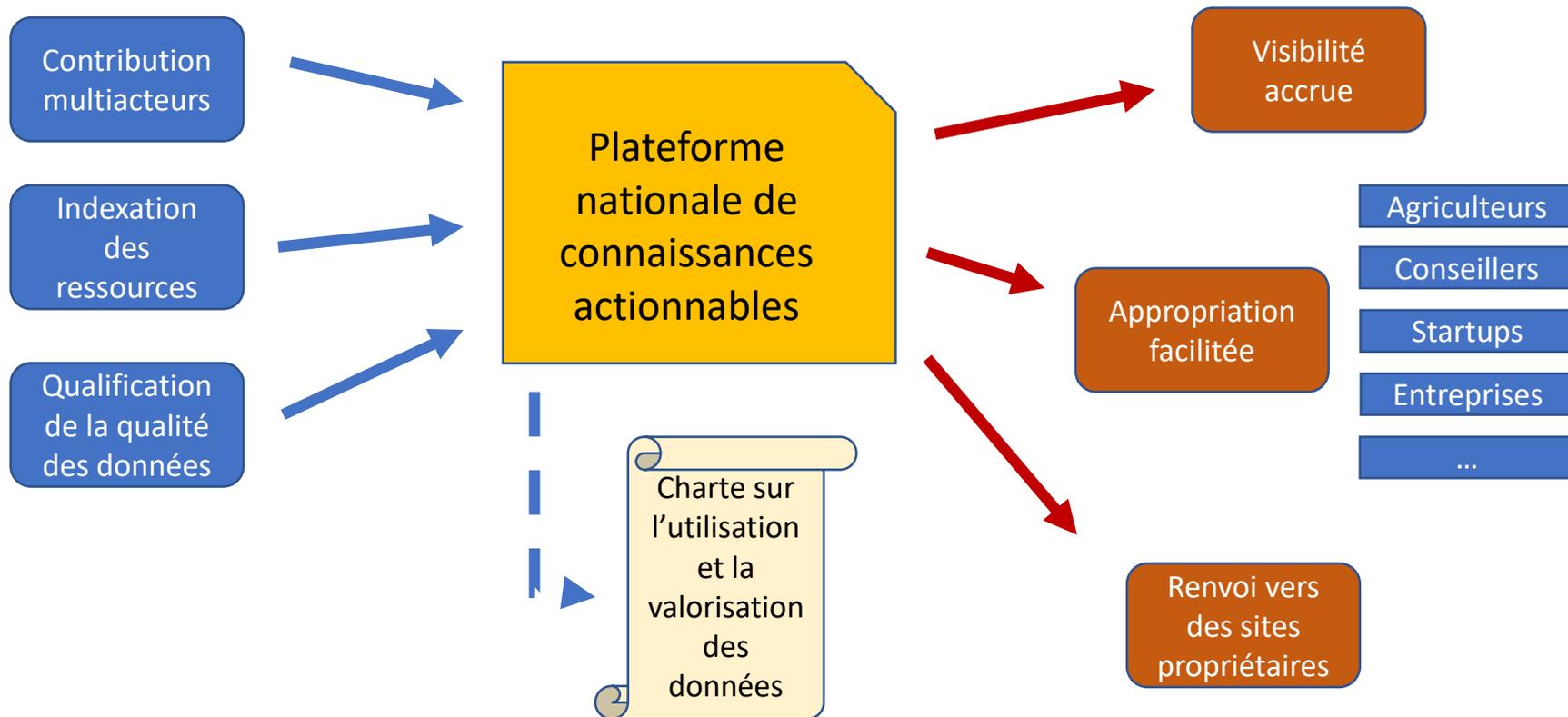
Des propositions selon quatre axes

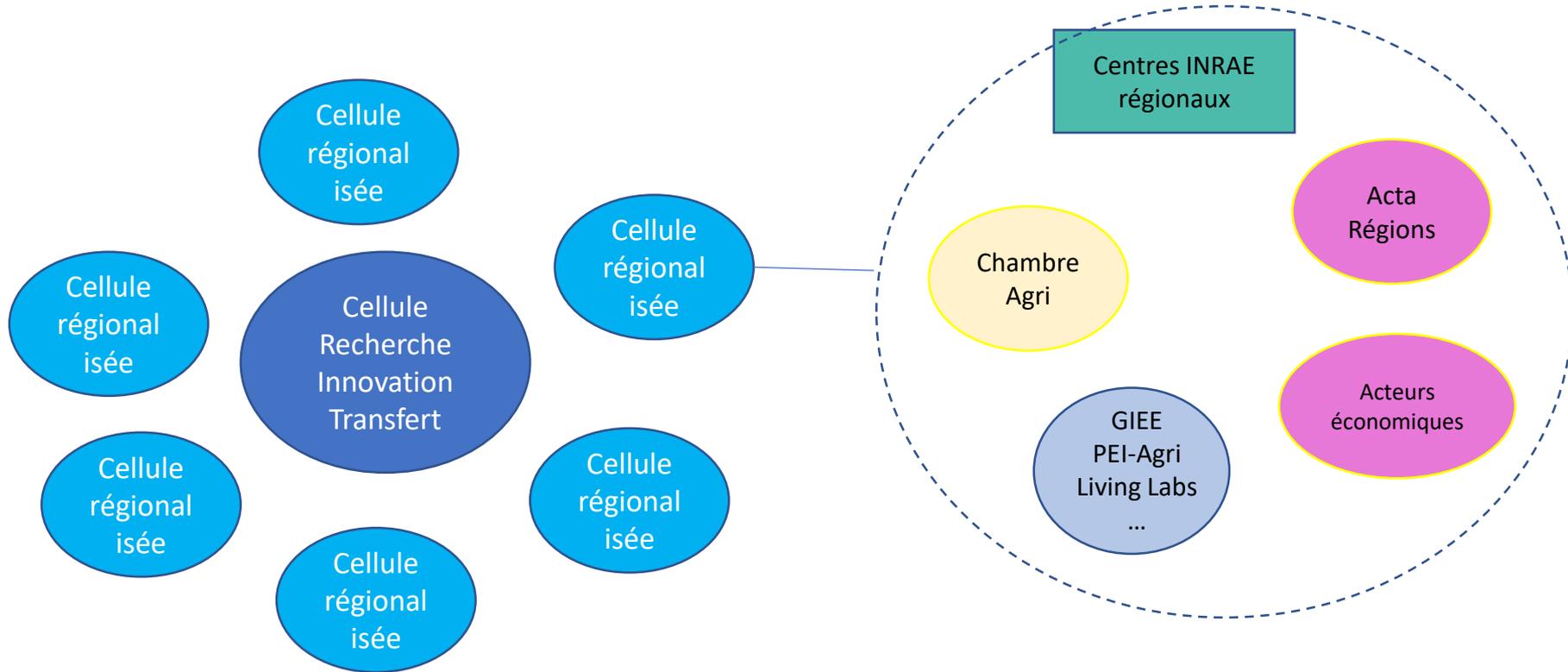


Elargir le concept d'Unité Mixte Technologique



Ce dispositif mis en œuvre depuis près de 20 ans entre les organismes de recherche publique et les ITA et ITAI a fait la preuve de son efficacité pour la production de connaissances appliquées et actionnables. Il est proposé de le renforcer et de l'élargir, dans un dialogue avec la DGER



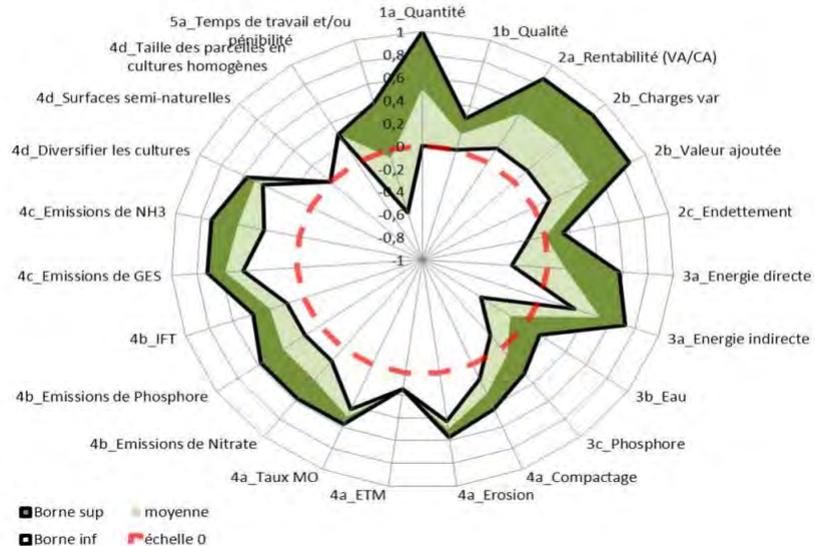


Des outils pour qualifier la performance économique et environnementale des pratiques et systèmes de production contribuant à la transition agroécologique

DiagAgroEco



Radar des performances associées à la combinaison des pratiques sélectionnées



Groupe de travail Acta, Inrae, Ch Agric, SSP , ...



Proposition d'un ensemble d'indicateurs visant à qualifier la transition agroécologique

Des ressources pour la formation et l'accompagnement des agriculteurs et des conseillers

- ***Ouverture de parcours de formation technique scientifique et de formation continue au sein des réseaux des Instituts Techniques Agricoles et d'Inrae***

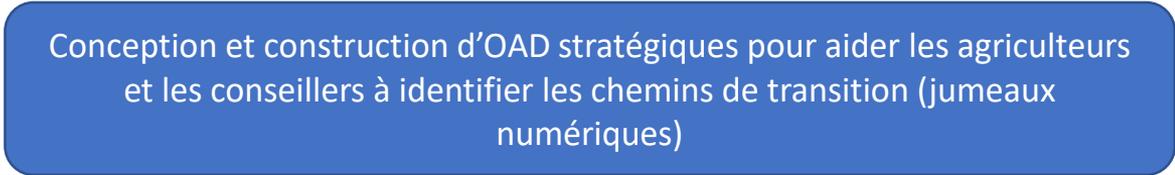
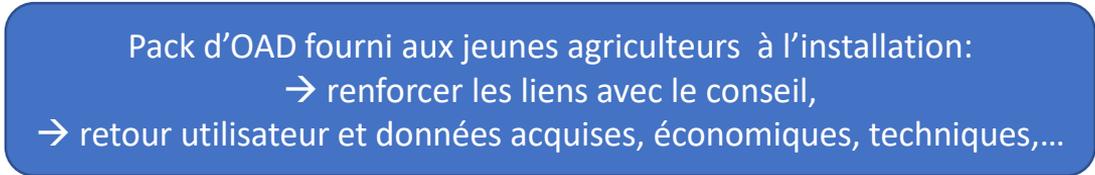
Parcours de formation scientifique et technique pour les étudiants en cycle supérieur: Appropriation des avancées récentes de la recherche et recherche appliquée, identification des sources d'innovation, visibilité et attractivité des métiers de la recherche et du développement

Parcours de spécialisation dans le cadre de la formation continue pour étudiants, agriculteurs, conseillers,...

En concertation avec la DGER, les établissements privés et publics.

Des ressources pour la formation et l'accompagnement des agriculteurs et des conseillers

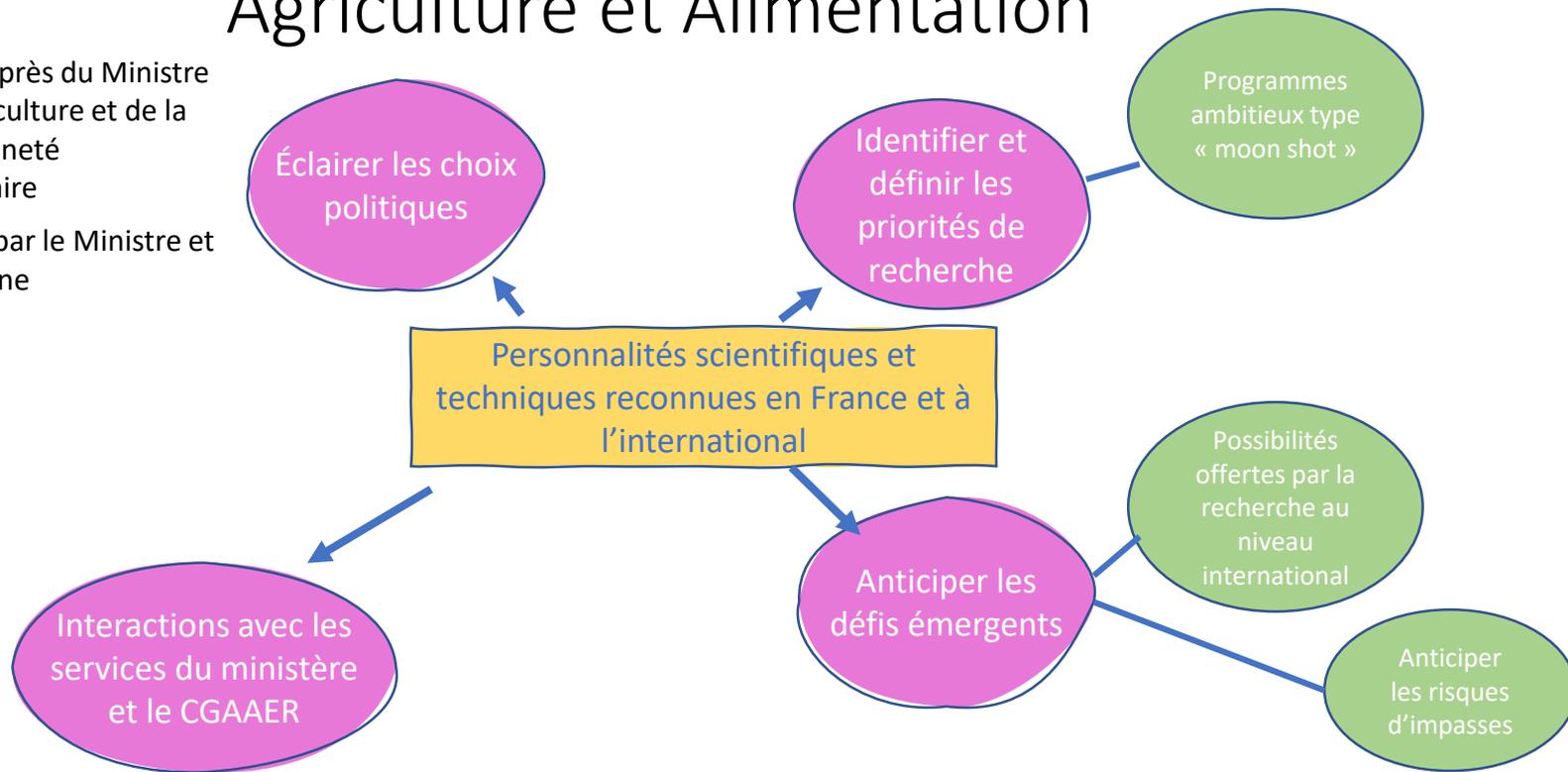
En lien avec la valorisation des données et des connaissances, poursuivre le développement conjoint d'outils d'aide à la décision qui constitueront une dotation aux jeunes agriculteurs



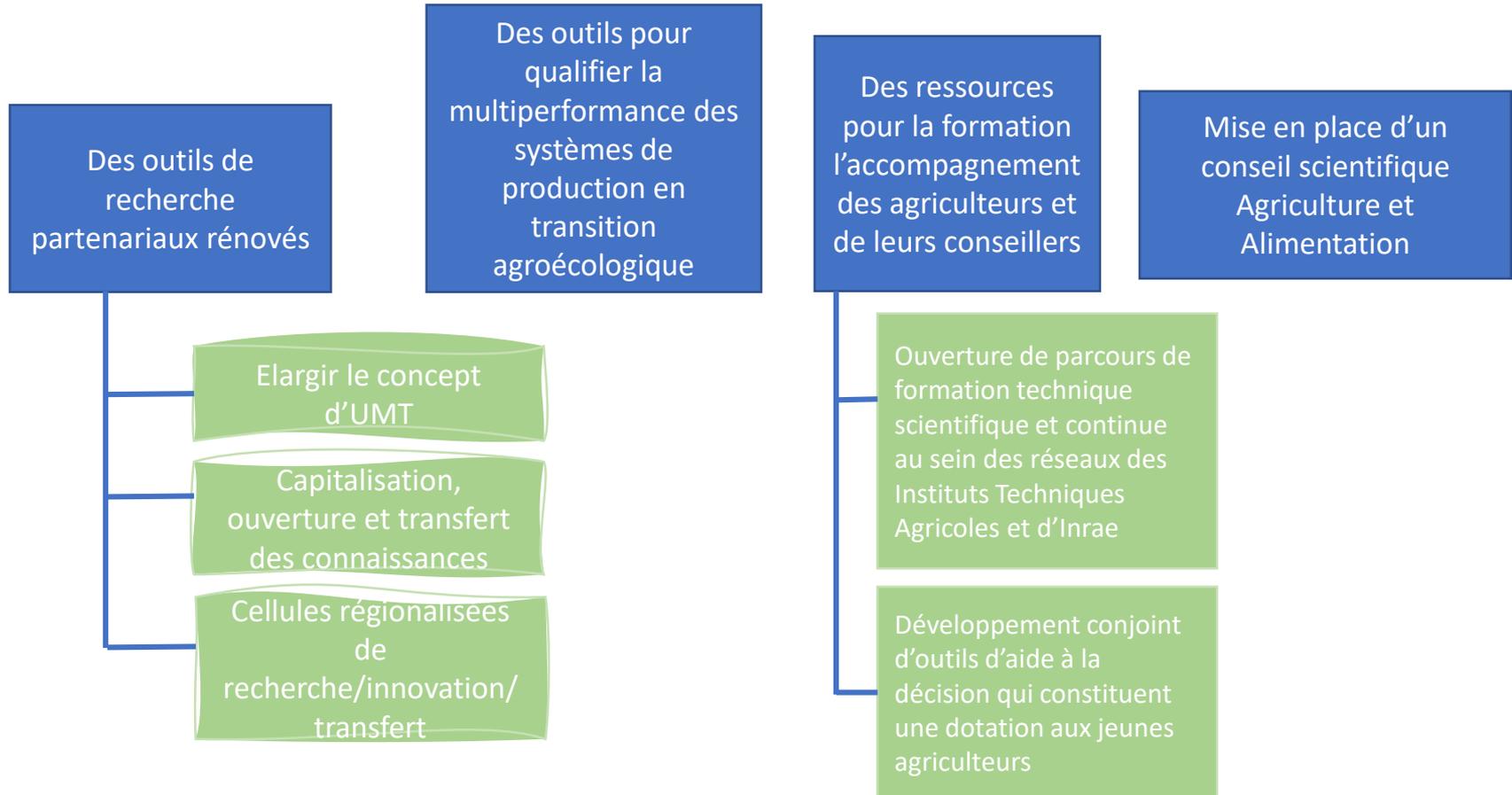
Mise en place d'un Conseil Scientifique Agriculture et Alimentation

Placé auprès du Ministre
de l'Agriculture et de la
Souveraineté
alimentaire

Saisines par le Ministre et
autosaisine



Des propositions selon quatre axes



Merci de votre attention

Vos questions ?

Ordre du jour de la réunion

- » Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- » Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- » Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- » Travaux en sous-groupes sur les leviers
- » Restitution des sous-groupes
- » Conclusion

Quels sont les leviers ?

Innovation, accompagnement des risques

- Développer des scénarios et modèles (échelles: territoire, exploitation, IAA)
- Revisiter sujets de R&D (amont et aval), meilleur continuum pour le transfert
- Développer de nouvelles techniques et nouveaux équipements, outils de diagnostic
- Accompagner la transition dans sa dimension humaine

Territoires / filières

- Accompagner les expérimentations
- Prendre en compte l'ancrage territorial et les dynamiques collectives
- Mobiliser les PAT

Investissements

- Prioriser les financements publics vers les systèmes durables (conditionnalité)
- Prise en compte des facteurs de production les plus sensibles (eau, protection et renouvellement des cultures,...)
- Attirer les financements privés, mobiliser le marché carbone

Lien entre production et aval

- Diversifier les revenus agricoles
- Lier la transition agricole et la transition alimentaire
- Accompagner les évolutions logistiques
- Mobiliser la restauration collective
- Mieux informer le consommateur

Politiques publiques, réglementation

- Une gouvernance rapprochant agriculture et société
- Revoir la fiscalité des aides au financement du matériel agricole
- Mobiliser les PSE en prenant en compte l'ensemble des enjeux
- Accélérer les AMM (biocontrôles, MAFOR)
- Décloisonner et mettre en cohérence les politiques publiques, y compris avec les pays tiers

Ordre du jour de la réunion

- » Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- » Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- » Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- » Travaux en sous-groupes sur les leviers
- » Restitution des sous-groupes
- » Conclusion



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICOLES

Répartition en TROIS SOUS-GROUPES

- »» Pendant la pause, les participants vont être répartis en 3 sous-groupes de manière aléatoire
- »» Chaque sous-groupe sera piloté par un des co-présidents assisté d'un référent
- »» A la fin de l'atelier, chaque participant devra cliquer sur « Je quitte l'atelier » pour retourner en plénière
- »» Chaque référent restituera en plénière

Travaux en sous-groupes



3 sous-groupes de tailles équivalentes
Tous les échanges se feront à l'oral



Pour chacun des « blocs » de leviers, identifier:

- Les précisions ou reformulations à apporter
- Les leviers complémentaires à faire figurer

Les blocs de leviers seront abordés dans des ordres différents au sein de chaque sous-groupe

Un référent restituera pour chacun des sous-groupes



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

PAUSE

Ordre du jour de la réunion

- » Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- » Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- » Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- » Travaux en sous-groupes sur les leviers
- » Restitution des sous-groupes
- » Conclusion

Restitution des sous-groupes



Leviers identifiés en réponse aux différents verrous

- **Sous-groupe 1** – rapporteur Marion Bardy
- **Sous-groupe 2** – rapporteur Sébastien Bouvatier
- **Sous-groupe 3** – rapporteur Pierre Dussort



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



PACTE »» LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : 3^{ème} réunion du GT3 - 24 mars 2023
Contributions des sous-groupes

Quels sont les leviers ?

Innovation, accompagnement des risques

- Développer des scénarios, modèles, diagnostics à différentes échelles
- Revisiter sujets de R&D (amont et aval), développer de nouvelles techniques et nouveaux équipements
- Améliorer le continuum pour le transfert
- Accompagner la transition dans sa dimension humaine
- Accompagner la prise de risques et l'expérimentation

Territoires / filières

- Accompagner les expérimentations
- Prendre en compte l'ancrage territorial et les dynamiques collectives
- Mobiliser les PAT
- Mobiliser les filières de l'ensemble de la bioéconomie sur l'ensemble des territoires

Investissements

- Prioriser les financements publics vers les systèmes durables (conditionnalité)
- Prise en compte des facteurs de production les plus sensibles (eau, protection et renouvellement des cultures,...)
- Attirer les financements privés, mobiliser le marché carbone

Lien entre production et aval

- Diversifier les revenus agricoles
- Lier la transition agricole et la transition alimentaire
- Accompagner les évolutions logistiques
- Mobiliser la restauration collective
- Mieux informer le consommateur

Politiques publiques, réglementation

- Une gouvernance rapprochant agriculture et société
- Revoir la fiscalité et les aides au financement du matériel agricole mais pas seulement
- Mobiliser les PSE en prenant en compte l'ensemble des enjeux
- Accélérer les AMM (biocontrôles, MAFOR) et autres techniques innovantes qui nécessitent reconnaissance réglementaire
- Décloisonner et mettre en cohérence les politiques publiques, y compris avec les pays tiers

Innovation, accompagnement des risques

- Développer des scénarios, des modèles et des outils de diagnostic à différentes échelles (exploitation, IAA, territoire, national, UE, ...)

- En complément des scénarios et modèles très globaux faits pour des décideurs à une échelle large, développer des scénarios, des outils de diagnostic et de gestion des risques pour les agriculteurs et à l'échelle du territoire, prenant en compte l'environnement économique et climatique des exploitations, les risques sanitaires existants et émergents, etc.
- Les outils d'aide à la décision doivent à la fois appuyer les installations et les transitions des exploitations existantes. L'objectif est notamment de pouvoir répondre à la question « est-ce que l'installation / la transition projetée sera résiliente au climat de demain? », d'encourager les installations / transitions qui minimisent les risques, de renforcer l'autonomie des exploitations
- Renforcer l'approche système
- Prendre en compte les innovations technologiques mais aussi sociales
- Prendre en compte la dimension économique des transitions
- Décliner des scénarios de transition, notamment pour l'élevage
- Identifier les freins au déploiement large des scénarios à partir des nombreuses solutions d'ores et déjà disponibles
- Développer l'accès et l'interopérabilité des données d'intérêt général
- Améliorer les dispositifs d'anticipation des risques

Innovation, accompagnement des risques

- Revisiter sujets de R&D, notamment dans une perspective amont – aval
- Développer de nouvelles techniques et nouveaux équipements

- Aller des problématiques de gestion « amont » des risques climatiques, sanitaires, etc. jusqu'aux problématiques de gestion « avale » des risques pour la transformation, la consommation, la gestion des stocks et des pénuries
- Sortir de la logique d'appel à projets pour les lycées agricoles : chaque établissement doit bénéficier d'un fonds d'innovation
- Ne pas mettre la focale uniquement sur l'innovation technologique mais aussi sociale
- Développer des innovations en lien avec la consommation alimentaire
- Renforcer la place du bottom-up et des savoirs de terrain
- Mettre en place auprès du Ministre un « Conseil de design » axé sur le passage à l'échelle et qui intègre l'innovation et l'entrepreneuriat privé.

Innovation, accompagnement des risques

- Améliorer le continuum pour le transfert et la mise en place de dynamiques collectives

- Penser et permettre la diffusion des innovations pour qu'elles touchent l'ensemble des cibles
- Mettre en place des actions de formation des conseillers, accorder de l'importance non seulement au transfert, mais aussi à l'animation
- S'appuyer sur des structures et réseaux de conseil déjà existants pour planifier et organiser la transition des exploitations / filières / territoires
- Compléter le continuum recherche/développement existant avec de nouveaux acteurs « apporteurs de solutions » comme ceux du secteur privé.
- Redonner une vocation pédagogique et de développement aux exploitations et ateliers technologiques des établissements d'enseignement agricole publics (trop centrés sur production/économie).
- S'intéresser aux liens entre conseillers et agriculteurs dans les pays étrangers, notamment du Sud
- Faire évoluer fortement les modalités de financement du conseil, trop lié à la vente d'intrants
- Financer un conseil systématique
- Favoriser l'accompagnement en collectif
- Faire confiance aux agriculteurs

Innovation, accompagnement des risques

- Accompagner la transition dans sa dimension humaine

- Reconnaître la dimension humaine comme l'un des piliers fondamentaux des transitions
- Ne pas mettre la focale uniquement sur l'innovation technologique mais aussi sociale
- Soutenir les dynamiques collectives
- Dialoguer dans les branches professionnelles sur les compétences pour les transitions et prévoir les dispositifs nécessaires.
Tirer les enseignements de l'étude prospective pour la branche agricole et faire la même chose pour l'agroalimentaire

Innovation, accompagnement des risques

- Accompagner la prise de risques et l'expérimentation [*levier supplémentaire*]

- Penser l'accompagnement des risques de l'amont (production) à l'aval (transformation, consommation, gestion des stocks et des pénuries)
- Sécuriser l'expérimentation et la prise de risques par les agriculteurs, mise en place d'un système de « droit à l'essai » sur les exploitations, accompagné y compris financièrement
- Accompagner la prise de risques induite par un changement de système d'un point de vue économique (risque annuel)
- Accompagner la diversification des activités permettant de minimiser les risques (moyen / long terme)

Investissements

– Prioriser les financements publics vers les systèmes durables (conditionnalité)

- Nécessité d'assurer les investissements: garantie/assurance des prêts ou des investissements en fonds propres
- Cibler les financements publics sur les investissements axés vers les transitions, la sobriété des systèmes, l'autonomisation des exploitations, le maintien des systèmes vertueux
- Calibrer les aides de manière à éviter le surinvestissement, limiter le risque d'« actifs échoués » et les freins à la transmission
- Mettre les bonus aux investissements collectifs et limiter investissements spécifiques
- Réfléchir les investissements en lien avec les systèmes
- Associer investissement et formation (réglage, etc.)
- Intégrer le coût de l'échec pour appréhender l'innovation de rupture
- Favoriser l'accès aux technologies de lecture de génome

Investissements

– Prise en compte des facteurs de production les plus sensibles (eau, protection et renouvellement des cultures,...)

- **Cf. bloc « Territoires / filières »** : Prendre en compte l'ancrage territorial et les dynamiques collectives
 - Intégrer à cet axe les problématiques de gestion territoriale usage de l'eau / ré-usage de l'eau »
- **Cf. Bloc « Politiques publiques, réglementation »** : une gouvernance rapprochant agriculture et société
 - « Gouvernance de l'accès à l'eau pas assez en faveur de la transition agro-écologique »

Investissements

- Attirer les financements privés
- Mobiliser le marché carbone

- Se doter au niveau national de 5 grands fonds d'investissement
- Transformer les sites de production industrielle dans une logique filière
- Question de la rentabilité des investissements privés

- Ne pas valoriser que le carbone amont, mais aussi l'aval sur la durée de vie des matériaux dans une logique de rémunération
- Sur le marché carbone, permettre une prise en compte des efforts antérieurs
- Le marché carbone peut être un levier puissant mais il ne doit pas occulter les autres enjeux systémiques (ex. biodiversité)

Territoires / filières

Accompagner les expérimentations

- Lister les outils de financement disponibles dans les territoires pour permettre la massification des expérimentations, dans un contexte de gestion des risques
- Porter une attention particulière aux initiatives de multi-guichets collectivités / Etat
- Connecter les pôles d'expérimentation au niveau des territoires (lycées agricoles/chambres d'agricultures / ...)

Territoires / filières

Prendre en compte l'ancrage territorial et les dynamiques collectives

- Considérer l'importance du travail au niveau régional et de l'approche bottom-up, en fonction des spécificités régionales
- Développer les essais collectifs dans les régions, et autoriser les échecs
- Adapter les échelles des solutions à celles des problèmes, en termes d'espace et de temps (e.g. viti)
- Utiliser l'échelle territoriale pour la construction de scénarios prospectifs
- Penser la planification à l'échelle régionale
- Veiller à inclure la dimension groupe / GIEE, dans la dynamique territoriale
- Intégrer à cet axe les problématiques de gestion territoriale usage de l'eau / ré-usage de l'eau

Territoires / filières

Mobiliser les PAT, veiller à leur dimension territoriale suffisante

- Mobiliser les PAT pour engager la déspecialisation des territoires
- Inscrire la dimension « agroécologie » / « environnement » dans les lignes directrices des PAT
- Rappeler la possibilité pour les PETR des porter des PAT
- Assurer la pérennisation des financements des PAT
- Encourager l'implication des MIN aux Pat
- Systématiser la participation des établissements d'enseignement
- En lien avec l'observatoire national des PAT (OnPAT), évaluer l'impact des projets

Territoires / filières

Mobiliser les filières de l'ensemble de la bioéconomie au sein des territoires

- Intégrer la dimension de structuration de filières, existantes et ou à développer, à la dynamique territoriale
- Développer au niveau territorial la création de valeur ajoutée par la transformation
- Croiser les bassins de production/transformation/consommation
- Optimiser l'organisation territoriale de la logistique, de la collecte, du stockage
- Assurer la récupération et la gestion des déchets alimentaires au niveau territorial, dans une logique de bouclage des cycles
- Adosser évolution des productions et évolution des filières (capacité de transformation)
- Mettre en place des quotas par filière à l'échelle régionale/territoriale dans un contexte de déspecialisation des territoires
- Penser l'équilibre territorial de l'élevage
- Revitaliser le dialogue territorial au sein par exemple de comité stratégique filière alimentaire, qui intégreraient les aspects de « nutrition / santé »
- Développer des filières de valorisation des ressources « haies » et conserver / reconstituer les haies existantes
- Prendre en compte la partie non-alimentaire de la bioéconomie, et les besoins de R&D liés
- Combiner les politiques publiques (ex. agriculture / isolation thermique)
- Réfléchir avec les industriels la gestion de la prise de risque à réfléchir et faciliter les dispositifs – *cf. Blocs politiques publiques et risques*

Lien entre production et aval

Diversifier les revenus agricoles

- Valoriser et accompagner les démarches qui permettent la juste rémunération des producteurs (circuits courts, commerce équitable...) e.g. via bonification de la DJA par exemple ou le parcours d'installation
- Rappeler que le premier revenu doit être alimentaire et lié aux prix, en lien avec la question de la distorsion de la concurrence
- Intégrer les externalités négatives aux prix
- Faire évoluer la contractualisation en fonction des marchés
- Assurer le partage de la valeur sur les crédits carbone
- Veiller à assurer les équilibres entre les revenus dans un objectif d'autonomie de l'agriculteur
- Evaluer et prendre en compte le risque lié à des solutions de diversification des revenus basées sur la production d'énergie (rentes qui pourraient conduire à des impasses)
- Intégrer une réflexion sur la « chaîne de valeur alimentaire » sous forme études d'impact qui évaluerait les conséquences du Changement climatique sur l'ensemble de la chaîne pour limiter l'impact des couts de production / inflation conso

Lien entre production et aval

Lier la transition agricole et la transition alimentaire

- Traiter la question de l'évolution de la consommation vers un rééquilibrage protéines animales / végétales
- Rappeler que la rémunération des agriculteurs est un préalable aux transitions
- Mobiliser l'épargne des français (e.g. livret A) à destination de l'agriculture pour permettre aux agriculteurs d'investir dans la transitions agricole et alimentaire
- Développer des outils de pilotage amont et aval pour assurer le revenu agricole dans la transition et mesurer la performance de la transition pour convaincre et massifier
- Intégrer la dimension « bioéconomie » à ces transitions agricoles et alimentaires
- Intégrer les filières dans la réflexion : besoin de faire évoluer les filières également, pas seulement les circuits courts
- Cibler les dispositifs d'aide alimentaire pour l'achat de produits issus de la transition agro-écologique
- Encourager les transitions qui minimisent les risques

Lien entre production et aval

Accompagner les évolutions logistiques

- Intégrer les déchets et les emballages à l'accompagnement des évolutions logistiques, dans un contexte d'organisation des filières
- Considérer dans ces accompagnements le risque de conduire à l'agrandissement et à la spécialisation des exploitations agricoles

Lien entre production et aval

Mobiliser la restauration collective (attention sur limitation de la capacité à payer)

- Revoir le code des marchés publics pour assurer l'approvisionnement en produits locaux de qualité

Lien entre production et aval

Mieux informer le consommateur

- Faciliter l'accès et la disponibilité des données afin d'assurer une meilleure traçabilité pour mieux informer les consommateurs
- Elaborer une grande politique publique d'éducation et d'information sur ces enjeux santé humaine, santé environnementale et santé animale dans l'esprit « une seule santé »

Politiques publiques, réglementation

- Une gouvernance rapprochant agriculture et société

- Besoin d'un message clair sur le fait que la transition écologique est une nécessité pour les exploitations
- Gouvernance agriculture/société : pas seulement le rôle du MASA mais aussi associer le MTECT, le Ministère de la Santé et la société civile (les associations environnementales et de consommateurs doivent être présentes dans les commissions professionnelles consultatives)
- Gouvernance intra-MASA : cloisons entre services à lever, par exemple entre DGER et DGAL sur le thème alimentation et éducation à l'alimentation
- Besoin de gérer les concurrences entre les productions nourricière et énergétique
- Gouvernance de l'accès au foncier (SAFER, SDREA) et à l'eau pas assez en faveur de la transition agro-écologique
- Besoin d'identifier une autorité organisatrice de l'alimentation durable (pour aller au-delà des PAT actuels) ?
- Gouvernance des données de l'agriculture : important de faciliter l'accessibilité à ces données et aspect de souveraineté pour la protection de ces données.
- Etat exemplaire : repenser le cadre de la commande publique (notamment dans le cadre des PAT et de la restauration scolaire) / dérogation pour les denrées agricoles

Politiques publiques, réglementation

- Revoir la fiscalité et les aides au financement du matériel agricole, mais pas seulement

- Cibler davantage les moyens disponibles (PAC, plan de relance, aides à l'investissement, fiscalité) vers la transition
- Aides d'urgence des agriculteurs : à maintenir mais à accorder en contrepartie d'actions d'adaptation à long terme
- Cesser les financements « néfastes »

- Aides au financement : pas seulement au matériel agricole, mais également aux transitions des sites d'exploitation y compris la transformation sur toute la chaîne de valeur / Accompagnement à la structuration des filières
- Valorisation de l'économie du partage, du recyclage et de l'usage vs. détention
- Favoriser l'investissement collectif (via fonds européen par ex)
- Tout ne passe pas par l'investissement technique : supprimer les niches fiscales incitant au surinvestissement

- Mobiliser la fiscalité pour faciliter la formation continue pour agriculteurs (libération du temps)
- Développer une fiscalité sur la consommation durable (ex. produits bio)
- Faire évoluer la fiscalité ou les financements pour permettre l'accès aux conseils

- Aides : avoir une dimension pluriannuelle

Politiques publiques, réglementation

- Mobiliser les PSE en prenant en compte l'ensemble des enjeux

- Mettre en avant la problématique de biens communs dans la définition des politiques publiques
- Cohérence des politiques publiques : Donner toute leur place à des outils de type PSE dans les aides de la PAC car il s'agit d'outils intéressants pour la transition s'ils sont bien encadrés, systémiques et couplés à de bons indicateurs.
- Valoriser les crédits carbone en agriculture afin d'inciter à l'action climatique et et les étendre jusqu'à l'aval
- Développer des actions spécifiques en zones sensibles, comme le bio en zone de captage et Natura 2000
- Accompagnement des transitions des agriculteurs: aide forfaitaire, notamment sur transitions collectives (transition peut s'apparenter à nouvelle installation)
- Financement de l'animation de collectifs

Politiques publiques, réglementation

- Accélérer les AMM (biocontrôles, MAFOR) et autres techniques innovantes qui nécessitent reconnaissance réglementaire

- Déposer des dossiers d'AMM recevables : adaptation des procédures/formulaires d'homologation à ces produits innovants. Obligation parfois de passer par l'étranger (UE) avant de revenir en France pour l'instant.
- Sélection variétale : évolution nécessaire des systèmes d'évaluation afin de prendre en compte transition (mélange variétés/cultures)
- Génétique animale : accès à monte publique des animaux croisés pour les ruminants (adaptation au changement climatique)
- Maintien d'une interdiction sur nouvelles méthodes génétiques d'obtention de semences – points de divergence sur la formulation. Question de la propriété intellectuelle attachée

Politiques publiques, réglementation

- Décloisonner et mettre en cohérence les politiques publiques, y compris avec les pays tiers (1/2)

- Besoin d'une approche globale incluant les citoyens/consommateurs : grande politique publique d'éducation et d'information sur ces enjeux santé humaine, santé environnementale et santé animale > one health
- Besoin d'articulation des politiques sur l'agriculture et l'alimentation, dont la production et consommation de viande
- Mobiliser les politiques publiques pour agir sur la consommation/les régimes alimentaires : promotion des produits issus de l'agroécologie / besoin d'information des consommateurs et de clarification des allégations / lutte contre la précarité alimentaire /sécurité sociale de l'alimentation
- Mise en cohérence des politiques d'installation/transmission avec les politiques de transition agroécologique et de développement de l'AB
- Installation/transmission = moment clé pour la transition : besoin de diagnostic pour définir des modèles d'installation favorables à la transition

Politiques publiques, réglementation

- Décloisonner et mettre en cohérence les politiques publiques, y compris avec les pays tiers (2/2)

- Lever les contradictions entre les différentes réglementations qui complexifient les choses, rendre les normes / réglementations plus efficaces
- Mise en cohérence : Pas d'interdictions sans alternatives / réciprocité des normes
- Éviter la sur-transposition, dans les cas où cela est possible (hors textes d'application directe)
- Appliquer les règles décidées : exemple de certaines règles de la conditionnalité PAC qui font l'objet de dérogations trop fréquentes
- Passer au 0 disparition nette de haies: appliquer la réglementation
- Clauses miroirs dans les accords de libre échange et fin des découpages entre parties intérimaires et parties mixtes
- politique publique de l'export : comment redynamiser certaines filières qui pourraient redevenir exportatrices?

Ordre du jour de la réunion

- » Restitution de la réunion du sous-groupe Elevage du 17 mars
- » Réflexions INRAE-ACTA sur les leviers permettant de répondre au verrou « Innovation »
- » Restitution des contributions sur les leviers
- PAUSE -
- » Travaux en sous-groupes sur les leviers
- » Restitution des sous-groupes
- » Conclusion

Conclusion et suites du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril journée en présentiel uniquement : partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



Contribution écrite



Contribution écrite



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : 4^{ème} réunion du GT3 – 28 avril 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

Transitions
Trajectoires
Accompagnement



*Horizon
commun
2040*

Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires



Verrous
Leviers
Éléments de rupture

Calendrier des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements



Contribution écrite

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale, interactions avec GT1 et GT2



Contribution écrite

17 mai après-midi: élaboration des propositions

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

GT3 national - 28/04/2023

Retour sur les débats régionaux du GT 3

**Eric Collin – Chef projet PLOA pour
CDAFrance**



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avertissement : des retours en cours de finalisation donc une synthèse « à date » qui devra être affinée

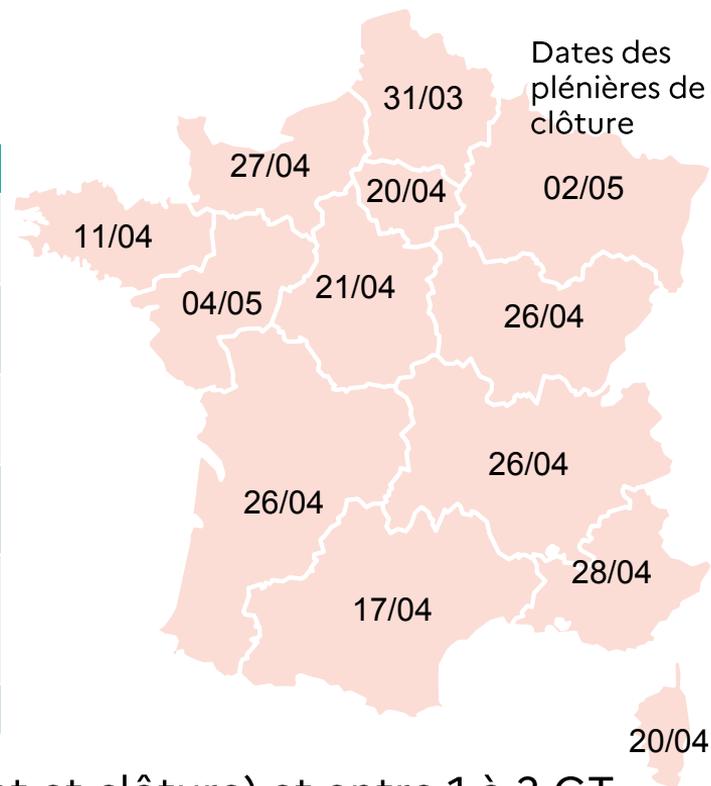
- 13 régions sur 13 ont remonté les propositions soumises ou validées à leur plénière de clôture mais 3 régions ont encore leur clôture après le 26 avril
 - Des propositions reclassées selon une nomenclature type
 - Des verbatims les plus représentatifs des 13 régions
 - Une mesure de la récurrence des propositions validées par les plénières
 - Un rapport national final et détaillé est prévu pour fin mai
 - 13 rapports régionaux sur les débats en région sont en cours de rédaction
-



Des réunions thématiques organisées dans chaque région

**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

Région	GT3	Région	GT3
AURA	06/03 14/04	IDF	07/03 03/04
BFC	14/03 07/04	Normandie	22/02 12/04
Bretagne	07/03 28/03	NA	13/03 06/04
CVL	04/04	Occitanie	15/02 05/04
Corse	07/03 05/04	PDL	02/02 02/03 30/03
Grand Est	13/03 24/04	PACA	24/03
HDF	22/03		



Chaque région a organisé 2 plénières (lancement et clôture) et entre 1 à 3 GT.



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Calendrier des restitutions des débats régionaux lors des GT nationaux

- GT 3 : 28/04
 - GT 1 : 04/05
 - GT 2 : 11/05
 - Réunion de fin de concertation pour la présentation transversale des débats régionaux
-



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Débats régionaux : les tendances pour le GT3

- Des débats et des propositions plutôt sur le moyen terme
 - Plutôt des entrées par sujets (préoccupations et freins)
 - Plutôt des transformations que des ruptures
 - Des leviers et propositions avec des rédactions différentes selon les régions qui nécessitent une synthèse pour aboutir à une rédaction unique
 - Classement des propositions entre orientation loi et PACTE pas disponible dans la synthèse présentée mais pris en compte dans les rapports régionaux
-

GT3 - retours des régions - sujets thématiques (1/2)

Gestion de l'eau	Energie et carbone	Elevage	Filières et alimentation	Pratiques agronomiques	Foncier
<p>Stockage Réglementation Priorités usage Gestion quantitative Equipements Pratiques agronomiques Sur-inondation Qualité</p>	<p>Méthanisation/biomasse Energies renouvelables Décarbonation / stockage Autoconsommation Photovoltaïque Marché carbone Bâtiments</p>	<p>Sanitaire Territoire et maintien Fourrages Agroéquipements Bâtiments Abreuvement Législatif ICPE Pastoralisme</p>	<p>Soutien filières Approvisionnement local Diversification Relocalisation PAT Clauses miroirs UE Agritourisme</p>	<p>Sols (techniques, séquestration carbone, usage des sols) Intrants (nitrates, phytos) Paysages</p>	<p>Préservation Usage foncier Accessibilité</p>
<p>Stockage - ex : étudier les alternatives au prélèvement en nappe (IDF) Pratiques - ex : améliorer l'infiltration pour favoriser la recharge de la nappe (HDF) Pratiques - ex : faciliter les projets de REUT (PDL) Gestion quantitative - ex : développer un plan ambitieux de R&D et d'accompagnement des exploitations face au dérèglement climatique et à la raréfaction de la ressource en eau (BZH) Sur-inondation - ex : mise en place de systèmes indemnitaires ou compensatoires en cas de sur-inondations (IDF) Stockage - ex : utilisation des ressources alternatives (drainage, ruissellement, réutilisation d'eaux usées...)(CVL)</p>	<p>Autoconsommation - ex : encourager l'autoconsommation de biocarburant et d'énergie sur l'exploitation (HDF) Marché carbone - ex : rendre le marché plus incitatif pour les exploitants (rémunération > à 100 €/Teq CO2, pour la prise de risque et les bonnes pratiques déjà engagées) (HDF) Energies renouvelables - ex : encadrer le développement de la méthanisation, de l'agrivoltaïsme et du bois-énergie - instaurer un seuil de production d'énergie par exploitation - démarches territorialisées (Occ) Bâtiments - ex : prise en charge des études de faisabilité de production d'énergie solaire pour tous les bâtiments agricoles (CVL)</p>	<p>Bâtiments - ex : améliorer les parcs de bâtiments et d'équipements pour permettre une meilleure maîtrise des charges et des impacts de la production agricole - performance énergétique, production d'énergies renouvelables, baisse des coûts alimentaires, réduction de l'usage des intrants (BZH) Sanitaire - ex : améliorer la gestion sanitaire et la prévention des maladies en élevage, face à l'enjeu des maladies émergentes notamment (CVL) Sanitaire - ex : éviter au maximum la propagation rapide des épizooties, maladies des végétaux, plantes invasives (PDL) Abreuvement - ex : sécuriser l'eau d'abreuvement des animaux d'élevage (Occ)</p>	<p>Clauses miroirs - ex : appliquer les clauses miroirs pour lutter contre l'importation de produits alimentaires ne répondant pas aux normes françaises (HDF) Diversification - ex : investir dans les filières de diversification (Occ) Relocalisation - ex : re territorialiser la production, la transformation et la commercialisation de l'alimentation (BFC) PAT - ex : maintenir le soutien des Projets Alimentaires Territoriaux de la conception à la mise en œuvre (Corse) Structuration - ex : conforter le maillage régional d'outils de transformation et/ou de conditionnement pour structurer des filières de diversification durables (IDF)</p>	<p>Sols - ex : développer les techniques de l'agriculture de conservation des sols et les pratiques favorables aux infrastructures agroécologiques : couverture du sol, diversification des assolements et rotations longues, réduction du travail du sol (Occ) Séquestration C - ex : cartographier le potentiel de séquestration de carbone du sol sur le territoire (BFC) Paysages - ex : engager des réflexions d'organisation paysagères et des IAE à l'échelle de territoires (PDL) Nitrates - ex : construire un plan d'autonomie en azote de la Bretagne (BZH) Nitrates - ex : favoriser l'économie circulaire au niveau des intrants azotés organiques (PACA)</p>	<p>Préservation - ex : réduire de moitié la consommation d'espace dès aujourd'hui (IDF) Usage - ex : mettre en place un cadre législatif, réglementaire et expérimental régional volontaire pour faire de l'orientation du foncier un levier de réussite du renouvellement des générations et des transitions climatiques et énergétiques (BZH) Préservation - ex : préserver et mettre en valeur le foncier agricole afin de contribuer à l'objectif de souveraineté alimentaire (PACA)</p>

GT3 - retours des régions - sujets thématiques (2/2)

Gestion de l'eau	Energie et carbone	Elevage	Filières	Pratiques agronomiques	Foncier
<p>Stockage Réglementation Priorités usage Gestion quantitative Equipements Pratiques agronomiques Sur-inondation Qualité</p>	<p>Méthanisation/biomasse Energies renouvelables Décarbonation / stockage Autoconsommation Photovoltaïque Marché carbone Bâtiments</p>	<p>Sanitaire Territoire et maintien Fourrages Agroéquipements Bâtiments Abreuvement Législatif ICPE Pastoralisme</p>	<p>Soutien filières Approvisionnement local Diversification Relocalisation PAT Clauses miroirs UE Agritourisme</p>	<p>Sols (techniques, séquestration carbone, usage des sols) Intrants (nitrates, phytos) Paysages</p>	<p>Préservation Usage foncier Accessibilité</p>
<p>Priorités / partage - ex : Partage de l'eau et priorisation des usages (AURA)</p>	<p>Photovoltaïque - ex : faciliter les projets et valoriser les toitures en priorisant le photovoltaïque sur toitures et en réinscrivant le désamiantage des bâtiments agricoles par le photovoltaïque dans la LOA pour la prise en compte des coûts de rénovation (BZH) Stockage C - ex : valoriser les systèmes déjà vertueux en intégrant le stockage du carbone existant dans le référentiel du Label Bas Carbone (Occ) Accompagnement - ex: introduire le pilotage de l'énergie dans l'accompagnement des phases de transmission et d'installation et anticiper le devenir des installations de production EnR au moment de la transmission (BZH)</p>	<p>Maintien - ex : promouvoir la diversité des services écosystémiques rendus par l'élevage à l'herbe pour le territoire et la société et faire prendre conscience de la valeur du capital naturel et patrimonial des surfaces prairiales (notamment via la communication) (AURA) Pastoralisme - ex : inscrire le pastoralisme et l'agroforesterie comme levier de lutte contre le réchauffement climatique (Corse)</p>	<p>Agritourisme - ex : développer l'activité agritouristique et permettre la construction/rénovation de bâti dédié à l'activité (Corse)</p>	<p>Sols - ex : construire et fournir les clés et les outils aux agriculteurs et les aider à « se donner les moyens » : (i) d'éviter ou limiter les détériorations du sol ; (ii) de régénérer la fertilité détériorée ; (iii) d'améliorer l'effet « tampon » du sol lorsque cela est possible ; (iv) de valoriser le rôle du sol dans l'environnement (PACA)</p>	

GT3 - retours des régions - démarches transversales (1/2)

IRD	Accompagnement à la transition climatique	Politiques publiques - réglementation	Politiques publiques - mesures d'appui	Territorialisation
Programmes R&D / expé Identification besoins Transfert et diffusion Références Accompagnement/ formation Conseil Innovation	Accompagnement individuel Accompagnement collectif Financements	Décloisonnement / simplification / cohérence Simplification projets/aides Accompagnement prise de risques	PSE MAEC Aides investissements Mesures de transition Programmes recherche	Approche collective Logique de territorialisation (eau, climat, élevage)

Transfert - ex : intégrer systématiquement une ligne de financement dédiée à la capitalisation/vulgarisation/dif fusion massive des résultats (HDF)

R&D - ex : fournir des solutions pour faire face au changement climatique et intégrer les enjeux de la transition agroécologique (phyto, fertilisation, sanitaire, biodiversité...) (Corse)

R&D - ex : analyser scientifiquement, techniquement et économiquement les trajectoires de transformation en mobilisant l'ensemble des acteurs de la R&D (IDF)

Accompagnement - ex : formation obligatoire des agriculteurs à la connaissance des besoins des cultures et à la gestion de l'eau (Corse)

Accompagnement collectif - ex : accompagner les groupes d'agriculteurs sur l'adaptation et l'atténuation du changement climatique (CVL)

Accompagnement - ex : déployer un diagnostic global de l'exploitation sur les volets économique, sanitaire, social, énergétique, changement climatique, etc... (PACA)

Financements - chèque conseil « transitions » - ex : accès à des conseillers spécialisés dans l'accompagnement des transitions et prise en charge par des financements publics d'une partie du coût de ce conseil (Occ)

Financements - ex : financer une partie du conseil sur l'adaptation au changement climatique pour permettre une plus grande adhésion des agriculteurs (AURA)

Simplification - ex : simplifier et améliorer la lisibilité des procédures administratives (argumentation, justificatifs techniques, délais de mise en œuvre) (PACA)

Simplification - ex : conférer aux ouvrages de stockage de l'eau un caractère d'intérêt général majeur et qu'ils répondent à une raison impérieuse d'intérêt public majeur au sens de l'article L 411 2 du code de l'environnement (Occ)

Simplification - ex : adapter les textes « en temps réel » en fonction des évolutions techniques & climatiques et selon les territoires et altitudes (AURA)

Simplification - ex : simplifier les procédures administratives des projets des agriculteurs en faveur de la transition écologique (BZH)

MAEC - ex : déployer un dispositif de type MAEC Forfaitaire «Transition climatique » (Corse)

PSE - ex : disposer d'une gamme de paiements pour services écosystémiques adaptée aux priorités régionales (IDF)

PSE - ex : favoriser les PSE sur des pratiques liées à un label « pratiques environnementales » (Normandie)

Mesure de transition - ex : reprendre le travail initié dans le cadre de la mesure de transition spécifique HDF et le porter au Plan Stratégique National pour accompagner la transition des agriculteurs dans le plan agroécologie régional (HDF)

Eau et territoire - ex : renforcer la place de l'agriculture dans les démarches territoriales dont le PTGE (BFC)

Modélisation - ex : développer des outils d'aide à la décision pour les agriculteurs, développer des méthodes d'ingénierie collective pour aboutir à une vision d'avenir claire à l'échelle des territoires en rapprochant producteurs (de matières premières végétales ou animales),

transformateurs, distributeurs et consommateurs au sein d'un même territoire. (PACA)

Diagnostics de territoire - ex : Rendre obligatoire un volet agricole normé dans le diagnostic de territoire (PACA)

IRD - ex : organiser un écosystème IRD en région (GE)

GT3 - retours des régions - démarches transversales (2/2)

IRD	Accompagnement à la transition climatique	Politiques publiques - réglementation	Politiques publiques - mesures d'appui	Territorialisation
Programmes R&D / expé Identification besoins Transfert et diffusion Références Accompagnement/ formation Conseil Innovation	Accompagnement individuel Accompagnement collectif Financements	Décloisonnement / simplification / cohérence Simplification projets/aides Accompagnement prise de risques	PSE MAEC Aides investissements Mesures de transition Programmes recherche	Approche collective Logique de territorialisation (eau, climat, élevage)
<p>Identification des besoins - ex : orienter et financer la recherche génétique animale et végétale pour adapter l'agriculture au changement climatique et réduire l'utilisation des intrants (CVL) R&D - ex : réenclencher à court terme la R&D puis à moyen terme, des solutions opérantes à 2030 (CVL) Diffusion - ex : Diffusion et portée à connaissance des résultats et des innovations dans les exploitations (pratiques de transition, outils robotiques, outils numériques) (PACA) IRD - ex : organiser un écosystème IRD en région (GE)</p>	<p>Accompagnement collectif - ex : soutien à la constitution de réseaux de collectifs pour les connecter entre eux et faciliter la dissémination et l'essaiage des solutions de transitions vers davantage d'agriculteurs (AURA)</p>	<p>Réglementation - sécurisation juridique des projets agricoles - ex : Renforcer la sécurité juridique des projets des agriculteurs pour favoriser l'investissement en faveur de la transition écologique (BZH)</p>	<p>MAEC - ex : augmenter l'enveloppe et la diversité des MAEC forfaitaires (élargir à la transition des systèmes) pour favoriser l'accessibilité de ces aides à un plus grand nombre d'agriculteurs. (AURA) Aides investissements - ex : Poursuivre les aides aux investissements (agroéquipements, rénovation du verger et plantations, décarbonation, modernisation et développement du parc de serres dans le secteur maraicher bâtiments d'exploitations, aléas climatiques, matériels innovants) (PACA)</p>	

Récurrence des propositions en région (au 25/4/2023)

Gestion de l'eau	Energie et carbone	Elevage	Filières	Pratiques agronomiques	Foncier
<p>Stockage : 9 régions Réglementation : 6 régions Priorités usage : 6 régions Gestion quantitative : 4 régions Equipements : 4 régions Pratiques agro : 3 régions Sur-inondation : 2 régions Qualité : 1 région</p>	<p>Méthanisation/biomasse : 6 régions Energies renouvelables : 6 régions Décarbonation / stockage : 4 régions Autoconsommation : 4 régions Photovoltaïque : 3 régions Marché carbone : 2 régions Bâtiments : 2 régions</p>	<p>Sanitaire : 4 régions Territoire et maintien : 3 régions Fourrages : 3 régions Agroéquipements : 3 régions Bâtiments : 2 régions Législatif ICPE : 1 région Pastoralisme : 1 région</p>	<p>Soutien filières : 6 régions Approvisionnement local : 3 régions Diversification : 4 régions Relocalisation : 3 régions PAT : 2 régions Clauses miroirs UE : 2 régions</p>	<p>Sols (techniques, séquestration carbone, usage des sols) : 7 régions Intrants (nitrates, phytos) : 6 régions Paysages : 1 région</p>	<p>Préservation : 5 régions Usage foncier : 3 régions Accessibilité : 2 régions</p>
IRD	Accompagnement à la transition climatique	Politiques publiques - réglementation	Politiques publiques - mesures d'appui	Territorialisation	
<p>Programmes R&D/ expé : 9 régions Identification besoins : 5 régions Transfert et diffusion : 5 régions Références : 5 régions Accompagnement : 4 régions Décloisonnement / conseil : 1 région Innovation : 1 région</p>	<p>Accompagnement : 10 régions Accompagnement collectif : 4 régions</p>	<p>Décloisonnement / simplification / cohérence : 5 régions Accès aux aides / simplification projets eau : 3 régions Accompagnement prise de risque : 2 régions</p>	<p>PSE : 6 régions MAEC : 4 régions Aides investissements : 1 région Renforcement moyens recherche et transfert</p>	<p>Approche collective Logique de territorialisation (eau, climat, élevage, IRD)</p>	

Synthèse débats en régions

Gestion de l'eau

Energie et carbone

Pratiques agronomiques

Elevage

Filières et alimentation

Territorialisation

IRD

Accompagnement à la transition climatique

Politiques publiques - réglementation

Politiques publiques - mesures d'appui

Synthèse groupe national

Territoires et filières

Production en lien aval

Innovation et accompagnement du risque

Politiques publiques - réglementation

Investissement

Enrichissements ?

Promotion pratiques agricoles, investissements matériels et immatériels d'anticipation et de transformation, infrastructure eau, gouvernance

IRD, transfert, plan transformation climat, diagnostics, accompagnement

Territorialisation sujets climat, IRD, élevage, eau

MAEC, PSE

Connexions entre la synthèse des débats en régions et la synthèse des GTs nationaux



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
**D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICOLES**

GT3 national - 28/04/2023

**Retour intermédiaire sur les débats en
outre-mer**

Concertations menées en Outre-mer

» Concertations conduites par les DAAF

» La Réunion, Mayotte, Martinique;
Guadeloupe, Guyane

» Conclusions spécifiques au GT3

» Synthèse des mesures proposées par les participants



La Réunion : 4 leviers d'action

-  Adaptation des cultures aux conditions climatiques évolutives: dérogation au catalogue des semences Fr/UE pour les DOM
-  Proposer un diagnostic de vulnérabilité des exploitations agricoles face aux changements climatiques
-  Faciliter l'homologation de produits phytopharmaceutiques sur les cultures tropicales et équatoriales
-  Accroître l'approvisionnement local en intrants et fertilisants

Mayotte: 2 sujets prioritaires, et 5 sujets identifiés par priorité (1/2)



Gestion de l'eau et disponibilité

Développer l'hydraulique individuelle par récupération pluviales (mobiliser et pérenniser les aides d'Etat comme le SA.39618).	1
Former / sensibiliser les agriculteurs à la gestion économe de la ressource en eau et à l'utilisation de technique permettant de limiter les besoins en eau.	2
Clarifier les règles existantes pour le prélèvement d'eau et le stockage et les adapter si nécessaire pour les rendre opérationnelles.	3
Faire émerger des collectifs d'agriculteurs en capacité de s'organiser pour gérer l'eau aux échelles adaptées aux ressources mobilisées.	4
Accompagner la rénovation des captages et réseaux d'hydrauliques agricoles existants.	5

Mayotte (2/2)



Recherche, Développement, Innovation

Rédiger un référentiel de solutions technico-économiques relatives aux productions traditionnelles locales, notamment les variétés endémique, validées par la profession et utilisables par les techniciens et les financeurs	1
Renforcer les organismes d'accompagnement pour la diffusion et la vulgarisation des résultats de recherche, notamment en innovant dans les outils de communication.	2
Valoriser les projets structurants ou démonstrateurs pour réaliser des projets pilotes, notamment en insistant sur la diffusion des savoir-faire. Les sites du département (station de recherche agronomique de Dembeni, centre d'application agro écologique de Mirereni) seront particulièrement mobilisés à cet effet.	3
Pour coordonner l'ensemble des acteurs et développer les partenariats, maintenir une animation du RITA et une animation du transfert de connaissance à un niveau suffisant.	4
Accompagner la mobilisation des ressources organiques locales (compost, fientes de volailles, ...) dans le processus de gestion de la fertilité pour faire émerger un modèle agricole adapté privilégiant les capacités productives des sols tout en cherchant à améliorer les rendements et les revenus des agriculteurs.	5

Martinique : 10 propositions d'action (1/2)

- » Subventionner davantage de structures d'accompagnement en ingénierie pour les agriculteurs afin de faciliter le recours aux aides agricoles et subventionner les diagnostics de vulnérabilité des exploitations
- » Eclaircir le cadre réglementaire pour la sélection variétale
- » Créer un fonds de garantie pour soutenir les agriculteurs dans la transition écologique
- » Soutenir les agriculteurs qui dépolluent leurs sols avec un fonds dépollution ou des aides en nature
- » Fixer des objectifs de linéaires de haies, ripisylve et autres corridors écologiques par région agricole

Martinique (2/2)

- Conditionner davantage les aides agricoles aux services éco-systémiques qu'ils rendent
- Aller vers un objectif monoculture à l'échelle de l'exploitation
- Créer des parcs agricoles régionaux avec une charte de résilience
- Inciter les collectivités et les particuliers à actionner les outils fonciers (préemption des terres, baux ruraux environnementaux, obligations réelles environnementales)
- Encadrer strictement, voire interdire, l'irrigation par aspersion, technique la plus sujette à l'évapotranspiration

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion

Présentation des travaux du GT2 « Installation – transmission »



Jean SALMON – Co-président du groupe de travail

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale - Groupe de travail n°1
Vendredi 28 avril 2023

Groupe de travail n°1 – Les co-présidents

Frédérique Alexandre-Bailly

Directrice générale de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep)

Anne-Lucie Wack

Directrice générale de l'Institut Agro

Nicolas Nouail

Directeur de NaturaPôle, établissement public d'enseignement agricole de Seine-Maritime

Assistés de deux référents :

Andreas Seiler, sous-directeur des politiques de formation et d'éducation à la DGER

Xavier Ory, chargé de mission au Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux

GT n°1 : Les grands enjeux



Favoriser la connaissance et l'attractivité des métiers et des formations pour l'agriculture et l'alimentation et d'adapter le contenu et l'organisation de ces formations aux nouvelles exigences sociales, environnementales et économiques.

Attractivité
Adaptation
Accompagnement



*Horizon
commun
2040*

Évolution de l'orientation

Évolution de la formation



Verrous
Leviers
Éléments de rupture

Enjeux et périmètre du groupe de travail n°1

- Comment promouvoir **tous les métiers de l'agriculture et de l'alimentation** auprès des différents publics cibles, en particulier les **jeunes** et les **actifs en reconversion** ?
- Comment s'adresser spécifiquement au public **non issu du milieu agricole** ?
- Comment capitaliser sur les bonnes pratiques d'information et d'orientation entre l'**éducation nationale** et l'**enseignement agricole** dans certaines régions ?
- Comment orienter vers les formations agricoles aux différents stades du cursus : choix des formations **au collège** et **au lycée**, choix des formations **en post-bac**, choix des formations **après une première vie professionnelle non agricole** ?
- Comment **adapter les diplômes et les programmes** pour s'adapter aux nouvelles exigences – sociales, économiques, environnementales – des activités agricoles, à la fois pour les futurs exploitants, salariés, conseillers ? et aux NIMA (dont les très diplômés) ?

Enjeux et périmètre du groupe de travail n°1 (suite)

- Comment mieux faire interagir les **enseignements techniques et supérieurs agricoles** ?
- Peut-on **faire interagir enseignement général et agricole** en favorisant la prise en compte du vivant et la prise en compte des acquis d'un parcours initial hors enseignement agricole pour **individualiser une formation** ?
- Comment mieux faire interagir les enseignements en **établissement** et en **entreprise** (ou en situation pratique) ?
- Comment promouvoir **le collectif, l'accompagnement à l'entrepreneuriat** et à **la diversification des exploitations** dans les projets professionnels, dès la formation initiale ?
- Comment promouvoir spécifiquement la **formation continue tout au long de la vie** auprès des chefs d'exploitation, des salariés agricoles, des acteurs du conseil ? Comment adapter les formats et les contenus de la formation continue pour une réelle montée en compétence (en distinction du conseil, plus ponctuel) ?

Organisation des séances du GT n°1



25 janvier : Diagnostic et objectifs.

10 février : Comment donner envie d'aller vers les métiers et les formations de l'agriculture et de l'alimentation ?

13 avril : Croisements avec GT2 et GT3. Synthèse des ateliers sur l'orientation et l'attractivité.

4 mai : Quelle formation aujourd'hui, quelle formation demain, pour l'agriculture et l'alimentation ?

24 mai : Partage des retours de la concertation régionale. Synthèse et conclusion.



Contribution écrite

Contribution écrite

Sujets relevant de la thématique « Adaptation et transition face au changement climatique »



L'attractivité des métiers de l'agriculture



Le contenu des programmes de formation



La formation TLV



Les compétences des centres de formation

Verrous relevant de la thématique « Adaptation et transition face au changement climatique »

-  La disponibilité des actifs pour se former aux transitions et aux adaptations face aux changements climatiques
-  La somme et la diversité de compétences à maîtriser pour les entreprises agricoles
-  La diversité des modèles et des solutions, la technicité des outils que ce soit de production ou d'analyse
-  Le manque de connaissance des métiers directs et connexes de la production agricole et de la transformation alimentaire

Sujets et propositions relevant de la thématique « Adaptation et transition face au changement climatique »

Sur le sujet de l'orientation et de l'attractivité

-  Pour renforcer l'attractivité des métiers et formations agricoles, besoin de mettre en avant le lien avec la transition : rôle possible tant pour les agriculteurs que pour les ingénieurs pour la transition écologique, l'alimentation durable, la qualité de l'alimentation...
-  Revoir les manuels scolaires de l'éducation nationale (surtout en sciences de la vie et de la terre) pour mieux valoriser les rôles de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de la forêt et les nécessaires transitions.
-  Renforcer les moyens pour la formation des actifs, et notamment donner des moyens aux chefs d'exploitation et dirigeants de se former davantage aux enjeux de transition (climat, écologie, numérique...).
-  Renforcer les moyens financiers des OPCO, en particulier pour les formations sur les enjeux de transition.

Sujets et propositions relevant de la thématique « Adaptation et transition face au changement climatique »

Sur le sujet du contenu des formations (à partir des contributions)

- **Besoin de renforcer certaines compétences « dures » dans la formation initiale et tout au long de la vie : agroécologie, adaptation au changement climatique, atténuation du changement climatique, gestion de l'eau et des ressources, numérique et robotique, ... par des approches pluridisciplinaires**
- **En corollaire, besoin de renforcer/appuyer les compétences des enseignants/formateurs sur ces sujets**
- **De nouvelles formations à proposer, à inventer : biosécurité, une seule santé, nouveaux types de productions (insectes, algues...), agriculture urbaine**
- **De nouveaux diplômes à imaginer Bac +3 ou Bachelor pour faire face à la complexité croissante des installations et du conseils**

Sujets et propositions relevant de la thématique « Adaptation et transition face au changement climatique »

Sur le sujet du contenu des formations (à partir des contributions)

-  **Nécessité de renforcer les expérimentations et innovations sur les exploitations agricoles (dont celles des lycées) et les rendre visibles et utilisables comme supports de formation/information**
-  **Nécessité d'ouvrir les formations aux réussites du terrain et favoriser la dimension collective sur les territoires et plus généralement aux professionnels**
-  **Avoir des centres de formation investis plus largement dans les collectifs professionnels et les projets de développement ou techniques**
-  **Avoir des coopérations entre enseignement technique/supérieur/institut recherche**

Les sujets de dissensus/discussion

- » Le recours aux nouvelles technologies,
- » Les modèles alternatifs de formation (délégation au conseil, école de production, service civique, ...),
- » Les modèles d'aides au financement de la FTLV
- » L'accompagnement vers l'offre de FTLV

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion

Synthèse des contributions reçues



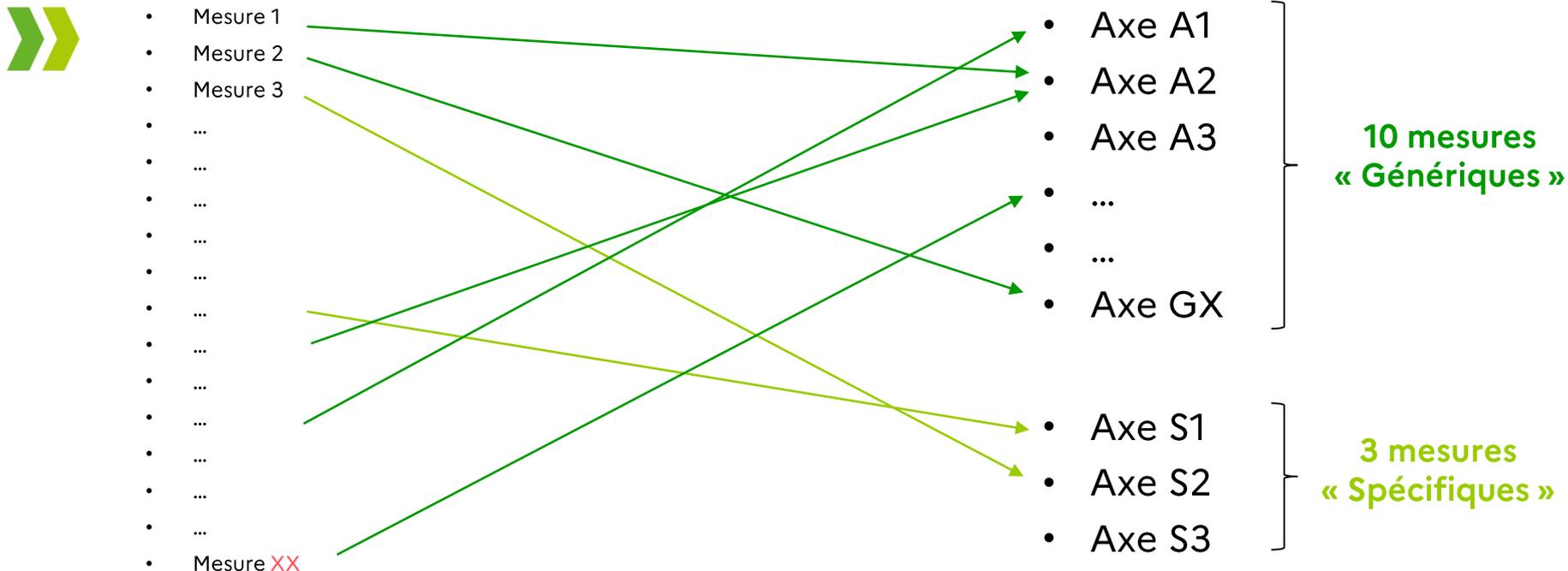
- 42 contributions ---> 112 propositions de mesures
- Respect majoritaire du format et du délai
- Quelques propositions renvoyées vers GT1 et GT2
- Lien avec les verrous / leviers identifiés par le GT3

	Politiques publiques, réglementation	Innovation et accompagnement du risque	Territoires et filières	Investissements	Liens entre production et aval
Nombre de mesures proposées	84	71	57	50	32
	40%	34%	27%	24%	15%



Supports des discussions de cette 4^{ème} réunion

Méthode d'analyse des contributions reçues



Axes de mesures génériques (1/2)

G1. Se donner des objectifs de politiques publiques clairs en faveur de la transition et décloisonner, simplifier et mettre en cohérence les politiques publiques

G2. Faire évoluer et renforcer la gouvernance agricole afin de favoriser l'innovation et la transition

G3. Favoriser l'innovation et le développement par des partenariats entre tous les acteurs de solutions favorables à la transition

G4. Soutenir l'expérimentation, avec un accompagnement des agriculteurs dans leur prise de risques

G5. Construire une plateforme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles

Axes de mesures génériques (2/2)

G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agroécologique

G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition

G8. Accompagner le développement de nouvelles filières et faciliter les démarches territoriales

G9. Accélérer la transition des régimes alimentaires en soutien à la transition agricole

G10. Moderniser les politiques sanitaires et œuvrer pour le bien-être animal

Axes de mesures spécifiques

S1. Réorienter les critères de sélection variétale et accélérer la sélection

S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs

S3. Développer des outils de politiques publiques et encourager aux démarches de décarbonation des activités agricoles dans une vision systémique des enjeux (changement climatique, eau, biodiversité, ...)

Axe G1. Se donner des objectifs de politiques publiques clairs en faveur de la transition et décloisonner, simplifier et mettre en cohérence les politiques publiques

- Fixer des objectifs de politiques publiques clairs et ambitieux pour donner de la visibilité et favoriser la mobilisation des acteurs
- Garantir une réciprocité des normes environnementales avec les pays tiers et l'existence de règles identiques pour tous les pays au sein du marché européen
- Assurer la bonne articulation des politiques publiques dans le champ des transitions agricole, alimentaire, climatique, afin de réduire l'insécurité juridique et renforcer la confiance des acteurs
- Simplifier les procédures sans diminuer les exigences environnementales : installation, autorisations de mise sur le marché,... Pas de consensus sur la simplification concernant l'agrandissement et les ICPE
- Pas de consensus sur l'agrandissement (dont ICPE) : simplifier ou plafonner ?

Axe G2. Faire évoluer et renforcer la gouvernance agricole afin de favoriser l'innovation et la transition

Programmation concertée de la recherche et de l'innovation :

- Créer un Conseil Scientifique de l'Agriculture et de l'Alimentation placé *a minima* auprès des Ministres en charge de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi que de la Recherche, incluant les sciences humaines et sociales
- Mettre en place un conseil de design ascendant de l'innovation agricole et alimentaire, favorisant la mise à l'épreuve sur le terrain des initiatives de R&D

Pilotage interministériel de la transition agroécologique :

- Disposer d'une gouvernance interministérielle, des objectifs et des moyens clairs et ambitieux permettant le pilotage de la transition agroécologique et alimentaire
- Faire évoluer le CORENA pour sécuriser juridiquement les pratiques et projets des agriculteurs

Facilitation de la transition agroécologique par le dialogue multi-acteurs:

- Mettre en place un dialogue social national et territorial multipartite et interfilières sur l'alimentation et la transition écologique de la filière agricole et alimentaire

Axe G3. Favoriser l'innovation et le développement par des partenariats entre tous les acteurs de solutions favorables à la transition

- Assurer le continuum d'innovation en intégrant les Jeunes Entreprises Innovantes (JEI) dans les dispositifs publics existant, et en développant des espaces tests « d'innovation ouverte », créer un statut de JEI au service de l'agriculture
- Veiller au maintien et à l'enrichissement des bases de données publiques à mobiliser pour les transitions
- Encourager la mise en place de consortia public-privé
- Mettre en place de fonds spécialisés ou prêts à taux réduit
- Etablir un climat de confiance entre acteurs, co-construire les innovations pour les transitions afin de favoriser leur acceptabilité
- Consensus sur le fait de favoriser les démarches partenariales de sélection variétale pour la transition agroécologique / Pas de consensus sur les modalités (innovation locale et échanges de semences vs. innovation basée sur l'édition génétique)

Axe G4. Soutenir l'expérimentation, avec un accompagnement des agriculteurs dans leur prise de risques

- Encourager tous types d'expérimentations (techniques, sociales, etc.), individuelles ou collectives, en particulier celles visant à des changements profonds globaux dans les systèmes d'exploitation
- Espace test des exploitations de l'ETA, fonds public d'innovation, chef de projet dédié
- Prendre en charge sur 5 années d'expérimentation la perte de marge générée par des choix techniques vertueux, en s'appuyant sur des démarches collectives
- Définir des cadres juridiques dérogatoires pour sécuriser les expérimentations tout en les encadrant / Multiplier sur d'autres thématiques les expérimentations de type Innov'Azote
- Imaginer des mesures d'accompagnement en cas d'échec pour les agriculteurs (ex. solidarité nationale)

Axe G5. Construire une plateforme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles 1/2

Donner de la visibilité sur des outils de diagnostic visant à élaborer des plans d'actions pour les transitions

- Outils d'analyse multi-factorielle du système de production
- Evaluation de la « qualité intrinsèque » d'une exploitation
- Référentiels pour se positionner au sein de son territoire / sa filière

Mettre à disposition des OAD / OAR stratégiques évalués et pertinents

- Projection à 20 ans à l'échelle de l'exploitation / du territoire / des filières
- Base de réflexion pour co-construire des plans de transformation et choisir une trajectoire en connaissance de cause
- Mise à disposition des agriculteurs et structures d'accompagnement
- Mise à jour régulière des outils et des projections

Axe G5. Construire une plateforme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles 2/2

Mettre à disposition des OAD tactiques

- Développer des outils permettant d'anticiper les risques sanitaires (végétaux et animaux) pour développer des démarches préventives
- Développer des outils permettant d'optimiser les apports en eau

Axe G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agroécologique 1/2

Mettre à disposition de connaissances « actionnables »

- Mettre en place une plateforme nationale de connaissance « actionnables » (testées et mises à l'épreuve en situations variées, caractérisées, validées, opérationnelles, viables économiquement, actualisées) accessible à tous

Accompagner le déploiement des solutions

- Co-construire en multi-acteurs des solutions techniques et organisationnelles (chercheurs, conseillers, agriculteurs, formation, etc.) par combinaison de leviers techniques, sociaux, économiques, etc.
- Adapter les solutions aux réalités de terrain et aux choix de l'agriculteur
- Veiller au maillage terrain de l'accompagnement
- Conditionner le soutien aux structures d'accompagnement à la mise en œuvre de démarches de transition

Axe G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agroécologique 2/2

Généralisation des solutions

- Mettre en place annuellement un programme CASDAR thématique multi-acteurs de transfert et massification en réponse à un des défis PLOA

Axe G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition 1/2

- Orienter les soutiens publics vers les transitions identifiées dans le PLOAA ; ne plus soutenir de pratiques défavorables à l'environnement
- Associer les soutiens publics à une obligation de formation
- Encourager l'adoption de pratiques agricoles durables et l'évolution vers des systèmes résilients, notamment via des paiements pour service environnementaux incluant les services rendus non valorisés par le marché ; accorder un soutien public accru aux projets collectifs ou territoriaux ; adapter les enveloppes visant à compenser les pertes des agriculteurs à la réalité des surcoûts xxx
- Favoriser une déspecialisation amont-aval de l'agriculture dans les territoires, encourager une restructuration des fermes devenues trop grandes pour en faciliter la transmission et la transition
- Favoriser une meilleure répartition de l'élevage avec des modèles durables (pâturage des ruminants) via 2 logiques complémentaires : quotas dans les régions excédentaires, plancher dans les régions déficitaires

Axe G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition 2/2

- Soutenir le développement massif de l'agriculture biologique
- Sur les pratiques agricoles dans les zones à enjeux environnementaux forts (exemple : aires d'alimentation de captage)
- Renforcer les investissements dans la mécanisation favorable à la transition et les infrastructures agroécologiques (ex. haies, irrigation) en veillant à l'absence d'augmentation tarifaire des matériels subventionnés ; permettre la prise en charge, les premières années, des abonnements associés à certaines solutions ; donner un bonus à l'investissement collectif
- Lors de la revente d'une exploitation, soustraire la valeur des aides publiques à l'investissement du prix du matériel
- Evaluer l'impact des investissements et aides publiques sur la dimension humaine des exploitations
- Accroître les moyens pour la recherche, la mise au point de solutions et leur déploiement (RPD, France 2030, Ecophyto, relèvement du plafond CASDAR, etc.)

Axe G8. Accompagner le développement de nouvelles filières et faciliter les démarches territoriales

- Anticiper la question de l'accès au marché et de la valorisation par la compétitivité et prix du produit
- Programme national de recherche appliquée associant production agricole et agro-alimentaire
- Mobiliser les Plans Alimentaires Territoriaux pour accélérer les transitions: une gouvernance partagée (impliquant distribution, consommateurs et société civile), intégrer la transition agroécologique dans les axes de réflexion, mobiliser la restauration collective et la restauration commerciale de qualité
- Accompagner le développement de SIQO locaux et massifier la lutte contre les fraudes sur les appellations d'origine

Axe G9. Accélérer la transition des régimes alimentaires en soutien à la transition agricole

- Affiner la connaissance des attentes des consommateurs et leur consentement à payer pour une alimentation de qualité, valoriser les transitions via l'étiquetage
- Accélérer les tendances d'évolution des régimes alimentaires autour des enjeux de santé, de durabilité, de bien-être animal et de proximité ; accompagner les changement de consommation (sensibiliser l'intérêt du public aux nouvelles productions et aux modes de production et de consommation durables dont rééquilibrage protéines animales / végétales) dans le cadre d'une gouvernance interministérielle
- Planifier un changement de l'offre alimentaire en se basant sur les recommandations nutritionnelles, et rendre accessible à tous une alimentation de qualité, saine et durable

Axe G10. Moderniser les politiques sanitaires et œuvrer pour le bien-être animal

- Revoir dans une approche « Une seule santé » la gouvernance relative à la santé animale et végétale ainsi que l'organisation et le financement des actions sanitaires, de la surveillance des maladies réglementées, du bien-être animal, de la lutte contre l'antibiorésistance, de la prévention de l'émergence des zoonoses
- Améliorer l'accès aux soins vétérinaires (délégation d'actes, biologie vétérinaire, télémedecine)
- Renforcer les règles de bien-être animal (dont transport des animaux)

Axe S1. Réorienter les critères de sélection variétale et accélérer la sélection

- Garantir un cadre de production de semences conforme aux exigences de qualité
- Soutenir des programmes de R&D public / privé
- Pas de consensus sur le fait de soutenir l'autorisation des NBT (réglementation européenne)
- Soutenir et favoriser les espaces d'échanges et de transmission de savoir-faire entre multiplicateurs
- Rendre le Crédit Impôt Recherche (CIR) accessible pour les agriculteurs
- Une Propriété intellectuelle (PI) adaptée au vivant (certificats d'obtention végétale)

Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs 1/3

Général / Conditions de réussite

- Mettre en cohérence l'ambition de la politique de diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires et leurs moyens et l'évaluer de manière régulière
- Conditionner les aides à la diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires
- Travailler à l'échelle du système alimentaire et impliquer tous les acteurs (amont / aval) dans l'élaboration des solutions et le partage des risques
- Adapter la réglementation (certification des produits de biocontrôle)
- Lever les freins logistiques pour les filières bas intrants
- Simplifier et mettre en cohérence les guichets de financement
- Mettre en place des hubs de recherche au niveau européen

Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs 2/3

Elaboration des solutions

- Mobiliser depuis la recherche fondamentale (processus biologiques, microbiomes, holobiontes, etc.) jusqu'aux innovations en protection des cultures (solutions de biocontrôle, agroéquipements, etc.)
- Travailler les associations de leviers (diversification des cultures, biocontrôle, sélection variétale, agroéquipements, outils numériques, suivi des dynamiques de bioagresseurs, etc.)
- Aborder l'échelle du paysage
- Dresser un état des lieux des solutions disponibles (efficaces et économiquement viables) pour concentrer les efforts de R&D sur les impasses
- Fonds d'accélération de la recherche de réponses à l'alternative compétitive aux herbicides (ARRACHE) financé par la RPD
- Développement de partenariats public – privé pour élaborer des solutions

Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs 3/3

Transfert et accompagnement des agriculteurs

- Cf. Axes A5 et A6 concernant l'accompagnement de la conception et de la mise en œuvre des systèmes
- Augmenter les moyens financiers et humains pour l'accompagnement au changement
- Accompagner les agriculteurs à la prise en main des outils

Axe S3. Développer des outils de politiques publiques et encourager aux démarches de décarbonation des activités agricoles dans une vision systémique des enjeux (changement climatique, eau, biodiversité, ...)

- Mobiliser la recherche et innovation pour identifier des alternatives économes en énergie et faiblement émettrices de GES (incluant les dispositifs de stockage et de conservation des produits) et des systèmes de production permettant de stocker du carbone
- Evaluer l'impact global de chacun des leviers (ex. décarbonation de la production d'engrais vs. bouclage des cycles et développement des légumineuses, diminuer les émissions de méthane des animaux vs. réduire le cheptel, etc.)
- Diversifier les revenus des agriculteurs et développer l'auto-consommation d'énergie des exploitations
- Mettre en place un programme national de recherche et d'innovation sur la limitation d'émissions de méthane entérique et de l'azote excrété, s'appuyant notamment sur la génétique et une alimentation animale innovante
- Intégrer les réductions d'émissions de GES dans le nouveau cadre européen de certification carbone



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
» LOI
**D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES**

DEJEUNER

RUE BARBET DE JOUY

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion

Ordre du jour de la réunion

- » Etat des lieux des concertations régionales
- » Présentation des travaux du GT2
- » Présentation des travaux du GT1
- » Synthèse des mesures proposées par les participants
- DEJEUNER -
- » Discussion des propositions
- » Conclusion

Conclusion et suites du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements

17 février matin: verrous (en sous-groupes)

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale

17 mai après-midi: élaboration des propositions



*Contribution
écrite*



*Contribution
écrite*



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : 5^{ème} réunion du GT3 – 17 mai 2023

GT n°3 – Les co-présidents



>> Anne-Claire VIAL
ACTA



>> Luc SERVANT
Chambres d'agriculture
France



>> Philippe MAUGUIN
INRAE

Assistés de trois référents :

Marion Bardy, Sous-Directrice de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (DGER)

Sébastien Bouvatier, Adjoint au Sous-Directeur de la performance environnementale et valorisation des territoires (DGPE)

Vincent Steinmetz, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER)

GT n°3: les grands enjeux



Assurer l'adaptation et la transition des exploitations agricoles face au changement climatique, et l'installation durable de nouvelles générations d'agriculteurs d'ici 2040, dans des conditions de viabilité économique en contribuant à la souveraineté alimentaire

Transitions
Trajectoires
Accompagnement



*Horizon
commun
2040*

Évolution des systèmes agricoles

Évolution des systèmes alimentaires



Verrous
Leviers
Éléments de rupture

Calendrier des travaux du GT n°3

Groupe plénier



20 janvier matin: partage et stabilisation du périmètre et des questionnements



Contribution écrite

17 février matin: vision, défis, verrous

17 mars après-midi: sous-groupe Elevage

24 mars matin: leviers

28 avril matin: partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale, interactions avec GT1 et GT2, mesures



Contribution écrite

17 mai après-midi: finalisation des propositions

Ordre du jour de la réunion

- Propositions de mesures spécifiques à l'élevage
- Analyse des réponses au questionnaire sur la synthèse des mesures
- Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales
- Présentation succincte du projet de rapport final
- PAUSE -
- Discussion
- Conclusion

Propositions de mesures spécifiques à l'élevage

- 
- Insertion d'un Axe supplémentaire S4 élaboré à partir d'une relecture transversale des contributions écrites transmises en vue de la réunion du 28 avril:**
- Contributions spécifiques élevage
 - Contributions transversales incluant l'élevage

Axe S4. Accompagner la transition de l'élevage et sa meilleure répartition territoriale, en lien avec la transition alimentaire (1/3)

- **!/ ** Sujet sur lequel les avis sont très divers (cf. conclusions du GT élevage) – d'où des propositions à considérer en partie comme des alternatives.
- **!/ ** Nombreux sujets communs avec les autres filières s'agissant de la transition
- Un soutien aux modèles favorables à la transition...
 - **Mesure 1** : Soutenir les systèmes d'élevage durables (plein air, pâturage,...) notamment à travers la reconnaissance des aménités associées (PSE) et une réorientation des soutiens à l'investissement (bâtiments) ;
 - **Mesure 2** : Favoriser une diversification des activités agricoles dans les territoires et, en particulier, une plus grande répartition spatiale des activités d'élevage ainsi qu'une complémentarité renforcée avec les productions végétales ;

Axe S4. Accompagner la transition de l'élevage et sa meilleure répartition territoriale, en lien avec la transition alimentaire (2/3)

- ... et des propositions reflétant des visions différentes de la transition :
 - **Mesure 3** : Accompagner la rénovation et l'adaptation des bâtiments d'élevage et le déploiement de pratiques favorables à l'environnement (éco-ventilateurs, raclage en V, production de biogaz, pendillards) pour tous les élevages ;
 - **Mesure 4** : Arrêt des soutiens voire moratoire sur les créations/agrandissements pour les ICPE soumises à autorisation / Interdiction de l'élevage en cage ;
 - **Mesure 5** : Renforcer les efforts de R&D pour réduire les émissions de méthane entérique (leviers sélection animale et additifs alimentaires) et les émissions de protoxyde d'azote (N₂O) issu de l'azote excrété par les élevages de monogastriques et ruminants (levier sélection animale et alimentation) ;
 - **Mesure 6** : Réduire les cheptels d'élevage non durables.

Axe S4. Accompagner la transition de l'élevage et sa meilleure répartition territoriale, en lien avec la transition alimentaire (3/3)

- Couplage nécessaire avec la question des régimes alimentaires (pas d'intérêt environnemental à une « exportation » de notre production de viande) :
 - **Mesure 7** : Enrayer l'érosion du taux d'auto-suffisance des filières d'élevage françaises en accompagnant le maintien des élevages résilients du point de vue environnemental et climatique sur le territoire ;
 - **Mesure 8** : Encourager la diminution de la consommation de viande/produits laitiers issus d'élevages non durables ou importés et encourager la consommation de protéines végétales.
 - **Mesure 9** : intégrer l'ensemble des dimensions environnementales dans les dispositifs d'information des consommateurs (affichage environnemental).
- Pour rappel : lien avec le bloc G10 (accès aux services vétérinaires et bien-être animal/transport d'animaux)

Ordre du jour de la réunion

- Propositions de mesures spécifiques à l'élevage
- Analyse des réponses au questionnaire sur la synthèse des mesures
- Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales
- Présentation succincte du projet de rapport final
- PAUSE -
- Discussion
- Conclusion

Axes de mesures génériques (1/2)

G1. Se donner des objectifs de politiques publiques clairs en faveur de la transition et décloisonner, simplifier et mettre en cohérence les politiques publiques

G2. Faire évoluer et renforcer la gouvernance agricole afin de favoriser l'innovation et la transition

G3. Favoriser l'innovation et le développement par des partenariats entre tous les acteurs de solutions favorables à la transition

G4. Soutenir l'expérimentation, avec un accompagnement des agriculteurs dans leur prise de risques

G5. Construire une plateforme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles

Axes de mesures génériques (2/2)

G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agro-écologique

G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition

G8. Accompagner le développement de nouvelles filières et faciliter les démarches territoriales

G9. Accélérer la transition des régimes alimentaires en soutien à la transition agricole

G10. Moderniser les politiques sanitaires et œuvrer pour le bien-être animal

Axes de mesures spécifiques

S1. Réorienter les critères de sélection variétale et accélérer la sélection

S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs

S3. Développer des outils de politiques publiques et encourager aux démarches de décarbonation des activités agricoles dans une vision systémique des enjeux (changement climatique, eau, biodiversité, ...)

Analyse des réponses au questionnaire sur la synthèse des mesures

- » 53 expressions prises en compte
- » Respect largement majoritaire des consignes
- » Une approche positive des mesures proposées: le choix d'approuver est largement plus utilisé que celui de désapprouver
- » Une analyse associant le nombre des mesures dans chaque axe, le nombre de votes par mesure, le ratio +/- par mesures

» Catégories présentées

large consensus



discutable



dissensus



peu

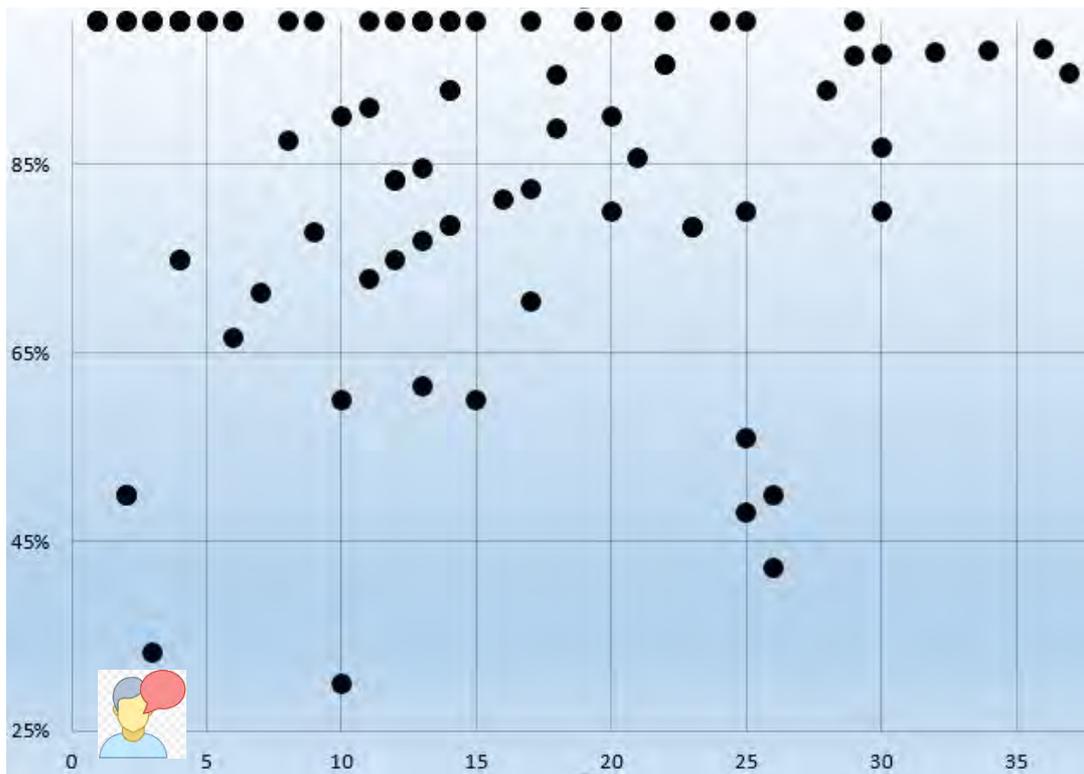


ou pas

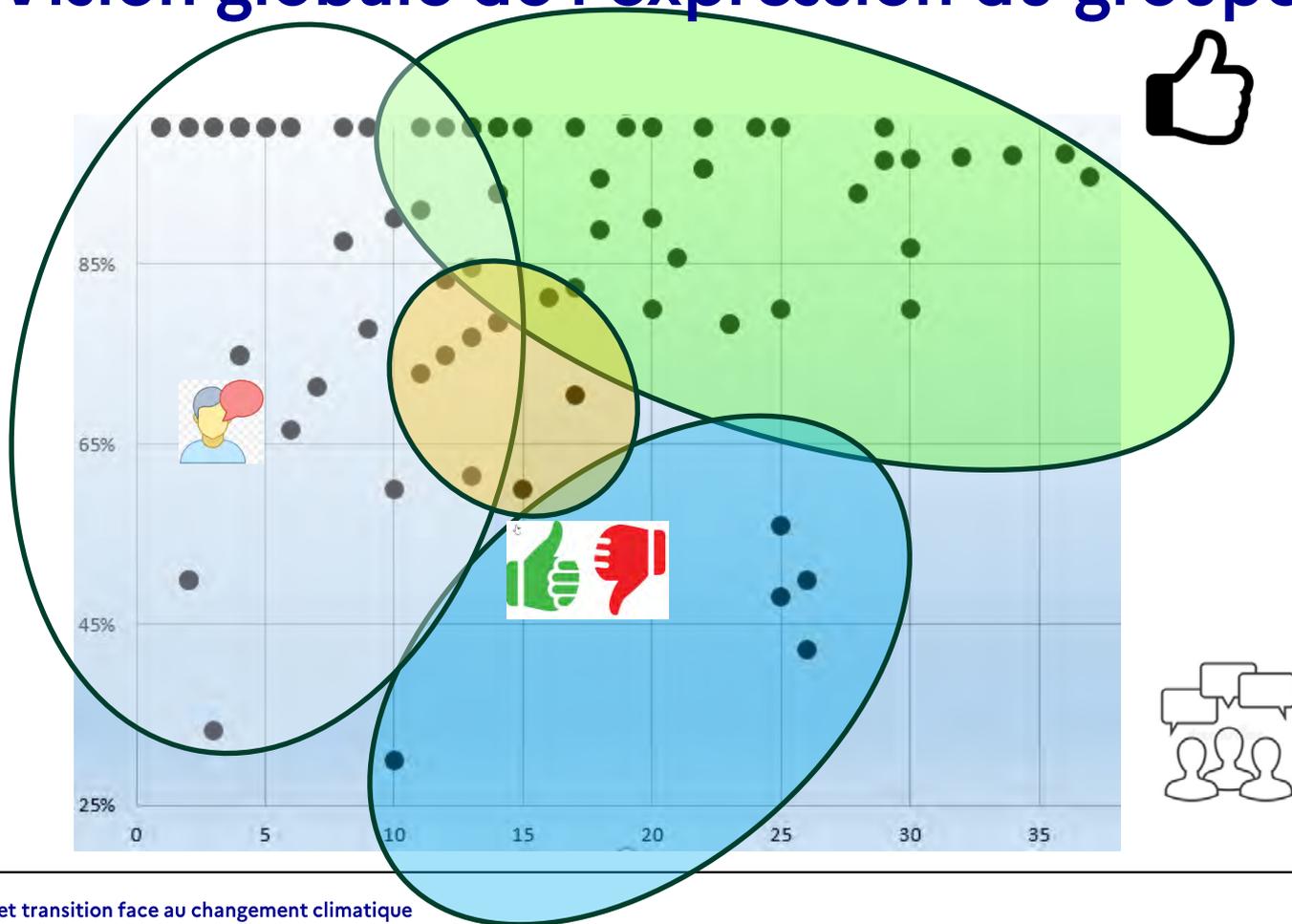


d'expression

Vision globale de l'expression du groupe



Vision globale de l'expression du groupe



Axe G1. Se donner des objectifs de politiques publiques clairs en faveur de la transition et décloisonner, simplifier et mettre en cohérence les politiques publiques

- Fixer des objectifs de politiques publiques clairs et ambitieux pour donner de la visibilité et favoriser la mobilisation des acteurs
- Garantir une réciprocité des normes environnementales avec les pays tiers et l'existence de règles identiques pour tous les pays au sein du marché européen
- Assurer la bonne articulation des politiques publiques dans le champ des transitions agricole, alimentaire, climatique, afin de réduire l'insécurité juridique et renforcer la confiance des acteurs
- Simplifier les procédures sans diminuer les exigences environnementales : installation, autorisations de mise sur le marché,...
- Pour mémoire: pas de consensus sur l'agrandissement (dont ICPE) : simplifier ou plafonner ?



Axe G2. Faire évoluer et renforcer la gouvernance agricole afin de favoriser l'innovation et la transition

Programmation concertée de la recherche et de l'innovation :

- Créer un Conseil Scientifique de l'Agriculture et de l'Alimentation placé *a minima* auprès des Ministres en charge de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi que de la Recherche, incluant les sciences humaines et sociales
- Mettre en place un conseil de design ascendant de l'innovation agricole et alimentaire, favorisant la mise à l'épreuve sur le terrain des initiatives de R&D



Pilotage interministériel de la transition agroécologique :

- Disposer d'une gouvernance interministérielle, des objectifs et des moyens clairs et ambitieux permettant le pilotage de la transition agroécologique et alimentaire
- Faire évoluer le CORENA pour sécuriser juridiquement les pratiques et projets des agriculteurs



Facilitation de la transition agroécologique par le dialogue multi-acteurs:

- Mettre en place un dialogue social national et territorial multipartite et inter-filières sur l'alimentation et la transition écologique de la filière agricole et alimentaire



Axe G3. Favoriser l'innovation et le développement par des partenariats entre tous les acteurs de solutions favorables à la transition

- Assurer le continuum d'innovation en intégrant les Jeunes Entreprises Innovantes (JEI) dans les dispositifs publics existant, et en développant des espaces tests « d'innovation ouverte », créer un statut de JEI au service de l'agriculture 
- Veiller au maintien et à l'enrichissement des bases de données publiques à mobiliser pour les transitions 
- Encourager la mise en place de consortia public-privé 
- Mettre en place de fonds spécialisés ou prêts à taux réduit
- Etablir un climat de confiance entre acteurs, co-construire les innovations pour les transitions afin de favoriser leur acceptabilité
- Favoriser les démarches partenariales de sélection variétale pour la transition agroécologique
- Pour mémoire: pas de consensus sur les modalités (innovation locale et échanges de semences vs. innovation basée sur l'édition génétique)

Axe G4. Soutenir l'expérimentation, avec un accompagnement des agriculteurs dans leur prise de risques



- Encourager tous types d'expérimentations (techniques, sociales, etc.), individuelles ou collectives, en particulier celles visant à des changements profonds globaux dans les systèmes d'exploitation
- Espace test des exploitations de l'ETA, fonds public d'innovation, chef de projet dédié
- Prendre en charge sur 5 années d'expérimentation la perte de marge générée par des choix techniques vertueux, en s'appuyant sur des démarches collectives
- Définir des cadres juridiques dérogatoires pour sécuriser les expérimentations tout en les encadrant / Multiplier sur d'autres thématiques les expérimentations de type Innov'Azote
- Imaginer des mesures d'accompagnement en cas d'échec pour les agriculteurs (ex. solidarité nationale)



Axe G5. Construire une plate-forme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles (1/2)

Donner de la visibilité sur des outils de diagnostic visant à élaborer des plans d'actions pour les transitions

- **Outils d'analyse multi-factorielle du système de production**
- Evaluation de la « qualité intrinsèque » d'une exploitation
- Référentiels pour se positionner au sein de son territoire / sa filière



Mettre à disposition des OAD / OAR stratégiques évalués et pertinents

- **Projection à 20 ans à l'échelle de l'exploitation / du territoire / des filières**
- Base de réflexion pour co-construire des plans de transformation et choisir une trajectoire en connaissance de cause
- Mise à disposition des agriculteurs et structures d'accompagnement
- Mise à jour régulière des outils et des projections



Axe G5. Construire une plate-forme d'outils d'aide à la décision stratégiques et tactiques en faveur de la transition pour les exploitations agricoles (2/2)

Mettre à disposition des OAD tactiques

- Développer des outils permettant d'anticiper les risques sanitaires (végétaux et animaux) pour développer des démarches préventives
- Développer des outils permettant d'optimiser les apports en eau



Axe G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agroécologique (1/2)

Mettre à disposition de connaissances « actionnables »

- Mettre en place une plateforme nationale de connaissance « actionnables » (testées et mises à l'épreuve en situations variées, caractérisées, validées, opérationnelles, viables économiquement, actualisées) accessible à tous



Accompagner le déploiement des solutions

- Co-construire en multi-acteurs des solutions techniques et organisationnelles (chercheurs, conseillers, agriculteurs, formation, etc.) par combinaison de leviers techniques, sociaux, économiques, etc
- Adapter les solutions aux réalités de terrain et aux choix de l'agriculteur
- Veiller au maillage terrain de l'accompagnement
- Conditionner le soutien aux structures d'accompagnement à la mise en œuvre de démarches de transition



Axe G6. Mettre à disposition des agriculteurs toutes les solutions existantes, associées à un accompagnement / Soutenir la généralisation des solutions éprouvées pour la transition agroécologique (2/2)

Généralisation des solutions

- **Mettre en place annuellement un programme CASDAR thématique multi-acteurs de transfert et massification en réponse à un des défis PLOA**



Axe G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition (1/2)

- Orienter les soutiens publics vers les transitions identifiées dans le PLOAA 
- **Ne plus soutenir de pratiques défavorables à l'environnement**  
- Associer les soutiens publics à une obligation de formation 
- **Encourager l'adoption de pratiques agricoles durables et l'évolution vers des systèmes résilients, notamment via des paiements pour service environnementaux incluant les services rendus non valorisés par le marché**  
- Accorder un soutien public accru aux projets collectifs ou territoriaux 
- Adapter les enveloppes visant à compenser les pertes des agriculteurs à la réalité des surcoûts 
- **Favoriser une déspecialisation amont-aval de l'agriculture dans les territoires, encourager une restructuration des fermes devenues trop grandes pour en faciliter la transmission et la transition**  
- Favoriser une meilleure répartition de l'élevage avec des modèles durables (pâturage des ruminants) via 2 logiques complémentaires : quotas dans les régions excédentaires, plancher dans les régions déficitaires  

Axe G7. Réorienter et accroître les financements publics en faveur de la transition (2/2)

- **Soutenir le développement massif de l'agriculture biologique** 
- Porter une attention particulière sur les pratiques agricoles dans les zones à enjeux environnementaux forts (exemple : aires d'alimentation de captage) 
- **Renforcer les investissements dans la mécanisation favorable à la transition et les infrastructures agroécologiques (ex. haies, irrigation) en veillant à l'absence d'augmentation tarifaire des matériels subventionnés** 
- Permettre la prise en charge, les premières années, des abonnements associés à certaines solutions
- Donner un bonus à l'investissement collectif 
- Lors de la revente d'une exploitation, soustraire la valeur des aides publiques à l'investissement du prix du matériel 
- Evaluer l'impact des investissements et aides publiques sur la dimension humaine des exploitations 
- **Accroître les moyens pour la recherche, la mise au point de solutions et leur déploiement (RPD, France 2030, Ecophyto, relèvement du plafond CASDAR, etc.)** 

Axe G8. Accompagner le développement de nouvelles filières et faciliter les démarches territoriales

- Anticiper la question de l'accès au marché et de la valorisation par la compétitivité et prix du produit
- Programme national de recherche appliquée associant production agricole et agro-alimentaire
- Mobiliser les Plans Alimentaires Territoriaux pour accélérer les transitions: une gouvernance partagée (impliquant distribution, consommateurs et société civile), intégrer la transition agro-écologique dans les axes de réflexion, mobiliser la restauration collective et la restauration commerciale de qualité
- Accompagner le développement de SIQO locaux et massifier la lutte contre les fraudes sur les appellations d'origine



Axe G9. Accélérer la transition des régimes alimentaires en soutien à la transition agricole



- Affiner la connaissance des attentes des consommateurs et leur consentement à payer pour une alimentation de qualité, valoriser les transitions *via* l'étiquetage
- Accélérer les tendances d'évolution des régimes alimentaires autour des enjeux de santé, de durabilité, de bien-être animal et de proximité
- Accompagner les changement de consommation (sensibiliser l'intérêt du public aux nouvelles productions et aux modes de production et de consommation durables dont rééquilibrage protéines animales / végétales) dans le cadre d'une gouvernance interministérielle
- Planifier un changement de l'offre alimentaire en se basant sur les recommandations nutritionnelles, et rendre accessible à tous une alimentation de qualité, saine et durable

Axe G10. Moderniser les politiques sanitaires et œuvrer pour le bien-être animal

- Revoir dans une approche « Une seule santé » la gouvernance relative à la santé animale et végétale ainsi que l'organisation et le financement des actions sanitaires, de la surveillance des maladies réglementées, du bien-être animal, de la lutte contre l'antibiorésistance, de la prévention de l'émergence des zoonoses
- Améliorer l'accès aux soins vétérinaires (délégation d'actes, biologie vétérinaire, télémedecine)
- Renforcer les règles de bien-être animal (dont transport des animaux)



Axe S1. Réorienter les critères de sélection variétale et accélérer la sélection

- Garantir un cadre de production de semences conforme aux exigences de qualité
- **Soutenir des programmes de R&D public / privé**
- **Soutenir l'autorisation des NBT (réglementation européenne)**
- **Soutenir et favoriser les espaces d'échanges et de transmission de savoir-faire entre multiplicateurs**
- **Rendre le Crédit Impôt Recherche (CIR) accessible pour les agriculteurs**
- Une propriété intellectuelle adaptée au vivant (certificats d'obtention végétale)



Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs (1/3)

Général / Conditions de réussite

- **Mettre en cohérence l'ambition de la politique de diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires et leurs moyens et l'évaluer de manière régulière**
- **Conditionner les aides à la diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires**
- **Travailler à l'échelle du système alimentaire et impliquer tous les acteurs (amont / aval) dans l'élaboration des solutions et le partage des risques**
- Adapter la réglementation (certification des produits de biocontrôle)
- Lever les freins logistiques pour les filières bas intrants
- Simplifier et mettre en cohérence les guichets de financement
- Mettre en place des hubs de recherche au niveau européen



Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs (2/3)

Elaboration des solutions

- Mobiliser depuis la recherche fondamentale (processus biologiques, microbiomes, holobiontes, etc.) jusqu'aux innovations en protection des cultures (solutions de biocontrôle, agroéquipements, etc.) 
- Travailler les associations de leviers (diversification des cultures, biocontrôle, sélection variétale, agroéquipements, outils numériques, suivi des dynamiques de bioagresseurs, etc.)
- Aborder l'échelle du paysage 
- Dresser un état des lieux des solutions disponibles (efficaces et économiquement viables) pour concentrer les efforts de R&D sur les impasses
- Fonds d'accélération de la recherche de réponses à l'alternative compétitive aux herbicides (ARRACHE) financé par la RPD 
- Développement de partenariats public – privé pour élaborer des solutions 

Axe S2. Elaborer et transférer des solutions alternatives aux produits phytosanitaires, et accompagner les agriculteurs (3/3)

Transfert et accompagnement des agriculteurs

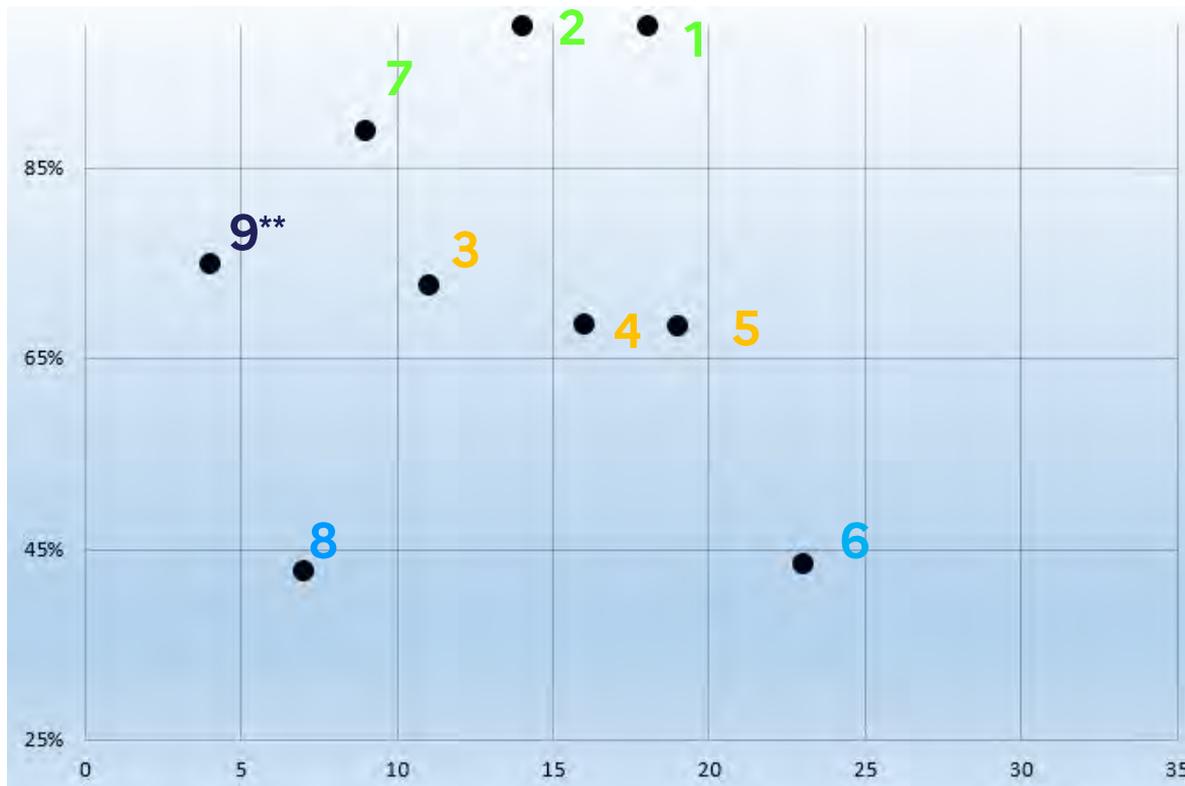
- Augmenter les moyens financiers et humains pour l'accompagnement au changement
- Accompagner les agriculteurs à la prise en main des outils



Axe S3. Développer des outils de politiques publiques et encourager aux démarches de décarbonation des activités agricoles dans une vision systémique des enjeux (changement climatique, eau, biodiversité, ...)

- Mobiliser la recherche et innovation pour identifier des alternatives économes en énergie et faiblement émettrices de GES (incluant les dispositifs de stockage et de conservation des produits) et des systèmes de production permettant de stocker du carbone 
- Evaluer l'impact global de chacun des leviers (ex. décarbonation de la production d'engrais vs. bouclage des cycles et développement des légumineuses, diminuer les émissions de méthane des animaux vs. réduire le cheptel, etc.)
- Diversifier les revenus des agriculteurs et développer l'auto-consommation d'énergie des exploitations
- Mettre en place un programme national de recherche et d'innovation sur la limitation d'émissions de méthane entérique et de l'azote excrété, s'appuyant notamment sur la génétique et une alimentation animale innovante 
- Intégrer les réductions d'émissions de GES dans le nouveau cadre européen de certification carbone 

Expression du groupe* sur les mesures spécifiques à l'élevage



*44 expres-
sions prises
en compte

** numéro
de mesure



Axe S4. Accompagner la transition de l'élevage et sa meilleure répartition territoriale, en lien avec la transition alimentaire (1/2)

- **Mesure 1** : Soutenir les systèmes d'élevage durables (plein air, pâturage,...) notamment à travers la reconnaissance des aménités associées (PSE) et une réorientation des soutiens à l'investissement (bâtiments) ;
- **Mesure 2** : Favoriser une diversification des activités agricoles dans les territoires et, en particulier, une plus grande répartition spatiale des activités d'élevage ainsi qu'une complémentarité renforcée avec les productions végétales ;
- **Mesure 3** : Accompagner la rénovation et l'adaptation des bâtiments d'élevage et le déploiement de pratiques favorables à l'environnement (éco-ventilateurs, raclage en V, production de biogaz, pendillards) pour tous les élevages ;
- **Mesure 4** : Arrêt des soutiens voire moratoire sur les créations/agrandissements pour les ICPE soumises à autorisation / Interdiction de l'élevage en cage ;

Axe S4. Accompagner la transition de l'élevage et sa meilleure répartition territoriale, en lien avec la transition alimentaire (2/2)

- **Mesure 5** : Renforcer les efforts de R&D pour réduire les émissions de méthane entérique (leviers sélection animale et additifs alimentaires) et les émissions de protoxyde d'azote (N₂O) issu de l'azote excrété par les élevages de monogastriques et ruminants (levier sélection animale et alimentation) ;
- **Mesure 6** : Réduire les cheptels d'élevage non durables;
- **Mesure 7** : Enrayer l'érosion du taux d'auto-suffisance des filières d'élevage françaises en accompagnant le maintien des élevages résilients du point de vue environnemental et climatique sur le territoire ;
- **Mesure 8** : Encourager la diminution de la consommation de viande/produits laitiers issus d'élevages non durables ou importés et encourager la consommation de protéines végétales;
- **Mesure 9** : intégrer l'ensemble des dimensions environnementales dans les dispositifs d'information des consommateurs (affichage environnemental).

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Synthèse des remontées régionales structurée en 10 points (GT3) :

- Gestion de l'eau
- Energie et carbone
- Elevage
- Filières et alimentation
- Pratiques agronomiques
- Innovation – Recherche – Développement
- Accompagnement à la transition climatique
- Politiques publiques – réglementation
- Politiques publiques – appui
- Territorialisation

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales



Démarche:

- Pour chaque proposition régionale, identification de 3 cas de figure:

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Gestion de l'eau



Alternatives au prélèvement (ex. stockage)

Rechargement des nappes

Ressources d'eau alternatives

R&D et accompagnement sur la gestion quantitative

« Priorités d'usage » à établir (abreuvement)

Fond indemnitaire sur les risques de sur-inondation

*G5.11 (OAD pour
optimiser les
apports en eau)*

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales *Energie et Carbone*



Encourager l'autoconsommation de biocarburant et d'énergie

Réduire les contraintes réglementaires sur les EnR

Renforcement du marché carbone, plus incitatif

Encadrement des EnR

Seuil de production d'énergie par exploitation

**EnR à inclure dans les dispositifs d'accompagnement
anticipé des transmissions / installations**

*S3.3 (diversification
revenus,
développement
autoconsommation
énergie)*

*G5.5 (OAD / OAR
stratégiques)*

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales *Elevage*



Amélioration du parc de bâtiments et d'équipements

**Amélioration de la gestion sanitaire et de de la prévention
des maladies émergentes**

Sécurisation de l'eau d'abreuvement

Soutien plus large sur les services écosystémiques rendus par l'élevage

S4.4 (Rénovation des bâtiments)

*G5.10 (outils
d'anticipation des
risques sanitaires,
mesures préventives)*

*G7.3 (PSE pour services
rendus non valorisés par
le marché)*

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales *Filières et alimentation*

G1.2 (réciprocité des
normes)

» Contreparties efficaces aux exigences de qualité type « **clauses miroirs** »

Création de dispositifs facilitant les investissements risqués

G4 (accompagner la
prise de risque)

Territorialiser la production

G7.4 (projets collectifs ou territoriaux)

Conforter le maillage régional d'outils de transformation

Maintenir le soutien des PAT

G8.3 (mobiliser les PAT)

Développer les activités agritouristiques

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Pratiques agronomiques



Techniques agricoles de conservation des sols labellisées

Valorisation accrue des services écosystémiques rendus
par l'agriculture

*G7.3 (PSE pour
services rendus non
valorisés par le
marché)*

Cartographie du potentiel de séquestration de carbone du sol

Réflexions d'organisation paysagères et des IAE à l'échelle
des territoires

*S2.10 (aborder l'échelle
des paysages)*

Clés et outils pour une meilleure gestion des sols

G6.1 (connaissances actionnables)

Favoriser l'économie circulaire au niveau des intrants azotés

S3.2 (bouclage des cycles et développement des légumineuses)

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales *Innovation-Recherche-Développement (IRD)*



Transfert des innovations vers les exploitations

**Solutions technico-économiques face aux enjeux changement
climatique et transition agroécologique**

G6 (transfert
accompagnement) +
SHS

**Orienter la recherche génétique animale et végétale pour adapter
l'agriculture (CC + TAE)**

G3.6 et S1 (sélection variétale), S3.4 (émissions élevage)

Déclinaison des innovations pour les exploitations

G6 (transfert
accompagnement)

Organisation des écosystèmes IRD régionaux

Formation obligatoire des agriculteurs sur CC

G7.2 (soutiens publics => formation)

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales *Accompagnement à la transition climatique*



Accompagnement des groupes d'agriculteurs

G4.1 partiel
(expérimentations collectives)

Diagnostic global des exploitations

G5.2 (analyse multi-factorielle)

Chèque conseil transition pour faciliter l'accès au conseil spécialisé

Soutenir la constitution de collectifs

G7.3 (bonus aux projets collectifs)

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Politiques publiques - réglementation



Simplification, cohérence, lisibilité des procédures administratives

G1.4 (simplifier en conservant l'exigence environnementale)

Ouvrages de stockage de l'eau d'intérêt général

Flexibilité des textes pour s'adapter aux évolutions techniques et climatiques selon les territoires

Renforcement de la sécurité juridique des projets

G4.4 (sécurisation et encadrement des expérimentations)

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Politiques publiques – mesures d'appui



**Elargir la gamme des PSE, adaptation aux particularismes
et priorités régionaux**

Augmentation de l'enveloppe des MAEC forfaitaires

*G7.3 (PSE pour services
rendus non valorisés par
le marché)*

Cohérent avec les propositions GT3

Repris partiellement dans les propositions du GT3

Non évoqué dans les propositions du GT3

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales

Territorialisation



OAD et méthodes à disposition des agriculteurs pour aboutir à une vision collective à l'échelle des territoires

Rapprochement des acteurs de la production agricole, de l'industrie agroalimentaire jusqu'aux consommateurs

Rendre obligatoire un diagnostic territorial prospectif pour partager les grands enjeux de transitions

Structurer les écosystèmes IRD régionaux

Renforcement de la place des agriculteurs dans les démarches territoriales dont PTGE

G5.4 à G5.6 (référentiels et OAD OAR pour projection territoriale)

G2.5 (gvce), G3.5 (co-construction des solutions), G4.5 (solidarité nationale sur la prise de risque)

G6 partiel (transfert accompagnement)

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales



Propositions régionales peu présentes dans les propositions du GT3:

- Approches génériques:
 - Territorialisation de la production et maillage régional d'outils de transformation
 - Organisation des écosystèmes IRD régionaux
 - Accompagnement des groupes d'agriculteurs
 - Place des agriculteurs dans la gouvernance territoriale
 - Instruments de politiques publiques: marché carbone, MAEC, PSE régionalisés, chèque conseil, diagnostics de territoires

Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales



Propositions régionales peu présentes dans les propositions du GT3:

- Approches thématiques:
 - Eau
 - Sol
 - Agritourisme

Ordre du jour de la réunion

- » Propositions de mesures spécifiques à l'élevage
- » Analyse des réponses au questionnaire sur la synthèse des mesures
- » Analyse de correspondance entre propositions du GT3 et remontées régionales
- » **Présentation succincte du projet de rapport final**
- PAUSE -
- » Discussion
- » Conclusion

Présentation succincte du projet de rapport final

Déroulé des réunions



- 20 janvier matin:** partage et stabilisation du périmètre et des questionnements
- 17 février matin:** vision, défis, verrous
- 17 mars après-midi:** sous-groupe Elevage
- 24 mars matin:** leviers
- 28 avril matin:** partage des retours et point intermédiaire sur la concertation régionale, interactions avec GT1 et GT2, mesures
- 17 mai après-midi:** finalisation des propositions

Rapport

- Méthodologie et démarche
- Vision à 2040
- Défis prioritaires
- Verrous
- Leviers et mesures
- Propositions issues des concertations régionales

Annexes

- Liste des participants
- Supports des réunions
- Membres du GT ayant répondu aux appels à contributions



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

PAUSE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
»» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

DISCUSSION



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PACTE
» LOI
D'ORIENTATION
& D'AVENIR
AGRICILES

CONCLUSIONS



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FRANCE
NATION
VERTE >

Agir • Mobiliser • Accélérer

PACTE >> LOI D'ORIENTATION & D'AVENIR AGRICOLES

Concertation nationale : 5^{ème} réunion du GT3 – 17 mai 2023

Annexe 3 : Membres du groupe de travail ayant répondu aux appels à contributions

Parlementaires participants ou représentés

LE FEUR Sandrine - Députée
SALMON Jean – Sénateur
VUIBERT Lionel - Député

Structures contributrices

AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE (AGENCES DE L'EAU)
AGRICULTURE STRATÉGIES
ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE
ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE
ASSOCIATION GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE BLÉ ET AUTRES CÉRÉALES
ASSOCIATION NATIONALE INTER-PROFESSIONNELLE DU BÉTAIL ET DES VIANDES
ASSOCIATION NATIONALE POMMES POIRES
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE
CENTRE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE
CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE
COLLECTIF NOURRIR
COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE
COMPASSION IN WORLD FARMING FRANCE
CONFEDERATION DES PME
CONFÉDÉRATION PAYSANNE
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES VÉTÉRINAIRES
CONVERGENCE ANIMAUX POLITIQUE
COORDINATION RURALE UNION NATIONALE
ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE, ALIMENTAIRE ET AGROALIMENTAIRE DE NANTES
ATLANTIQUE
FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE
FÉDÉRATION DES SYNDICATS VÉTÉRINAIRES DE FRANCE
FEDERATION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PRODUCTEURS AGRIVOLTAÏQUES
FÉDÉRATION GÉNÉRALE AGROALIMENTAIRE CFDT
FÉDÉRATION NATIONALE AFAC AGROFORESTERIE
FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE
FÉDÉRATION NATIONALE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE
FÉDÉRATION NATIONALE DES AGRICULTEURS MULTIPLICATEURS DE SEMENCES,
GRAINES ET PLANTS
FÉDÉRATION NATIONALE DES CUMA
FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉLEVEURS DE CHÈVRES
FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE LAIT

FÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE PLANTS DE POMME DE TERRE
FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES
FEDERATION NATIONALE PORCINE
FÉDÉRATION NATIONALE TERRE DE LIENS
FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME
FRANCE AGRITECH
FRANCE GAZ RENOUVELABLES
FRANCE GÉNÉTIQUE ELEVAGE
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
FRANCE URBAINE
GROUPEMENTS DE DEFENSE SANITAIRE FRANCE FRANCE
GÉNÉRATIONS FUTURES
GREENPEACE FRANCE
GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL POUR LA VALORISATION DE LA POMME DE
TERRE
GROUPEMENT NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES SEMENCES ET PLANTS
GRT GAZ
INSTITUT DE L'ÉLEVAGE
INSTITUT DU PORC
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET
L'ENVIRONNEMENT
INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT
INSTITUT TECHNIQUE DE L'AVICULTURE
INTERPROFESSION NATIONALE PORCINE
INVIVO GROUP
JEUNES AGRICULTEURS
LA COOPÉRATION AGRICOLE
LA FERME DIGITALE
LES INSTITUTS TECHNIQUES AGRO-ALIMENTAIRES
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ
PHYTEIS
RÉSEAU DES CENTRES D'INITIATIVES POUR VALORISER L'AGRICULTURE ET LE MILIEU
RURAL
SOCIÉTÉ DE VITICULTURE DU JURA / CNAOC
SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE UNSA
SYNDICAT DE L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT ET DIAGNOSTIC VÉTÉRINAIRES
SYNDICAT DES PROFESSIONNELS DU RECYCLAGE PAR VALORISATION
AGRONOMIQUE
SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE PUBLIC
TERRES EN VILLES
UNION DE L'INDUSTRIE DE LA NUTRITION DES PLANTES
UNION FRANCAISE DES SEMENCIERS
WWF

A aussi répondu aux appels à contribution:

AMIS DE LA TERRE

Ont aussi produit des contributions auprès du MASA :

SOREZ Philippe (député)

ACADEMIE D'AGRICULTURE

ASSOCIATION FRANÇAISE DE PASTORALISME

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITE

NOË